

1993

ARCHIVES DES LUTTES DES FEMMES EN ALGÉRIE

١٩٩٣ - ١٩٨٨



1988

أرشيف
نضالات
النساء
في الجزائر

Archives des luttes des femmes en Algérie

Awel Haouati

Archives des luttes des femmes en Algérie est un projet collectif et indépendant dont l’objectif est de mettre en lumière l’histoire du mouvement des femmes algériennes, à travers la construction d’une archive numérique ouverte des organisations, collectifs et associations féminines et féministes qui l’ont constitué depuis 1962, en Algérie et parmi sa diaspora. En numérisant et en rendant accessible un ensemble de matériaux écrits, imprimés, visuels produits dans le cadre des actions de ces collectifs – que nous désignons comme des « traces » – nous entendons non seulement rendre visible une histoire longtemps marginalisée et méconnue, mais aussi fournir au plus grand nombre des outils de réflexion et de lutte.

Lancé en mars 2019 alors que les manifestations du *hirak*¹ battaient leur plein, le projet a émergé du constat qu’il n’existe aujourd’hui que peu de ressources concernant l’histoire des luttes dans l’Algérie indépendante, encore moins celles menées par les femmes pour l’émancipation et l’égalité des droits. Les traces matérielles de leurs actions et de leurs mobilisations demeurent quant à elles très peu connues des nouvelles générations et sont inaccessibles.

Le surgissement du *hirak* dans les rues et dans nos vies a réactivé un désir, présent depuis quelques années, de nous mettre à la recherche de ces traces, mais aussi des récits de celles qui ont fait partie de ces collectifs dans les années 1970, 1980 et 1990. Marcher chaque semaine aux côtés de milliers de personnes, dont certaines n’avaient pas manifesté depuis plus de vingt ans, voire depuis 1962, nous a en effet permis de prendre conscience de l’existence d’une tradition de luttes dont nous ne savions que très peu. Chaque semaine se déployait alors tout un répertoire de slogans et de chants contestataires

et révolutionnaires, de figures et de symboles de la culture populaire aussi bien issus de la période de la guerre d’indépendance que des luttes contemporaines. Les féministes elles aussi se sont réapproprié des slogans et des écrits des années 1980, 1990, et ont mobilisé des figures féminines militantes et révolutionnaires. Dans le contexte actuel, ramener au présent et « à la vie » une archive est à notre sens un geste politique et participe de la réappropriation d’un passé trop souvent oblitéré, confisqué.

Pour construire notre archive, nous faisons appel à toute personne détenant des documents relatifs aux mobilisations de femmes algériennes pour leurs droits. Suite à la disparition de la plupart des collectifs et des associations des années 1980 et 1990, et en l’absence d’une structure se chargeant de leurs archives, c’est chez les femmes qui ont pris part à ces mobilisations, souvent des militantes ou ex-militantes, que nous retrouvons ces documents. Contributive, l’archive que nous construisons est ainsi alimentée par un ensemble de fragments d’archives personnelles conservées par ces femmes. Nous réalisons un travail de cartographie, d’inventaire et de numérisation de ces documents, qui demeurent chez leurs détentrices, pour constituer notre fonds numérique. Parallèlement à ce travail, nous menons des entretiens avec les femmes qui ont fait partie de ces collectifs et ont conservé les documents en question, afin de replacer chaque objet dans son contexte et d’en retracer la trajectoire. Notre objectif est de rendre accessibles ces documents numérisés et ces entretiens sur une plate-forme en ligne, en libre accès.

Dans le cadre de l’exposition mise en place pour la quinzième édition de la documenta à Kassel², nous avons choisi de relater un pan de l’histoire du mouvement des femmes algérien contemporain de 1989 au début des années 1990³, une période située entre l’adoption d’une Constitution pluraliste en février 1989 et l’interruption en janvier 1992 de l’expérience démocratique, suivie d’une guerre intérieure qui durera plus de dix ans. Ce choix a été guidé par le fait que la majeure partie des documents retrouvés ont été produits pendant ces trois années d’intense activité politique, militante et associative en Algérie. Cette brève ouverture a permis aux collectifs et aux

associations de se réunir et de mener leurs actions au grand jour et de manière plus libre qu’avant 1989. Nous avons mobilisé différents matériaux de cette période – reproductions de documents de collectifs et d’associations, affiches, photographies et film – et mis l’accent sur deux événements centraux dans l’histoire du mouvement féministe algérien : la première rencontre nationale des femmes, le 30 novembre et le 1^{er} décembre 1989 à Alger, et la journée du 8 mars 1990, toujours dans la capitale, quand s’est tenue une des plus importantes manifestations de femmes pour leurs droits. Dans cet espace, nous avons aussi voulu donner un aperçu de notre propre pratique, à travers une vidéo, du rituel que nous reproduisons chaque fois que nous découvrons des archives : celui d’ouvrir les boîtes ou les cartons dans lesquels se trouvent les documents, de les étaler, parfois à même le sol, de les observer et de les feuilleter, de prendre des notes... Un moment où l’on se familiarise avec l’archive, avant le travail d’inventaire et de numérisation. Enfin, deux extraits d’entretiens⁴ menés en 2022 avec deux militantes de générations différentes sont disposés dans l’espace. Chacune nous parle de son expérience de militantisme à deux époques : les années 1980 et 1990 d’une part, et les années 2010 et 2019, pendant le *hirak*, d’autre part. Elles relatent des événements marquants de cette histoire ou de leur parcours personnel, font part de leur rapport aux archives du militantisme et du regard qu’elles portent sur la transmission intergénérationnelle dans les luttes.

La sélection de documents et de photographies réunie dans ce livret reprend la même thématique, celle de la mobilisation des femmes pendant la « brèche » démocratique de 1989 à 1991, puis au début des années 1990 : déclarations, revues, bulletins, agendas, affiches, tracts et clichés documentant quelques-unes de leurs actions et manifestations... Les originaux de ces documents appartiennent à des militantes, ou anciennes militantes, qui nous ont autorisées à les reproduire. Les documents suivent ici un ordre chronologique, avec une partie plus développée consacrée au 8 mars 1990. Pour accompagner ces documents et les remettre dans leur contexte historique et politique, un texte de la sociologue Feriel Lalami retrace les principales étapes du

déploiement du mouvement féministe algérien de 1989 à 1991. Notre texte retrace quant à lui la journée du 8 mars 1990, à partir d’une lecture des différents matériaux que nous avons retrouvés du gala artistique et de la manifestation organisés à Alger ce jour-là, dont certains sont reproduits dans ce livret.

Archives des luttes des femmes en Algérie est un projet collectif mené par Saadia Gacem, Awel Haouati et Lydia Saïdi.

1. Soulèvement populaire qui a fait irruption en Algérie en février 2019 et dont les manifestations hebdomadaires ont duré plus d’un an.

2. Quinzième édition de la documenta (documenta fifteen) du 18 juin au 25 septembre 2022 à Kassel, Allemagne.

3. Des documents produits en 1981, dans le cadre des premiers rassemblements de femmes contre le projet de loi du Code de la famille ont été ajoutés à la sélection finale de l’exposition. Ils n’ont pas été reproduits dans la présente publication en raison de contraintes de temps et d’espace.

4. Seuls des extraits de ces entretiens sont diffusés dans l’espace de l’exposition, les versions longues seront mises en ligne.

Archives des luttes des femmes en Algérie

Awel Haouati

Archives des luttes des femmes en Algérie (Archives of women's struggles in Algeria) is a collective and independent project whose objective is to shed light on the history of the Algerian women's movement, through the creation of an open access digital archive of women's and feminist organizations, collectives and associations since 1962, in Algeria and among its diaspora. By digitizing and making accessible a set of written, printed and visual materials produced within the framework of the actions of these collectives – which we refer to as “traces” –, we intend not only to make visible a history that has long been marginalized and unknown, but also to provide the greatest number of people with tools for reflection and political struggle.

Launched in March 2019 while the *Hirak* protests¹ were in full swing, the project emerged from the observation that only few resources about the history of struggles in independent Algeria exist today, and even less when it comes to those led by women for emancipation and equal rights. The material “traces” of their actions and mobilizations remain very little known to the new generations and are inaccessible.

The emergence of the *Hirak* Movement in the streets and in our lives has reactivated a desire, which we have had for some years, to look for these traces, but also for the stories of those who were part of these collectives in the 1970s, 1980s and 1990s. Walking every week alongside thousands of people, some of whom had not demonstrated for more than twenty years, or even since 1962, made us aware of the existence of a tradition of struggle about which we knew very little. Every week, demonstrators deployed a whole repertoire of protest and revolutionary slogans and songs,

displayed figures and symbols of popular culture from the period of the war of independence as well as from more contemporary struggles. In this context, feminists got to grips too with slogans and writings from the 1980s and 1990s and have mobilized militant and revolutionary figures. With this in mind, we thought that bringing archives to the present and to “life” would be a political gesture that participates in the reappropriation of a past that is too often obliterated and confiscated.

In order to build our archives, we are calling on anyone who has documents relating to the mobilization of Algerian women for their rights. Following the disappearance of most of the collectives and associations of the 1980s and 1990s, and in the absence of an entity in charge of their archives, it is often among the women activists or former activists who took part in these struggles that we find these documents. The archive we are building is contributory and is thus fed by fragments of personal archives kept by these women. We are mapping, inventorying and digitizing these documents that remain with their holders, in order to form our digital collection. In parallel, we are conducting interviews with the women who were part of these collectives and have preserved the documents in question, in order to put each item in its context and trace its trajectory. Our ambition is to make these digitized documents and interviews available on an online platform with free access.

In the exhibition set up for the fifteenth edition of documenta in Kassel², we have chosen to relate a part of the history of the contemporary Algerian women's movement from 1989 to the beginning of the 1990s³. A period between the adoption of a pluralist constitution in February 1989 and the interruption of the democratic process in January 1992, followed by a civil war that lasted more than ten years. Our choice was informed by the fact that most of the documents found were produced during these three years of intense political, militant and associative activities in Algeria. This brief opening enabled collectives and associations to meet and carry out their actions in the open, and more freely than before 1989. We have collected various materials from this period as reproductions of documents from collectives and



Document (stencil) de la Coordination nationale des associations de femmes, Campagne contre la loi électorale, Boumerdès, mai 1990. Photographie Hichem Merouche, 2020.

Document (stencil) of the National Coordination of Women's Associations, Campaign against the electoral law, Boumerdès, May 1990. Photograph by Hichem Merouche, 2020.

وثيقة (ستنسيل) للتنسيقية الوطنية للجمعيات النسوية، حملة ضد النظام الانتخابي، بومرداس، مايو ١٩٩٠. تصوير هشام مروش، ٢٠٢٠.

associations, posters, photographs and a film. We have focused on two central events in the history of the Algerian women’s movement: the first national women’s meeting on November 30 and December 1, 1989 in Algiers, and the day of March 8, 1990, also in the capital, when one of the most important demonstrations of women for their rights took place. In this exhibition, we also wanted to give a glimpse of our own practice, through a video, and of the ritual we reproduce each time we discover a piece of archive: that of opening the boxes or the cartons in which the documents are found, laying them out, even on the floor sometimes, observing and leafing through them and taking notes.

Also taking time to be acquainted with the archives, before the inventory and digitization work. Finally, two excerpts from interviews⁴ conducted in 2022 with two activists from two different generations are displayed in the space. They relate their experience of activism during two periods: the 80s and 90s on the one hand, and the years 2010 and 2019 during the *Hirak*, on the other. They recount key events of this history or in their personal lives. They talk about their relationship with the archives of activism and their view of intergenerational transmission in the struggles.

The selection of documents and photographs gathered in this booklet takes up the same theme: that of the mobilization of women during the democratic “breach” from 1989 to 1991, and then in the early 1990s: statements, journals, bulletins, diaries, posters, leaflets and photographs documenting some of their actions and demonstrations. The originals of these documents belong to activists, or former activists, who have authorized us to reprint them. The documents are presented here in chronological order with a more detailed section to the events of March 8, 1990. To complement these documents and place them in their historical and political context, a text by the sociologist Feriel Lalami traces the main stages in the development of the Algerian feminist movement from 1989 to 1991. Our text reconstructs the day of March 8, 1990, based on a reading of the different materials we found from the artistic gala and the march organized in Algiers on that day, some of which are included in this booklet.



Archives des luttes des femmes en Algérie is a collective project led by Saadia Gacem, Awel Haouati and Lydia Saïdi.

Numérisation d'un document.
Photographie Sonia Merabet, 2020.

Digitalization of a document.
Photograph by Sonia Merabet, 2020.

رقمنة وثيقة.
تصوير صونية مرابط، ٢٠٢٠.

1. Popular uprising that burst in Algeria in February 2019, with weekly demonstrations lasting over a year.

2. The fifteenth edition of documenta (documenta fifteen) from June 18 to September 25, 2022, Kassel, Germany.

3. Documents produced in 1981, in the context of the first women's rallies and demonstrations against the Personal Status law (*Code de la famille*) bill, were added to the final selection of the exhibition. They have not been reproduced in this publication due to time and space constraints.

4. Only excerpts from these interviews are shown in the exhibition area. The longer versions will be made available online.



Image issue de la vidéo "Gestes d'archives"
réalisée par Sofiane Zouggar et Saadia Gacem.
© Archives des luttes des femmes en Algérie,
2022.

Screenshot of the video "Gestes d'archives"
directed by Sofiane Zouggar and Saadia Gacem.
© Archives des luttes des femmes en Algérie,
2022.

صورة مستخرجة (لقطة شاشة) من فيديو "حركات
أرشييف" من إخراج صفيان زوقار و سعدية قاسم.
© أرشييف نضالات النساء في الجزائر،
٢٠٢٢.

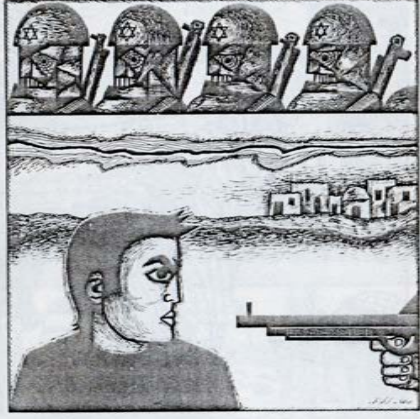
1988



Revue Présence de femmes,
numéro consacré à la Palestine (en arabe),
Collectif Présence de femmes, Alger, 1988.
Dessins de l'artiste syrien Burhan Karkoutly.
Document de Caroline Brac de la Perrière.

"Présence de femmes"
(Women's presence) journal, a special issue
dedicated to Palestine (in Arabic), Présence
de femmes Collective, Algiers, 1988.
Drawings by the Syrian artist Burhan Karkoutly.
Courtesy of Caroline Brac de la Perrière.

مجلة "Présence de femmes" (حضور المرأة)،
عدد مخصص لفلسطين (باللغة العربية)، تجمع
"Présence de femmes" (حضور المرأة)،
الجزائر العاصمة، ١٩٨٨.
رسومات للفنان السوري برهان كركوتلي.
وثيقة شخصية لكارولين براك دو لا بريير.



61



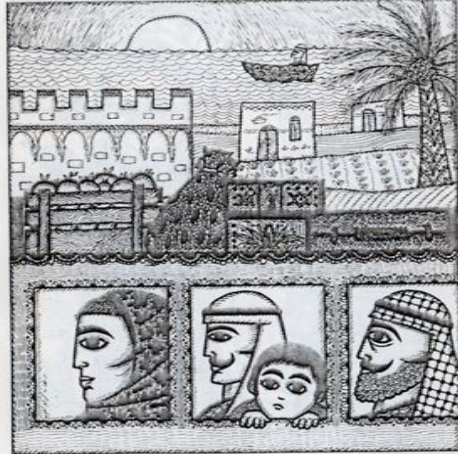
60



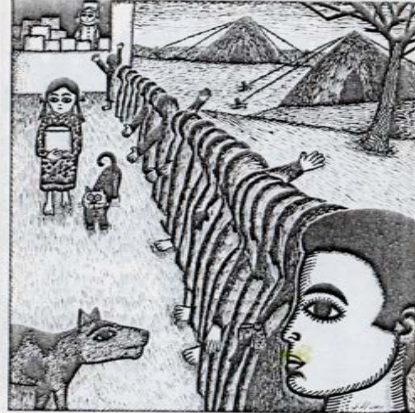
65



64



63



62

تحدي فنّانة

اسمها

"فانيسارد غريف"

الخبر ليس غريبا ولا مدهشا ولا مشريا، كما كان في سنوات
حدوثه، فنحن لم ندوّنه للدهاش لأن ما حدث الآن في
فلسطين مفرغ ومروع أكثر ...
ولأن الكثير من الفنانين والمبدعين بمختلف اهتماماتهم
يساعدون الشعب الفلسطيني في لحظة توجّهه، فنحن نأتي
بهذا الخبر كشه القاريين لنبين أن قضية الجماهير
الفلسطينية، ليست قضية أبناء فلسطين وحدهم، لكنها
قضية كل الواقين الى الانعتاق والحرية والديمقراطية في
العالم، ومن بين هؤلاء موقت الفنانة والسياسية "فانيسا
ردغريف" والتي يعود تاريخ موقفها هذا الى ما قبل 1980 /
حيث داهم البوليس "مدرسة الكوادر" التابعة لحزب العمال
الثوري البريطاني بحثا عن اسلحة، متهمين في ذلك العنطة
التقدمية "فانيسا ردغريف" و"الحزب الثوري" انهما يحتفظان
بها هناك، وقبل اسابيع من ذلك التاريخ، اثار الصحفي "كولن
سميث" في صحيفة "الاسبرفر" وبمساعدة اوساط معادية لقضايا
التحرير وقضية فلسطين بالذات، موضوع حزب العمال الثوري
البريطاني، وعلاقته بالمنطقة العربية، والفلسطينيين، مشيرا
الى علاقة الفنانة "ردغريف" والمخرج عضو اللجنة المركزية
في الحزب "روي باترسبي" بالمقاومة الفلسطينية ...
و يوم استلامها لجائزة "الأوسكار"، فانها قطعت العهد
على نفسها مجددا، بالاستمرار في الدفاع عن قضية الشعب
الفلسطيني، وقضايا التحرر في العالم،

67



66

1989

أرشيف
نضالات
النساء
في الجزائر

1989

A L'occasion du 1 er Novembre 1989.

HALTE A LA TRAHISON!

HALTE A LA SEGREGATION!

1 er Novembre 54 - 1 er Novembre 89. 35 Ans de Combat d'un peuple pour la liberté, la Dignité et la justice.

Si les Dates Anniversaires ont, jusque là, Constitué des fétiches pour exercer des démons fictifs, si les morts ont toujours été appelés à la rescousse pour légitimer l'oppression des vivants, ce 1 er Novembre que nous nous apprêtons à Commémorer pour la première fois dans l'expression plurielle retrouvée interpelle la Conscience de Chaque citoyen, pour faire un bilan serein, sans complaisance et mieux Appréhender aussi notre devenir.

Disons -le tout de suite: le Combat de la femme Algérienne a été trahi ! malgré une double Oppression - Coloniale et sexiste - , la Femme avait réussi à imposer sa présence dans les Maquis et les réseaux urbains, dans les Camps de Concentration et les quartiers de Condamnés- à -Mort. elle avait défrayé la chronique et Occupé " la Une " des journaux: Actions terroristes, Attaques à main Armée, évasions Spectaculaires des prisons... Combien de militants, Aujourd'hui célèbres ou anonymes, ont été hébergés par des Femmes seules? Combien de Femmes avaient servi d'éclaireurs à de hauts Responsables qui se déplaçaient voilés? Qui avait eu à redire sur la mixité et la promiscuité dans les Maquis? c'était l'époque où l'idéal de liberté et l'impératif de Solidarité se Conjugaient parfaitement avec une saine " FRATERNITE " d'un Islam vécu Comme source de revitalisation de la société.

L'indépendance reconquise, la Femme se verra dépossédée de son Combat et de ses velléités émancipatrices et priée de réintégrer les vestiaires.

Le peuple avait combattu, et les Absents de sont autoproclamés grands vainqueurs. Les fruits de la libération auront le goût amer d'un rêve inachevé. La trahison par nos compagnons d'armes - les vrais et les fictifs- se traduira par l'instauration d'une nouvelle oppression aux couleurs nationales .

(2)

Dans la course frénétique aux privilèges, la Femme n'avait trouvé sa place que dans l'inventaire du butin à partager. Et c'est en toute bonne "foi" qu'un responsable invitera les militantes et les maquisards, du haut de la tribune de la première assemblée nationale, à prendre comme seconde ou troisième épouse les VEUVES DES MARTYRS pour résoudre leur situation sociale qui était des plus critiques. Bel exemple de "grandeur d'âme" !

A l'instar des peuples colonisés qui avaient participé à la victoire sur le fascisme pendant la seconde guerre mondiale, la Femme Algérienne s'était vite rendu -Compte que son sacrifice pour la libération du pays n'était pas une garantie suffisante pour briser les chaînes avec lesquelles ses "frères" entendaient l'entraver.

Commence alors une ère nouvelle d'oppression et de régression qui a engendré de nouvelles luttes et un nouveau combat. Et c'est au nom duquel nous aurions pris les armes hier, sans doute pour hériter les discours les plus rétrogrades visant à marginaliser la Femme. Eternel appel au sacré pour consacrer des intérêts égoïstes.

Cette infantilisation politique et sociale de la Femme trouvera son expression juridique dans un Code de la Famille moyen - âges, adopté en 1982 dans un climat de semi-clandestinité, après avoir été bloqué à plusieurs reprises, grâce à une mobilisation sans précédent. Ajoutant le cynisme à la mauvaise foi, l'ancien ministre de la justice sous le régime duquel cette loi a été perpétrée, invite les Femmes à en être fières.

Alors soyons fières !

- Soyons fières d'être 4 "épouses dans un harem" !
- Soyons fières d'être jetée dans la rue si telle est la volonté de notre maître !
- Soyons fières de la ségrégation qui tend à diminuer la scolarisation des filles et la présence des Femmes dans le monde du travail !
- Soyons fières d'être des mineures à vie, sous la tutelle du père, du fils du mari ou même du voisin !
- Soyons fières d'être la cible privilégiée des prêcheurs en eau trouble dans les mosquées et les médinas !
- Soyons fières d'être physiquement agacées dans la rue sans la moindre réaction des institutions chargées de notre sécurité et de l'ordre public !

(3)

- Soyons fières d'être jugées et brûlées vives par les disciples de HASSSEN ESSABAH, le maître des haïkchines !

- Soyons fières ...

Ce 1^{er} Novembre que nous commémorons dans un climat de démocratie balbutiante suscite en nous les plus grands espoirs en même temps que de vives inquiétudes. Une démocratie qui ignore plus de la moitié d'un peuple ne sera qu'un slogan comme tous les slogans qui l'ont précédé.

la démocratie se fera avec la Femme ou ne se fera pas

Devant la montée de l'intolérance et de la violence, dont la Femme constitue la cible privilégiée.

Nous, MOUDJAHIDATES soussignées:

- Saluons la continuité du combat des Femmes pour leurs droits et leur émancipation, qui passent par l'abrogation du code de la Famille, combat dont nous sommes partie prenante.
- Sommes convaincues que, par delà les convictions personnelles des uns et des autres, la ligne de démarcation se situe aujourd'hui entre les partisans de la démocratie qui passe par "le respect de l'autre" et la reconnaissance des droits de la Femme, et les tenants de l'obscurantisme, de la régression et de la violence.
- Appelons le gouvernement à prendre ses responsabilités en prenant les mesures immédiates qui s'imposent pour assurer la sécurité des citoyens en général, et des Femmes en particulier qui sont l'objet d'agressions multifformes.
- Appelons l'ensemble des partis politiques à rompre avec les pratiques électoralistes et la langue de bois, et à définir clairement leur position sur le CODE DE LA FAMILLE.

Alger le 30 Octobre 1989

OUZEGANE Fettouma: veuve de chahid, moudjahida (Z.A.A.)

HARAIGUE Zina: Moudjahida (Fédération de France)

LOUDARENE Louiza: Moudjahida (maquis wilaya III)

BEKKADOUR Zoulikha: Moudjahida (U.G.E M.A.)

« Halte à la trahison. Halte à la ségrégation ».
Déclaration du 1^{er} novembre, signée par quatre moudjahidate : Fettouma Ouzegane, Zina Haraigue, Louisa Oudarene et Zoulikha Bekkadour, Alger, 1989. Dans cette déclaration, les moudjahidate dénoncent « la trahison du combat des femmes », le Code de la famille et saluent la « continuité du combat des femmes pour leurs droits et leur émancipation... ».

Document de Soumia Salhi.

"Halte à la trahison. Halte à la ségrégation"
(End betrayal. End segregation). Declaration of November 1, signed by four mujahidat (female liberation war veterans): Fettouma Ouzegane, Zina Haraigue, Louisa Oudarene and Zoulikha Bekkadour, Algiers, 1989, 3 pages. In this declaration, the mujahidat denounced "the betrayal of the struggle of women, the Personal Status law *Code de la famille*" and welcomed the "continuity of the struggle of women for their rights and emancipation".
Courtesy of Soumia Salhi.

"Halte à la trahison. Halte à la ségrégation"
(لا للخيانة. لا للتفرقة). بيان أول نوفمبر، موقع من طرف أربع مجاهدات: فتومة أوزقان وزينة حرايق ولويزة بودارن وزوليخة بكادور، الجزائر العاصمة، ١٩٨٩، ٣ صفحات. أدانت المجاهدات في بيان "خيانة نضال المرأة" وقانون الأسرة وثقت "استمرارية نضال المرأة من أجل حقوقها وتحررها ..."
وثيقة شخصية لسمية صالحي.

Le déploiement du mouvement féministe de 1989 à 1991

Feriel Lalami

Durant les trois années 1989, 1990, 1991, des associations et des collectifs de femmes se sont mobilisés en Algérie autour de différentes manifestations dans un contexte où l'exercice des libertés collectives était possible. Pour revenir sur cette période charnière et comprendre comment, à travers leurs propres revendications, ces associations vont s'imposer dans le débat politique et devenir même actrices politiques, nous allons nous appuyer sur des textes produits par les collectifs et organisations de femmes ayant pour objectif affirmé la défense des droits des femmes, la lutte contre les discriminations et pour l'égalité. Ces textes, les statuts des associations, leurs déclarations, les pétitions, les appels à des débats ou à des manifestations, sont autant d'éléments qui renseignent sur l'évolution du mouvement. Bien sûr, ils demandent à être complétés par les témoignages des militantes, par la mémoire de celles qui nous ont quittées et par la reconstitution du tissu culturel de l'époque riche de créations dans tous les domaines, du journalisme, de la littérature et de l'art.

1989-1991, une ouverture contrôlée

Les manifestations d'octobre 1988 marquent une rupture dans la vie politique. Elles sont en effet l'acmé de toute une série de grèves et de demandes de démocratisation de la vie politique. Le soulèvement du 5 octobre est réprimé par l'armée et on compte plusieurs centaines de morts – 159 selon les chiffres officiels, 500 selon d'autres bilans –, des jeunes pour la grande majorité. Une vague d'arrestations et la pratique de la torture lors des interrogatoires vont être dénoncées par le Comité national contre la torture et des associations ou groupes de femmes,

telles que l'Association pour l'égalité devant la loi entre les femmes et les hommes, qui publie, le 27 octobre 1988, une déclaration condamnant « le recours à la force armée, les arrestations arbitraires, les enlèvements, les disparitions, les sévices corporels, le recours systématique à la torture ». Celles qui constitueront l'Association pour la défense et promotion des droits des femmes organisent un débat public, en novembre, où des mères, des jeunes témoignent de la torture.

Après le soulèvement d'octobre 1988, une série de mesures politiques énoncées dans la Constitution de février 1989 mettent fin au monopartisme du FLN, autorisent la liberté de la presse et le droit d'association. En fait, il s'agit d'entamer un processus de réformes nécessaires compte tenu de la conjoncture¹, sortir de l'économie administrée pour un *infitah* [« ouverture »] et faire correspondre le calendrier des réformes économiques et politiques. Cette ouverture contrôlée crée un environnement politique plus favorable pour les groupes auparavant constitués sous des formes à peine tolérées puisque ne rentrant pas dans le cadre imposé des structures officielles, en particulier pour les femmes, celui de l'Union nationale des femmes algériennes, l'UNFA.

Les groupes de femmes, auparavant entravés, peuvent à présent se déployer et développer leurs possibilités, l'étendue de leur pensée, de leur discours et de leurs actions. Les groupes et collectifs déjà existants ne vont pas attendre la loi de 1990 pour se déclarer puisque la nouvelle Constitution ouvre de plus larges possibilités pour créer des associations. Ce qui se traduira par un boom associatif auquel les femmes ont participé. Les associations s'organisent alors pour informer et alerter sur la situation des femmes, question jusque-là ignorée ou minorée par les autres acteurs politiques, et pour ce faire mettent en oeuvre un répertoire d'actions spécifiques à partir de leurs propres thèmes de lutte.

Les militantes s'organisent

Nombre d'associations de femmes vont appeler à des assemblées générales constitutives et déclarer leurs statuts dans différentes villes d'Algérie. Leur identité est révélée par le nom choisi. L'accent est

mis sur l'expression, comme pour Voix de femmes à Boumerdès, Tighri n'Tmettut (« le cri de la femme » en kabyle) à Tizi Ouzou, Sarkhat en-nissa (« le cri des femmes » en arabe) à Staoueli ; ou encore sur l'objectif de l'association : Égalité, Émancipation, Promotion à Alger, Citoyenneté à Oran ou alors sur la constance dans les luttes, Israr (« Insister ») à Constantine.

Si toutes ont pour objectif l'égalité des droits entre femmes et hommes, la stratégie pour y parvenir est différente. Ces variations s'expliquent par l'histoire antérieure des associations avant leur constitution officielle. Certaines sont issues des groupes de travail des étudiantes (GTE) qui organisaient les ciné-clubs Ahlam. D'autres viennent des groupes de femmes créés dans les sections syndicales des fédérations de l'enseignement ou de la santé ou encore des manifestations de 1981 contre le projet de Code de la famille. Cependant, malgré les différences de vues et très rapidement, les associations vont déclarer vouloir « la constitution d'un mouvement de femmes fort par la conjugaison de tous les efforts », comme stipulé dans l'appel à la première rencontre nationale des femmes qui se tiendra les 30 novembre et 1^{er} décembre 1989 [voir document dans le livret joint]. Quatorze associations² constituées dans plusieurs villes du pays – Alger, Oran, Constantine, Annaba, Tizi Ouzou, Bejaïa – se réunissent à Alger pendant deux jours. Cette rencontre sera suivie d'autres grandes réunions, dictées soit par la conjoncture, soit par une nécessité de faire le point. La « plate-forme adoptée par les associations présentes » vise à faire un bilan de la situation et à désigner les objectifs communs.

La dénonciation et l'opposition au Code de la famille sont clairement affirmées par les représentantes des associations. Cependant, la stratégie à adopter diverge entre la tendance plus favorable aux amendements et une autre qui d'emblée énonce l'abrogation du Code de la famille, texte non réformable. Les débats sont âpres et le mouvement semble traversé par cette ligne de division dont le souvenir subsistera longtemps après chez les féministes les plus anciennes.

Dans l'organisation du mouvement, les moudjahidate ont une place à part. Un grand respect leur est exprimé par la société et par les militantes féministes. Dès 1981 elles avaient

participé aux manifestations contre l'adoption du projet du Code de la famille et lors de la manifestation de décembre 1981 à la Grande Poste, lieu central d'Alger, elles avaient déployé une banderole « Halte à la trahison des idéaux du 1^{er} novembre ». Elles le répéteront dans une déclaration publiée le 30 octobre 1989 [voir document dans le livret joint]. Leur présence agissante, outre la continuité des luttes, confère au mouvement une légitimité historique, fondamentale dans une Algérie profondément déterminée par la lutte pour l'indépendance.

Dans le mouvement même, les femmes se revendiquent de cette continuité : « Est-ce pour un statut de citoyenne de seconde zone pour les femmes algériennes que sont mortes Hassiba ben Bouali, Malika Gaïd, les soeurs Bouattoura et tant d'autres ? » ou encore « Nous sommes les filles de Hassiba ! », écriront-elles dans une déclaration adoptée par le meeting du 8 mars 1989 à la faculté centrale d'Alger.

Le principe de l'indépendance vis-à-vis des partis est adopté par l'ensemble des associations. Cependant, la scission au sein de l'Association pour l'égalité devant la loi entre les femmes et les hommes (AELHF) et la création de l'Association pour l'indépendance et le triomphe des droits des femmes (AITDF) le 15 février 1990 vont permettre d'en clarifier le contenu. Les associations comptent des militantes de partis politiques. Cependant, une partie de militantes de l'Égalité considère que l'influence d'un parti par le biais de ses militantes fausse le débat. Elles créent l'AITDF qui prohibe dans son règlement intérieur l'accès au bureau de toute femme militant par ailleurs dans un parti politique. La question se pose alors : faut-il interdire aux militantes de partis d'agir dans des associations de femmes ? Lors de la deuxième rencontre des associations de femmes le 17 mai 1990 à Boumerdès se dégage « un consensus [...] sur ce qui apparaît comme fondamental : l'autonomie des associations vis-à-vis des partis politiques et des pouvoirs publics », rapporte le quotidien *El Moudjahid*. Ce caractère d'autonomie du mouvement des femmes une fois affirmé, le mouvement des femmes admet que des militantes féministes soient affiliées à des groupes politiques. La multipositionnalité de certaines militantes

permet que la question des femmes s'affirme dans les partis et les syndicats. Par le choix des thèmes et par les tactiques adoptées, elles réussissent à introduire cette question dans le champ du débat politique. Des femmes, dans certains partis, peuvent introduire et développer les questions liées à l'égalité des sexes. Ainsi se dessine un féminisme pluriel qui rejette l'idée d'une organisation unique mais qui construit des actions ponctuelles en commun. La Coordination des associations de femmes est souple et, selon les actions, rassemble des associations différentes qui s'en réclament, et qui en précisent la composition.

Les revendications et les thèmes d'action

Le Code de la famille fait consensus contre lui au sein du mouvement des femmes. Adopté en 1984, plus de vingt ans après l'indépendance, et malgré de multiples tentatives – 1966, 1973 et 1981 – des gouvernants confrontés à l'opposition de celles et ceux qui aspirent à un modèle familial égalitaire, il symbolise pour le mouvement des femmes la place que l'État assigne à la femme. Par la production du Code de la famille, le législateur renforce le système social patriarcal. En effet, dans les relations familiales, la femme est subordonnée à des règles qui la mettent sous la dépendance du père ou du mari. Le mariage (dont la polygamie), la parentalité, le divorce, la succession sont à l'avenant. L'épouse est contrainte au « devoir d'obéissance³ ». Un article de cette loi oblige les mères à quitter le domicile conjugal en cas de divorce et à retourner chez leur père avec leurs enfants mineurs (alors même qu'elle n'en est pas la tutrice). Les conséquences de cette disposition sont faciles à déduire : les femmes en conflit conjugal sont contraintes d'accepter toutes les violences de peur de se voir chasser de leur domicile, ce qui par ailleurs ne les prémunit pas d'un divorce qui est le privilège absolu du mari, *talaq*.

Le « chef de famille » voit ainsi ses pouvoirs renforcés dans la sphère privée par l'État même, ce qui contribue à affaiblir la frontière entre sphère publique et sphère privée. C'est pourquoi le Code de la famille, loi qui institutionnalise les rapports sociaux de genre, concentre contre lui l'essentiel des mobilisations de femmes. Depuis, le Code a

été amendé, et après plus de vingt ans de luttes continues, certaines de ses dispositions les plus décriées ont été abrogées, cependant l'inégalité entre les conjoints et l'inégalité de droits des père et mère demeurent la règle.

La formule « Code de la famille, code de l'infamie », forgée alors, est encore utilisée aujourd'hui. Le slogan « Abrogation du Code de la famille » est parfois considéré de mauvaise foi par ceux qui disent qu'on instaurerait alors un vide juridique propice au système de tribunaux religieux. C'est oublier l'autre pendant de la revendication : lois égalitaires. Il est clair que l'aspiration est à des relations familiales régies selon des règles de lois que le mouvement voudrait non discriminatoires. Le droit apparaît alors comme un outil privilégié pour les dominées quand elles cherchent à exprimer leur aspiration à l'égalité. Quel recours ? Le Code de la famille est en contradiction avec le principe d'égalité énoncé par la Constitution, ne cessent d'argumenter les associations. Mais comment en référer au Conseil constitutionnel, dont la saisine est réservée au président de la République, à celui de l'Assemblée nationale et au Conseil de la Nation⁴ ?

Les associations défendent aussi le droit effectif de vote qui était mis à mal par une disposition de la loi électorale permettant au mari de voter pour sa femme avec un simple livret de famille et de bénéficier en outre de plusieurs procurations. La revendication est claire : il faut supprimer le vote par livret de famille et limiter les procurations à une seule, dûment justifiée. Pour se faire entendre, les associations font circuler des pétitions, organisent un sit-in devant le palais du gouvernement le 17 octobre 1991, interpellent la classe politique. Les slogans visent à sensibiliser au respect de la citoyenneté des femmes : « Une femme = une voix = un bulletin de vote » n'est pas sans rappeler celui de la lutte contre l'apartheid, « *One man, one vote* ».

La victoire de Hassiba Boulmerka, première place à l'épreuve des 1 500 mètres aux Championnats du monde de 1991, donne l'occasion à la Coordination de proclamer : « À Tokyo elle n'a pas eu besoin d'une procuration ! » Elle profite également de la rencontre gouvernement- partis organisée les 22

et 23 août 1991 pour faire signer vingt-huit partis en soutien à sa demande de suppression des dispositions discriminantes dans la loi électorale. Le 28 octobre 1991, le vote par livret de famille est jugé inconstitutionnel. C'est une victoire pour le mouvement qui a agi de manière coordonnée et pour la défense de la pleine citoyenneté dont l'exercice du vote est l'un des droits.

La lutte contre les violences faites aux femmes est un axe de lutte qui traverse la période considérée et qui ne fera, hélas, que s'accroître dans la décennie suivante. Une caractéristique politique de la période est la percée rapide du mouvement islamiste et plus particulièrement du Front islamique du salut, le FIS. Dans leurs discours et leurs pratiques, les militants de ce parti multiplient les attaques contre les femmes, la mixité, et contre des militantes d'associations de femmes se réclamant de l'égalité. Pied à pied, le mouvement des femmes dénonce les pressions exercées contre les femmes, les tentatives de supprimer la mixité à l'école et de rendre la pratique sportive féminine facultative.

Dès 1989, les associations de femmes alertent sur la montée des violences. Un effroyable crime est commis à Ouargla en juin 1989, quand le domicile d'une femme divorcée est incendié. Son enfant de 4 ans y trouve la mort. Les associations dénoncent ce crime et organisent une première manifestation le 2 juillet⁵ devant l'Assemblée populaire nationale (APN) puis le 23 novembre 1989 pour demander que l'État assume son rôle de protection des citoyennes. Demande maintes fois renouvelée, ici dans une motion du 7 mars 1991 issue de la Rencontre entre associations : « L'État [se doit] d'assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens », au fur et à mesure que les agressions contre les femmes se multiplient.

On peut penser que la manifestation du 21 décembre 1989, sous la direction de la Ligue de la daawa islamique (regroupant plusieurs organisations et partis politiques) et qui a rassemblé plusieurs milliers de femmes en direction de l'APN pour dénoncer la « recrudescence des agressions contre l'islam », est une réponse aux associations de femmes. Les slogans comme « Nous sommes les filles de

Lalla Fatma n'Soumer, pas les filles de Jeanne d'Arc » font écho à une interview accordée à l'AFP, peu de temps auparavant, par le dirigeant du FIS, Abbassi Madani, dans laquelle il qualifiait les femmes qui manifestaient contre la violence et l'intolérance d'« éperviers du colonialisme et l'avant-garde de l'agression culturelle ».

La marche « pour la démocratie et pour la tolérance », du 10 mai 1990, de la place du 1^{er}-Mai à la place des Martyrs, appelée par les partis RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste), MDRA (Mouvement démocratique pour le renouveau algérien), PSD (Parti social- démocrate), rassemble beaucoup de femmes compte tenu de la conjoncture, où elles se sentent particulièrement menacées. La Coordination nationale des associations de femmes réunie à Tizi Ouzou les 28 et 29 juin 1990 souligne que « la condition des femmes se dégrade et ne pourra que s'aggraver ».

Bien que la situation soit de plus en plus difficile, les associations restent ouvertes aux événements internationaux. C'est ainsi qu'elles réagissent vivement à la guerre contre l'Irak. Dans une déclaration du 19 janvier 1991, plusieurs associations⁶ affirment : « Nous sommes contre l'agression de l'impérialisme américain qui entend régenter le monde. Ces “défenseurs” des principes d'humanité qui ont engagé la guerre sont alliés à des régimes rétrogrades, ennemis des droits des femmes. » À l'appel d'une dizaine d'associations, une marche est organisée, le 24 janvier 1991, de la place Audin vers le siège de l'ONU. Dans leur appel du 19 janvier⁷ elles affirment : « Notre dignité de femmes algériennes est inséparable de la dignité du peuple algérien et des peuples en général. »

Le répertoire d'action adopté relève de la conquête de l'espace public par de grandes manifestations en particulier pour la Journée internationale des droits des femmes, ou d'autres, conjoncturelles, pour exprimer des revendications. Des expositions, des débats, des moments plus festifs viennent compléter les modes d'intervention des associations de femmes. Cependant, elles se plaignent régulièrement de voir l'espace des médias publics leur être fermé. Ce n'est que grâce aux articles de journalistes femmes que leurs activités

peuvent bénéficier écho. La réappropriation de la Journée internationale des droits des femmes le 8 mars 1989 donne l'occasion aux associations de femmes de s'affirmer et d'exposer, par le biais des banderoles qu'elles ont confectionnées, leur existence publique et leurs revendications. Cette manifestation fut un grand moment de joie et de fierté pour toutes les femmes présentes : elles se retrouvaient, se découvraient et se renforçaient par leur présence même. Ainsi les femmes investissent la rue, espace masculin par excellence, et elles le font en signifiant leurs revendications.

Le chant féministe est entonné lors des manifestations :

Les Algériennes sont libres
Elles restent dignes
Elles continueront le chemin
Jusqu'à la victoire
Démocratie
Droits des femmes
Ah Fatma, ah Fatma, ah Fatma N'Soumer
Démocratie
Droits des femmes
Nous demeurons révolutionnaires

Pour le 8 mars 1990, de grands noms de la peinture algérienne – Baya, Mesli, Silem – offrent des tableaux pour les affiches, sous le titre « Femmes en lutte ». La manifestation du 8 mars 1991, quant à elle, est réprimée dans le but de l'empêcher de rejoindre le palais du gouvernement. Mais les manifestantes forcent les barrages de police et déposent leur motion.

Il faut dire quelques mots sur les aspects concrets de l'engagement. À l'époque du smartphone et des réseaux sociaux, on se représente difficilement ce que coûtent comme efforts la communication et l'absence de moyen de locomotion privé, qui complique les déplacements. La confection des textes et leur impression par stencils sont ardues et leur circulation se fait dans les milieux d'activité des militantes : université, lieux de travail... Les encarts dans les journaux coûtent cher alors que les associations manquent de ressources financières. Malgré ces obstacles, elles arrivent à obtenir une visibilité importante grâce à l'engagement dévoué des militantes.

Certaines problématiques, des débats, concepts peuvent paraître datés. Des associations ont disparu, de nombreuses autres sont nées depuis. Mais cette période est indéniablement marquée par la place active dans les luttes pour les droits des femmes, pour l'égalité et pour une existence sur la scène politique. De plus, ce temps peut être considéré comme une nouvelle strate dans la conscience du groupe social des femmes déjà affirmée. Tout d'abord elle n'existerait pas sans les résistances⁸, face aux injustices premièrement vécues dans l'espace privé. Ensuite, grâce à l'organisation des mobilisations et des actions collectives organisées. Les deux niveaux sont en interaction par le truchement des militantes qui sont le produit de mutations sociales de grande ampleur.

Durant cette période intense, le mouvement de femmes a renforcé son propre espace de débats et de militance. Un mouvement protestataire qui va accumuler un capital d'expérience de lutte. Dans la dynamique permanente d'interaction des mouvements avec l'environnement politique, ce moment apparaît comme une opportunité de s'affirmer et de préciser les contours et les nuances du mouvement qui démontre sa légitimité historique par l'adhésion des moudjahidate aux objectifs et sa légitimité politique. L'appel aux institutions est une injonction à respecter les valeurs d'un État de droit.

À la fin de l'année 1991, le mouvement des femmes a acquis une existence reconnue avec un programme clairement identifié pour l'égalité des droits. La lutte pour les droits des femmes est présentée comme un impératif de la construction de la démocratie. Le mouvement des femmes s'impose en acteur politique ; dans la dynamique de revendication de droits, il se construit lui-même, s'instaure en sujet, conquiert son autonomie organisationnelle et idéologique. Mais, durant la décennie qui suit, le mouvement des femmes est mis à l'épreuve par les violences extrêmes, le terrorisme, qui rendent inaudible le discours sur la défense des droits des femmes et réduisent drastiquement leur champ d'action.

Les Algériennes sont libres Elles restent dignes Elles continueront le chemin Jusqu'à la victoire Démocratie Droits des femmes Ah Fatma, ah Fatma, Ah Fatma N'Soumer Démocratie Droits des femmes Nous demeurons révolutionnaires

1. Succède au contre-choc pétrolier de 1986 une période d'endettement externe très élevée, accompagnée d'une baisse drastique des réserves de change.

2. Parmi elles : Association pour l'égalité devant la loi entre les hommes et les femmes AELHF à Alger (cette association a déposé la demande d'agrément en 1985) ; Association pour la défense et la promotion des droits des femmes ADPDF à Alger ; Association pour l'émancipation des femmes AEF à Alger ; Association féminine pour l'épanouissement de la personne et l'exercice de la citoyenneté AFEPEC à Oran ; Israr à Constantine ; Association de défense des droits des femmes à Annaba ; Tighri net mettout à Tizi Ouzou ; Voix de femmes à Boumerdès ; Association des droits des femmes à Mostaganem.

3. Article n° 39 de la loi n° 84-11: l'épouse était « tenue d'obéir à son mari et de lui accorder des égards en sa qualité de chef de famille, d'allaiter sa progéniture si elle est en mesure de le faire et de l'élever et de respecter les parents de son mari et ses proches ».
4. Actuellement, un recours devant le Conseil Constitutionnel est possible puisque l'article 188 de la Constitution, révisée en mars 2016, stipule que « le Conseil constitutionnel peut être saisi d'une exception d'inconstitutionnalité sur renvoi de la Cour suprême ou du Conseil d'État lorsque l'une des parties au procès soutient devant une juridiction que la disposition législative dont dépend l'issue du litige porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution ». À travers cette nouvelle disposition, tout citoyen, toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, y compris une personne étrangère reconnue par le droit algérien, peut invoquer l'exception devant n'importe quelle juridiction relevant de la Cour suprême ou du Conseil d'État.

5. À l'appel de l'Association pour l'égalité devant la loi entre les femmes et les hommes, de l'Association pour l'émancipation de la femme et de l'Association Défense et promotion des droits des femmes.
6. Association pour l'égalité devant la loi entre les femmes et les hommes, Association pour l'émancipation de la femme, Association pour la promotion des droits des femmes, Solidarité femmes arabes, Soutien et solidarité aux luttes de femmes, Voix de femmes, Tighri net mettout, Izerfan, Israr.

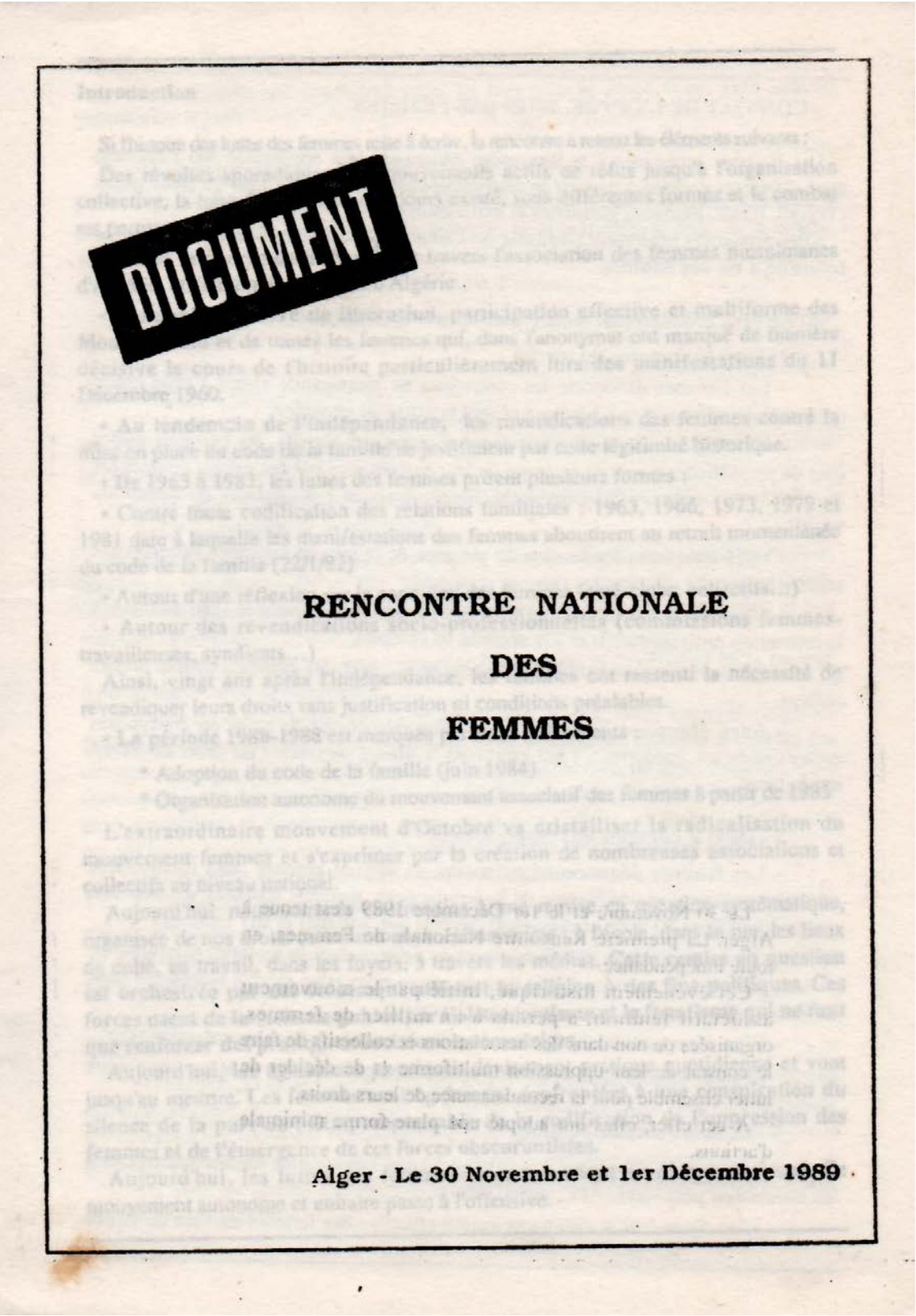
7. Déclaration du 19 janvier 1991, Association pour l'émancipation de la femme, Association pour l'égalité devant la loi entre les femmes et les hommes, Solidarité femmes arabes, Association de soutien et de solidarité aux luttes de femmes, Voix de femmes de Boumerdès, Tighri net mettout de Tizi Ouzou, Izerfan de Bejaia, Israr de Constantine.

8. Résistance : concept flou qui s'applique aussi bien au refus silencieux individuel qu'à la protestation collective organisée à la portée sociale et politique.

Plateforme d'actions de la première
Rencontre nationale des associations de
femmes, Alger, 1989, 8 pages.
Cette rencontre nationale réunit à Alger
plusieurs associations de toute l'Algérie, du 30
novembre au 1^{er} décembre 1989. Elle donne
lieu à une plateforme d'actions commune.
Deux autres rencontres ont lieu en 1990, l'une
à Boumerdès les 17 et 18 mai, l'autre à Tizi
Ouzou les 28 et 29 juin.
Document de Soumia Salhi.

Platform for actions of the first national
gathering of women's organizations,
Algiers, 1989, 8 pages.
This national meeting in Algiers brought
together several organizations from all over
Algeria, from November 30 to December 1,
1989. It resulted in a common platform for
actions. Two other meetings were held in 1990,
one in Boumerdès on May 17 and 18, the other
in Tizi-Ouzou on June 28 and 29.
Courtesy of Soumia Salhi.

منهاج عمل اللقاء الوطني الأول الذي جمع بين الجمعيات
النسائية، الجزائر، ١٩٨٩، ٨ صفحات.
جمع هذا الاجتماع الوطني في الجزائر العاصمة عدة
جمعيات من جميع أنحاء الجزائر، في الفترة الممتدة من
٣٠ نوفمبر إلى ١ ديسمبر ١٩٨٩، وتمخض عنه منهاج عمل
مشترك. انعقد كذلك اجتماعان آخران سنة ١٩٩٠، أحدهما
في بومرداس يومي ١٧ و ١٨ ماي، والآخر في تيزي وزو يومي
٢٨ و ٢٩ جوان.
وثيقة شخصية لسمية صالحي.



Introduction

Si l'histoire des luttes des femmes reste à écrire, la rencontre a retenu les éléments suivants : Des révoltes sporadiques aux mouvements actifs de refus jusqu'à l'organisation collective, la lutte des femmes a toujours existé, sous différentes formes et le combat est permanent.

- Avant la guerre de libération, à travers l'association des femmes musulmanes d'Algérie, et l'Union des femmes d'Algérie
- Pendant la guerre de libération, participation effective et multiforme des Moudjahidates et de toutes les femmes qui, dans l'anonymat et marqué de manière décisive le cours de l'histoire particulièrement lors des manifestations du 11 Décembre 1960.

- Au lendemain de l'indépendance, les revendications des femmes contre la mise en place du code de la famille se justifiaient par cette légitimité historique.

- De 1963 à 1981, les luttes des femmes prirent plusieurs formes :
- Contre toute codification des relations familiales : 1963, 1966, 1973, 1979 et 1981 date à laquelle les manifestations des femmes aboutirent au retrait momentanée du code de la famille (22/1/82)

- Autour d'une réflexion sur la condition des femmes (ciné-clubs, collectifs...)
- Autour des revendications socio-professionnelles (commissions femmes-travailleuses, syndicats...)

Ainsi, vingt ans après l'indépendance, les femmes ont ressenti la nécessité de revendiquer leurs droits sans justification ni conditions préalables.

- La période 1980-1988 est marquée par deux événements :

- * Adoption du code de la famille (juin 1984)

- * Organisation autonome du mouvement associatif des femmes à partir de 1985

L'extraordinaire mouvement d'Octobre va cristalliser la radicalisation du mouvement femmes et s'exprimer par la création de nombreuses associations et collectifs au niveau national.

Aujourd'hui, nous sommes confrontées à une remise en question systématique, organisée de nos droits constitutionnels élémentaires : à l'école, dans la rue, les lieux de culte, au travail, dans les foyers, à travers les médias. Cette remise en question est orchestrée par des forces qui utilisent la religion à des fins politiques. Ces forces usent de la violence guidée par l'obscurantisme et le fanatisme qui ne font que renforcer des pratiques sociales conservatrices.

Aujourd'hui, les agressions physiques deviennent pratique quotidienne et vont jusqu'au meurtre. Les femmes sont également confrontées à une conspiration du silence de la part de l'Etat, responsable de la codification de l'oppression des femmes et de l'émergence de ces forces obscurantistes.

Aujourd'hui, les luttes des femmes se coordonnent au niveau national. Ce mouvement autonome et unitaire passe à l'offensive.

- CONSTAT DE L'OPPRESSION DES FEMMES

Les femmes présentes à la Rencontre dénoncent leur oppression qui s'exprime dans différents domaines tant sur le plan socio-économique, politique qu'idéologique (Travail, Ecole, Instances politiques et mass-médias...)

Elles dénoncent également l'infamie du Code de la famille qui institutionnalise la minorité à vie des femmes.

A) Au plan économique, social, politique et idéologique

1) Dans le domaine du travail

- Les Femmes dénoncent les campagnes de propagande visant à faire croire qu'elles volent l'emploi aux hommes et sont la cause du chômage.
- Elles dénoncent les licenciements et mutations abusifs, les carrières gelées (pas de promotion), la remise en cause de leur compétence par des grèves orchestrées dans différents secteurs (Enseignement, Santé...) visant à les exclure du monde du travail.
- Elles dénoncent l'utilisation du principe de la retraite anticipée systématisée comme moyen d'exclusion des femmes du travail.
- Elles dénoncent l'utilisation du congé de maternité comme moyen d'atteinte à la promotion professionnelle et à la sécurité de l'emploi.
- Elles dénoncent également le travail au noir des femmes et des jeunes enfants.

- Elles dénoncent aussi l'absence d'infrastructures de prise en charge des enfants (crèches, garderies...) qui entravent la liberté d'exercice du droit au travail des femmes.

2 - Dans le domaine de l'enseignement

- Les femmes dénoncent l'utilisation de l'Ecole comme outil idéologique déformant et dévalorisant l'image de la femme (exp. manuels scolaires reproduisant systématiquement les rôles traditionnels dévolus aux hommes et aux femmes).
- Elles dénoncent la discrimination liée au sexe dans la scolarité (moyenne de passage plus élevée pour les filles) dans la pratique sportive rendue facultative pour les filles et à travers les campagnes contre la mixité.
- Elles dénoncent la ségrégation dans l'orientation scolaire et professionnelle.
- Elles dénoncent le refus de scolarisation des petites filles dans les campagnes

3 - Dans le domaine politique

- Les femmes dénoncent l'insuffisance, voire l'absence de représentativité dans les institutions politiques (APC, APW, APN).
- Elles dénoncent la non-participation effective des femmes au vote du fait de

la pratique illégale qui consiste à voter en leur nom et place et ce, sans aucune procuration légale.

B - Au plan juridique

- Les femmes dénoncent le fait que, bien qu'elles soient majeures pénalement et vont en prison au même titre que les hommes pour tout délit, le code de la famille les confine par ailleurs dans un statut de mineure à vie. La minorité de la femme est consacrée par le code de la famille notamment, à travers :

- 1) Le fait que la conclusion du mariage pour la femme incombe à son tuteur marital (père, proche parent ou à défaut, le juge)
- 2) Même lorsqu'elle a la garde des enfants, la mère divorcée ne peut être tutrice légale

- 3) La femme n'a le droit de divorcer que dans des conditions très humiliantes et difficiles à réunir, ou encore en ayant recours à une pratique esclavagiste (rachat de la liberté)
- 4) Le droit au travail de la femme est conditionné par l'autorisation du mari
- 5) La légalisation de la polygamie

En outre, le code de la famille encourage le divorce unilatéral et abusif de l'époux, légalise la répudiation. De ce fait, il entraîne la mise à la rue de familles entières (femmes et enfants), incitant ainsi à la délinquance juvénile, la prostitution et aux abandons d'enfants.

Cette loi codifie donc, et institutionnalise l'oppression et l'infériorité de la femme; il est la négation de sa citoyenneté.

Ce code a été discuté et adopté à l'insu des femmes. Il a été, enfin, appliqué malgré les différentes oppositions, alors que l'article 28 de la Constitution consacre « l'égalité des citoyens devant la loi sans discrimination de naissance, de race, de sexe, d'opinion ». Le code, quant à lui, consacre l'inégalité. Il n'est malheureusement pas le seul texte juridique institutionnalisant la discrimination basée sur le sexe. celle-ci est également consacrée par des lois et circulaires qui touchent à plusieurs aspects de la vie des femmes :

- la pratique sportive féminine rendue facultative
- la femme travailleuse pénalisée pour sa maternité par une rémunération réduite et tardive
- attribution de logements discriminatoire à l'égard des femmes dans certains secteurs d'activités.

Ces textes juridiques discriminatoires relevés sont également en contradiction flagrante avec :

- 1) l'article 30 de la Constitution qui stipule : « Les Institutions ont pour finalité d'assurer l'égalité en droits et devoirs de tous les citoyens et citoyennes en supprimant les obstacles qui entravent l'épanouissement de la personne humaine et empêchent la participation effective de tous à la vie politique, économique et culturelle. »
- 2) avec les pactes internationaux abolissant toute forme de discrimination, ratifiés par notre pays.

Face à ce constat, les femmes présentes à la Rencontre Nationale ont décidé de mener les actions suivantes :

A - Domaine socio-économique, politique et idéologique

1 - POUR LE DROIT AU TRAVAIL

- Mener des campagnes de propagande et de sensibilisation sur le droit inaliénable des femmes au travail et sur l'idée qu'elles ne sont pas des « voleuses d'emplois »
- Créer des commissions de femmes travailleuses sur les lieux de travail
- Demander la création d'emplois, notamment par la mise en place de coopératives artisanales pour lutter contre le travail au noir des femmes et des jeunes enfants et exiger des A.P.C. un budget attribué pour la résolution du chômage féminin.
- Recenser et diffuser tous les cas d'atteintes au droit au travail dès qu'elles se manifestent.

- Appeler à une Rencontre Nationale des Femmes Travailleuses.

2 - POUR UNE ÉCOLE MODERNE ET SCIENTIFIQUE

- Constituer des fronts de lutte pour la mixité
- Lutter contre la discrimination sexuelle en matière de passage aux classes supérieures, d'orientation scolaire et professionnelle, et de pratique sportive.
- Exiger la refonte des manuels scolaires pour révaloriser l'image de la femme

3 - POUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES

- S'assurer de l'exercice effectif du droit de vote des femmes
- Inciter les femmes à une participation effective dans les institutions associatives, syndicales et politiques.

4 - POUR NOTRE DÉFENSE

- Mettre en place un réseau pour recenser systématiquement tous les cas d'atteintes aux droits et les agressions à l'encontre des femmes, les répertuer, les dénoncer et se porter partie civile.

- Constituer un comité permanent contre toute forme d'arbitraire

- Exiger un temps d'écoute et d'antenne dans les médias audio-visuels (Radio, T.V...) et autres.

- Élargir la coordination aux femmes éniérées pour la sauvegarde de leur identité et leurs droits en tant que femmes.

- Établir une concertation, un lien avec les femmes à l'échelle du Maghreb, du Monde Arabe et Internationale.

- Créer un bulletin de coordination.

B - Dans le domaine juridique

- 1 - Campagnes d'information, de sensibilisation et de dénonciation autour de tous les textes rétrogrades cités plus haut, notamment le code de la famille.

- 2 - Lutte de toutes les associations et de toutes les femmes pour que soit abolie toute forme de discrimination et que soit garantie une citoyenneté à part entière par le femmes.

- 3 - Appeler à la saisine du Conseil Constitutionnel pour le constat de l'anti-constitutionnalité du Code de la famille

- 4 - Appeler les différents partis, associations, ligues et forces sociales de notre pays à se prononcer sur la question des droits des femmes, qui sont partie intégrante des droits de l'Homme et à œuvrer pour leur respect.

- Leur rappeler que l'épanouissement de la famille et de notre société passe par la reconnaissance des droits des femmes.

- 5 - Exiger la concordance entre la législation nationale et les pactes internationaux, ratifiés par notre pays.

- 6 - Exiger la ratification de la Convention de l'ONU sur les droits de l'enfant

- 7 - Exiger la ratification de la Convention de Copenhague contre toute forme de discrimination

- 8 - Elaborer une charte ou manifeste des droits des femmes.

Cette plate-forme d'Action a été adoptée à l'issue de la Rencontre Nationale des Femmes le 30/11 et 1/12/1989 à Alger et constitue le 1er jalon pour la construction d'une organisation nationale autonome et démocratique des Femmes.

The deployment of the feminist movement from 1989 to 1991

Feriel Lalami

During the years 1989, 1990 and 1991, women's associations* and collectives rallied in Algeria through a series of demonstrations within a context that allowed the exercise of collective freedoms.

We will rely on texts produced by women's collectives and organizations whose stated objective was the defense of women's rights, the fight against discrimination and for equality, in order to look back at this period of change and to understand how these associations imposed themselves in the political debate through their demands, and even became political players. These texts, the statutes of the associations, their declarations, petitions, calls for debates or demonstrations provide information on the evolution of the movement. Obviously, they need to be enriched by testimonies of activists, the memory of those who have left us and by the reconstitution of the cultural fabric of their time that was rich in creations in all fields, including journalism, literature and art.

1989-1991: A Controlled Opening

The demonstrations of October 1988 led to major changes in politics. They were the culmination of a whole series of strikes and demands for the democratization of political life. The October 5th uprising was suppressed by the army and several hundred people were killed, 159 officially and 500 according to other estimates. Most of the victims were young people. A wave of arrests and the practice of torture during interrogations were denounced by the National Committee against Torture and women's associations or groups, such as the Association for Equality before the Law between Women and Men, which issued a

statement on October 27th, 1988 condemning “the use of armed forces, arbitrary arrests, abductions, disappearances, physical abuse, systematic use of torture”. Later on, members of the association for the Defense and Promotion of Women's Rights organized a public debate in November, during which mothers and young people gave testimony about torture.

After the October 1988 uprising, a series of political measures laid down in the February 1989 Constitution put an end to the FLN's monopartism, allowing press freedom and the right of association. In fact, it was a question of starting a process of reforms that are necessary in view of the economic situation¹, exiting the administered economy in favor of an *infitah* [opening], as well as adapting the schedule of economic and political reforms. This controlled opening created a more favorable political environment for groups previously created in barely tolerated forms since they did not fit into the imposed framework of official organizations for women, especially the National Union of Algerian Women (UNFA).

Previously hampered women's groups could then expand and develop their activities, the scope of their thinking, their discourse and their actions. Existing groups and collectives did not wait for the 1990 law to become known, since the new constitution provided greater opportunities to create associations. It translated into an associative boom in which women participated. The associations organized themselves to inform and alert on the situation of women; an issue that had been ignored or minimized by the other political players until then. In order to do so, associations developed a set of specific actions based on their own themes of activism.

Women Activists Get Organized

In this context, many women's associations held constituent general assemblies and declared their statutes in different cities of Algeria. Their militant identity is revealed by their chosen names. The focus was either on the expression chosen as a name, as in the case of *Voix de femmes* [Women's Voices in French] in Boumerdès, *Tighri n'Tmettut* [Women's cry in Kabyle] in Tizi-Ouzou, *Sarkhat*

en-nissa [Women's cry in Arabic] in Staoueli, or on the association's objective. For example, “equality”, “emancipation”, “promotion” in Algiers, “citizenship” in Oran, or on the constancy of the struggles, *Israr* [Insistence in Arabic] in Constantine.

Although their strategies may defer, all of them had equal rights for women and men as their goal. The history of the associations before their formal formation could explain these variations. Some of them came from the student working groups (GTE) that organized the *Ahlam* film clubs. Others originated from women's groups set up in the trade union branches of education or health federations, or from the 1981 demonstrations against the Personal Status law (*Code de la famille*) bill. However, despite the differences of opinion, the associations declare very quickly that they want “the constitution of a strong women's movement by combining all efforts”, as mentioned in the call for the first national women's gathering held on November 30th and December 1st, 1989. Fourteen associations², formed in several cities such as Algiers, Oran, Constantine, Annaba, Tizi-Ouzou and Béjaïa, met in Algiers for two days. This gathering was followed by other large meetings, either driven by the context or by the need to review the actions. The objective of the “platform adopted by the attending associations” was to evaluate the situation and to identify common objectives.

Representatives of the associations clearly asserted their denunciation and opposition to the of the Personal Status Law. However, the strategy to be adopted diverged between a tendency leaning towards amendments and another which demanded an outright repeal of the *Code de la famille* as a non-reformable law. The debates were fierce and the movement seemed to be crossed by this dividing line, the memory of which will persist for a long time afterwards among the oldest feminists.

Female liberation war veterans, the *Mujahidat*, have a special place within the movement. Society and feminist activists have great respect for them. As early as 1981, they had participated in the demonstrations against the adoption of the Personal Status Law bill. During the demonstration

of December 1981 at the Grande Poste Square, a central place in Algiers, they had unfurled a banner calling to “stop betraying the ideals of the revolution of November”. They reiterated it in a statement issued on October 30th, 1989. Their active presence and their continuous activism give the movement a historical legitimacy that is essential in an Algeria deeply determined by the struggle for its independence.

Women claim this continuity within the movement. For instance, they wrote in a declaration adopted during the March 8th, 1989 meeting in the central faculty of Algiers: “Did Algerian women like Hassiba ben Bouali, Malika Gaïd, the Bouattoura sisters and so many others, die for a status of second-class citizens?”, “We are the daughters of Hassiba!”.

All associations adopted the principle of independence from political parties. However, the division within the Association for Equality before the Law between Women and Men (*AELHF*) and the creation of the Association for the Independence and Triumph of Women's Rights (*AITDF*) on February 15th, 1990, clarified the issue. The associations include political parties' women activists. However, some equality activists thought that the influence of a political party through its activists distorts the debate. Therefore, they created the *AITDF* which has a rule of procedure that prohibits access to the association's office of any woman activist who is a member in a political party. The question that arises at that time: should party activists be prohibited from serving in women's associations? At the second gathering of women's associations on May 17th, 1990 in Boumerdès, emerged “a consensus [...] on what seems fundamental: the autonomy of the associations with regard to political parties and public authorities”, reported the daily newspaper *El Moudjahid*. Once autonomy of the women's movement is established, women's movement could accept that feminist activists are affiliated with political organizations.

The multiple affiliations of some activists allowed the issue of women to be raised in the parties and unions. They succeeded in introducing this issue into the political debate thanks to their selection

of themes and adopted strategies. Women in some parties could introduce and develop issues related to gender equality. In this way, a plural feminism emerged and rejected the idea of a one-purpose organization, favoring the joint elaboration of punctual actions. The coordination of women's associations was flexible and gathered the relevant associations depending on undertaken actions.

Demands and Themes of Action

The Personal Status Law is widely opposed within the women's movement. Adopted in 1984, more than twenty years after independence, and despite multiple attempts by the government, notably in 1966, 1973 and 1981, it was opposed by those who aspired to an equality-based family model. It symbolizes for the women's movement the place that the State assigns to women. By enacting the Personal Status Law, the legislator reinforces the patriarchal social system. In fact, women are subordinated in family relationships to rules that make them dependent on fathers or husbands. Marriage (including polygamy), parenthood, divorce, and inheritance are all part of the picture. Spouses are obliged to the "duty of obedience"³. An article of this law imposes on mothers the obligation to leave the marital domicile in case of divorce and to return to their father's home with their minor children (even though mothers are not legally their guardian). The consequences of this provision are obvious: women in marital conflict are compelled to accept all forms of violence for fear of being chased out of their homes. It does not protect them from a divorce either, which is the absolute privilege of the husband, *talaq*.

The "head of the family" thus finds his powers strengthened in the private sphere by the State itself, which contributes to weakening the boundary between public and private spheres. This is why the Personal Status Law, a law that institutionalized gender relations, concentrates most of the women's militancy against it. Since then, the Code has been amended, and following more than twenty years of continuous struggle, some of its most reviled provisions have been repealed. However, the inequality between spouses and the unequal rights of the father and mother are still the norm.

The slogan "*Code de la famille, code de l'infamie*" (family code, infamy code), coined then, is still used today. The slogan "*Abrogation du Code de la famille*" (Repeal the Personal Status law) is sometimes seen in bad faith by people who say that it would create a legal vacuum suitable for the religious system. This is neglecting the other part of the demand, i.e., egalitarian laws. The aspiration is clearly for family relationships governed by rules of law that the movement seeks to be non-discriminatory. The law is thus a favored tool for dominated women when they seek to express their aspiration for equality. What remedies are available to the movement? The associations keep on arguing that the Personal Status law is in contradiction with the principle of equality enshrined in the Constitution. But how to refer to the Constitutional Council, whose referral is reserved for the President of the Republic and the Presidents of the National Assembly and the Senate⁴?

The associations also defend the effective right to vote, which was undermined by a provision of the electoral law allowing the husband to vote for his wife, by just presenting a simple family record book, as well as to benefit from several proxies to vote. The feminists' demand is crystal clear: voting on behalf of wives by presenting family record books must be abolished and proxies must be limited to just one duly justified. To make themselves heard, the associations circulated petitions, organized a sit-in in front of the Government Palace on October 17th, 1991 and appealed to the political class. The slogans aimed to raise awareness around the respect of women's citizenship: "one woman = one vote = one ballot paper", a demand reminiscent of the slogan from the fight against apartheid, "*One man, one vote*".

The victory of Hassiba Boulmerka in the 1500 metres competition at the 1991 World Championships gave the coordination the opportunity to proclaim: "she did not need a proxy in Tokyo!". It also used the meeting between the government and the parties organized on August 22nd and 23rd, 1991, to get 28 parties to sign in support of its demand for the repeal of discriminatory provisions in the electoral law. Finally, voting by presenting a family record book was deemed unconstitutional on October 28th,

1991. It was a victory for the movement that acted in a coordinated manner and for the defense of full citizenship, of which voting is one of the rights.

Fighting the violence against women is an axis of struggle that runs through the period under consideration and the threat would unfortunately increase in the following decade. The rapid rise of the Islamist movement, particularly the Islamic Salvation Front (FIS), was a political distinguishing feature of the period. In their speeches and activities, the militants of this party often attacked women, gender diversity and the activists of egalitarian women's associations. Gradually, the women's movement condemned the pressure exerted against women, as well as attempts to suppress co-education in schools and rendering girls' practice of sports optional.

As early as 1989, women's associations warned against the rise of violence. A horrific crime was committed in Ouargla (in the south of the country) in June 1989; the home of a divorced woman was set on fire. Her four-year-old child died there. The associations denounced this crime and organized a first demonstration on July 2nd ⁵ in front of the National People's Assembly (APN) and again on November 23rd, 1989 to request that the State fill its role of protecting citizens. A demand that is repeated many times as attacks against women increase. For example, the gathering of associations wrote in a motion on March 7th, 1991: "the State [must] ensure the safety of citizens".

One can think that the demonstration of December 21st, 1989, led by the League of the Islamic *daawa* (gathering several organizations and political parties) and which gathered several thousands of women marching in direction of the APN to denounce the "increase of attacks against Islam", was a response to the associations of women. Slogans such as "We are the daughters of Lalla Fatma n'Soumer, not the daughters of Joan of Arc" echoed an interview given to AFP shortly before by Islamic Salvation Front leader Abassi Madani, in which he called women who demonstrated against violence and intolerance "hawks of colonialism and the front line of cultural aggression".

The march "for democracy and tolerance", of May 1^{0th}, 1990, from the May 1st Square to the Square of Martyrs, called for by the parties *RCD* (rally for culture and democracy), *PAGS* (Party of the socialist vanguard), *MDRA* (Democratic Movement for the Algerian renewal), *PSD* (Social democratic Party), gathered a great number of women given the situation of threats against them. The National Coordination of Women's Associations, which gathered in Tizi-Ouzou on June 28th and 29th, 1990, stressed that "the condition of women is deteriorating and will only get worse".

Although the situation was increasingly difficult, the associations kept their openness to international events. For instance, they strongly reacted to the Iraq war. In a declaration on January 19th, 1991, several associations⁶ affirmed: "We oppose the aggression by American imperialism which seeks to rule the world. These "defenders" of humanism have engaged in war and are allied with retrograde regimes, enemies of women's rights". At the request of a dozen associations, a demonstration was organized on January 24th, 1991, from Audin Square to the office of the United Nations. In their January 19th statement⁷, they affirmed: "Our dignity as Algerian women is inseparable from the dignity of the Algerian people and of peoples in general".

The repertoire of actions adopted included the conquest of the public space by large demonstrations, in particular on International Women's Rights Day, or others as cyclical demonstrations aiming to voice demands. Exhibitions, debates, and more festive events complete the modes of action of women's associations. However, they regularly complained that public media space is restricted for them. Their activities were covered in the media only in articles by women journalists.

The reappropriation of International Women's Rights Day on March 8th, 1989 gave women's associations the opportunity to assert themselves and to prove their public existence and their demands through their banners. This event was a great moment of joy and pride for all women who attended. They found each other, discovered each other and were strengthened by their own

attendance. In this way, women took over the street, which is the ultimate masculine space. They also did so by making their demands known. The following feminist chant was sung during the demonstrations:

Algerian women are free
They are dignified
They will continue
on their way to victory
Democracy, women's rights
Ah Fatma, ah Fatma, ah Fatma N'Soumer
Democracy, women's rights
We remain revolutionaries

For March 8th, 1990, big names of Algerian art such as Baya, Mesli, Silem, offered paintings for posters, under the title “*Femmes en lutte*” (women in struggle). The demonstration of March 8th, 1991, was repressed to prevent it from reaching the Government Palace. However, the demonstrators broke through the police barricades and submitted their motion.

A few words must be said about the concrete aspects of the commitment. In the time of smartphones and social networks, it is difficult to imagine the effort involved in communication and the lack of private transportation, which complicates travel. The preparation of the texts and their printing by stencils were arduous and their circulation took place in the milieus of activists as universities, workplaces, etc. Newspaper inserts were expensive while associations lacked financial resources. Despite these challenges, they managed to gain significant visibility thanks to the dedicated commitment of the activists.

Some issues, debates and concepts may seem dated. Some associations have disappeared and many others have been created since. But this period is undoubtedly marked by their active role in the struggles for women’s rights, for equality and for an existence on the political scene. Moreover, this period can be considered as a new layer in the consciousness of the social group which women already asserted. First of all, it would not exist without resistance⁸, in the face of injustices experienced in the private space in the first place. Second, it would not exist without the organization

of mobilizations and organized collective actions. The two levels interact through activists who are the result of large-scale social change.

During this intense period, the women’s movement strengthened its own space for debate and activism. It was a protest movement that would accumulate a wealth of militancy experience. Within the permanent dynamic of interaction of movements within the political environment, this period appeared as an opportunity for the movement to assert itself and to specify its contours and nuances, demonstrating its historical and political legitimacy by the membership of female liberation war veterans “mujahidate” and their adherence to its objectives. The call to institutions was an injunction to respect the values of the rule of law.

By the end of 1991, the women's movement gained recognition with a clearly identified road map for equal rights. The struggle for women's rights was presented as an essential part of shaping democracy. The women's movement imposed itself as a political player. In the dynamics of demanding rights, it built itself, established itself as a theme and conquered its organizational and ideological autonomy. However, during the following decade, the women's movement was challenged by extreme violence and terrorism, which made the discourse on the defense of women's rights inaudible and drastically narrowed their field of action.

Algerian women are free
They are dignified
They will continue
on their way to victory
Democracy, women's rights
Ah Fatma, ah Fatma,
ah Fatma N'Soumer
Democracy, women's rights
We remain revolutionaries

1. A period of very high external indebtedness followed the oil counter-shock of 1986, accompanied by a drastic decline in foreign currency reserves.

2. Among them: *Association pour l'Égalité devant la Loi entre les Hommes et les Femmes* [Association for Equality before the Law between Men and Women] in Algiers. This association filed the request for authorization in 1985) ; *Association pour la Défense et la Promotion des Droits des Femmes* [Association for the Defense and Promotion of Women's Rights] in Algiers ; *Association pour l'Émancipation de la Femme* [Association for the emancipation of women] in Algiers ; *Association Féminine pour l'Épanouissement de la Personne et l'Exercice de la Citoyenneté* [Women's Association for the Development of the Person and the Exercise of Citizenship] in Oran ; *Israr* in Constantine ; *Association de Défense des Droits des Femmes* [Association for the Defense of Women's Rights], in Annaba ; *Tighri n'Tmettut* [Women's cry] in Tizi-Ouzou ; *Voix de femmes* [Women's Voices] in Boumerdès ; *Association des Droits des Femmes* [Women's Rights Association] in Mostaganem.

3. Article No. 39 of Law No. 84-11: the wife was "required to obey her husband and to treat him with respect as the head of the family, to breastfeed her offspring if she is able to do so and to raise them, and to respect her husband's parents and relatives."

4. Currently, an appeal to the Constitutional Council is possible since Article 188 of the Constitution amended in March 2016, stipulates that "the Constitutional Council may be seized of an exception of unconstitutionality upon referral from the Supreme Court or the Council of State when one of the parties to the proceedings argues before a court of law that the legislative provision on which the outcome of the dispute infringes on the rights and freedoms guaranteed by the Constitution". Under this new provision, any citizen, natural or legal person, public or private, including a foreign person recognized by Algerian law, may plead the exception before any court under the jurisdiction of the Supreme Court or the Council of State.

5. At the call of Association for Equality before the Law between Men and Women (AELHF), Association for the Emancipation of Women (AEF) and Association for the Defense and Promotion of Women's Rights.

6. AELHF, AEF, *Association pour la promotion des droits des femmes, Solidarité femmes arabes* [Solidarity Arab Women], *Association de Soutien et Solidarité aux Luttres de Femmes* [Association for the Support and solidarity with Women's Struggles], *Voix de femmes, Tighri n'Mettut, Izerfan, Israr*.

7. Declaration of January 19th, 1991, AEF, AELHF, *Solidarité femmes arabes*, Association for the Support and solidarity with Women's Struggles, *Voix de femmes, Tighri n'Tmettut, Izerfan, Israr*.

8. Resistance: a fuzzy concept that applies equally to individual silent refusal and to organized collective protest having a social and political reach.

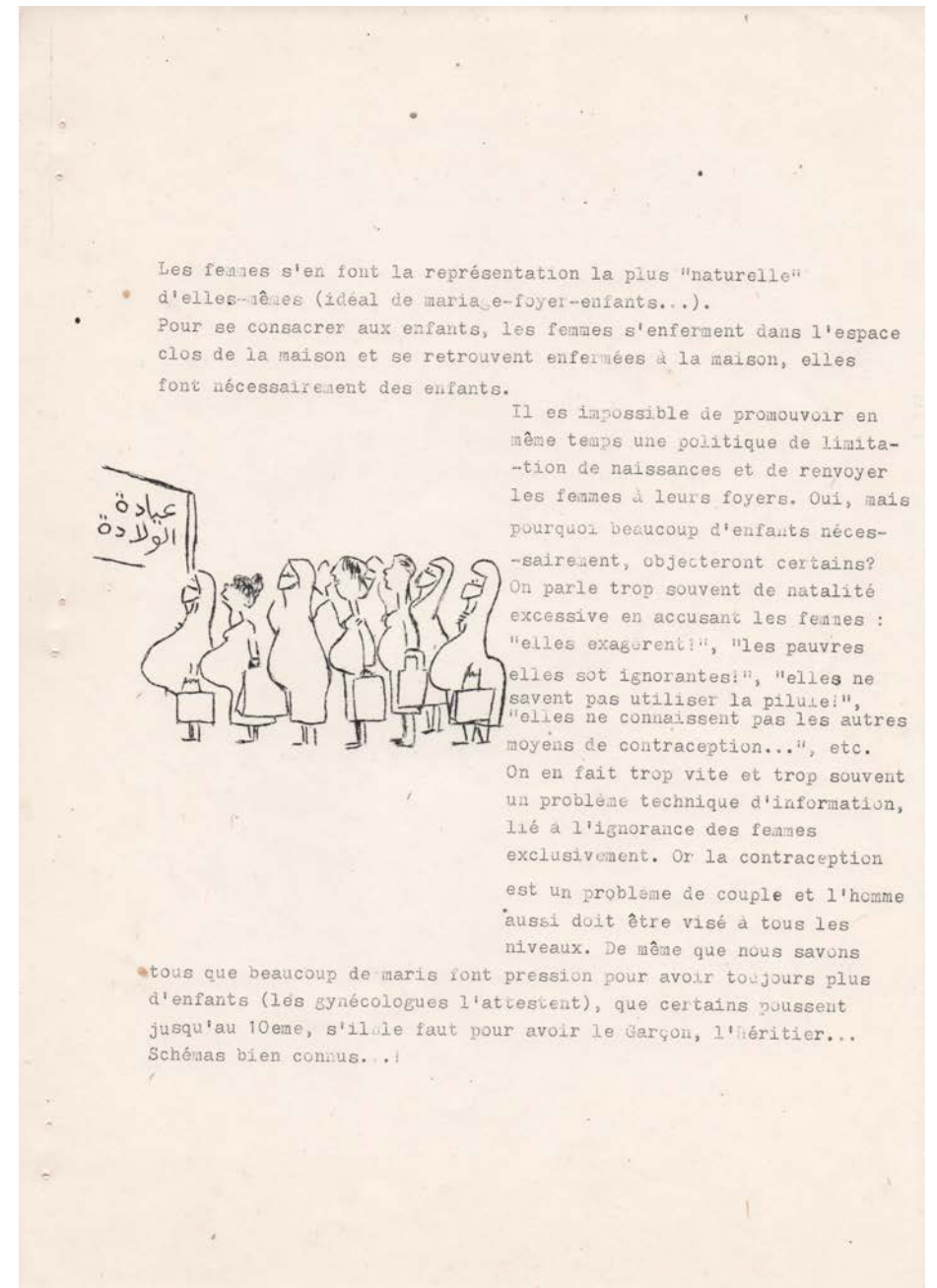
* In this text, the term "association" refers to non-profit organizations. We have chosen to translate the term by "association", in English, in order not to alter the original text.

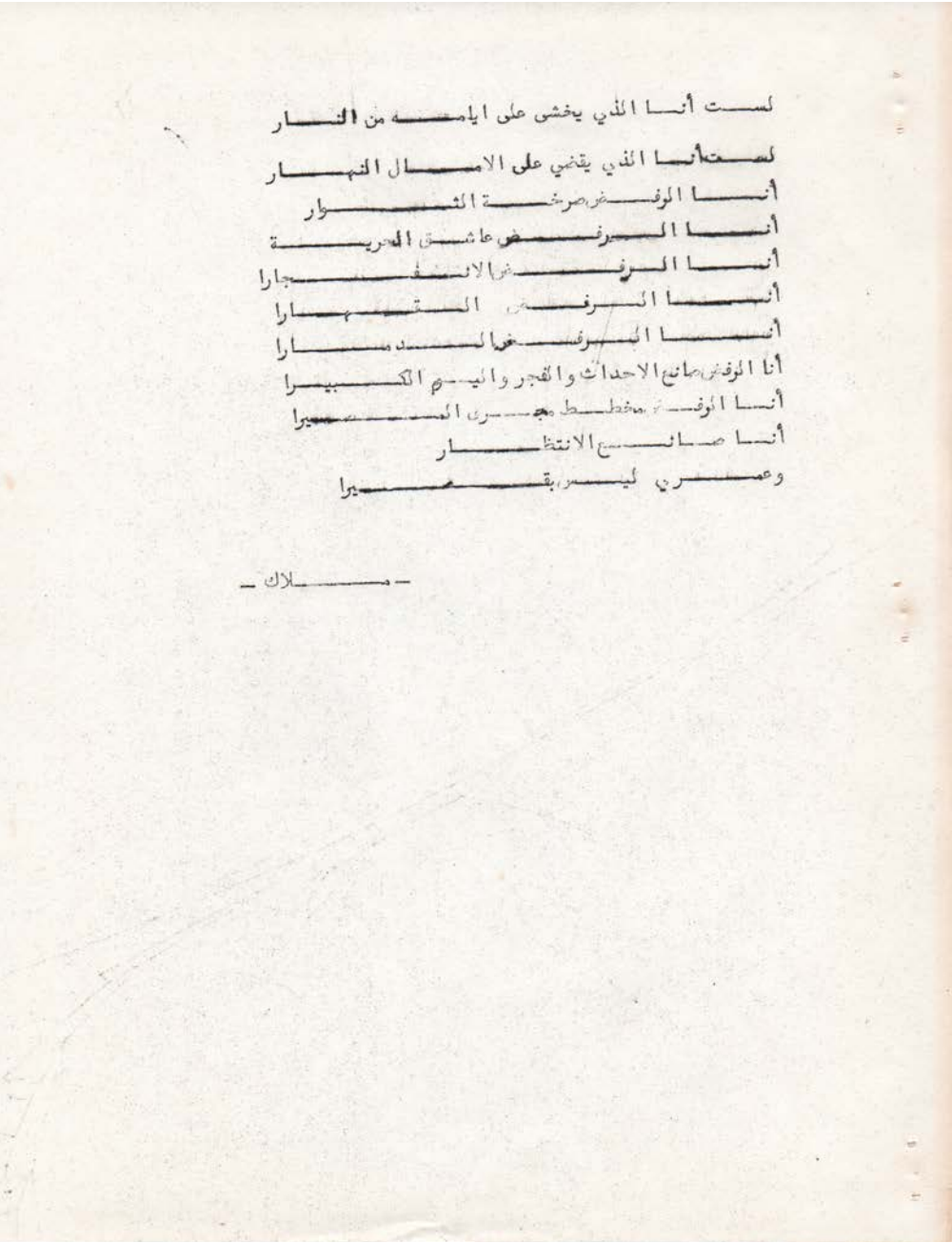


Bulletin spécial 8 mars 1989, Israr ciné club féminin de l'université de Constantine, 1989, 30 pages. Dans ce bulletin figurent un texte sur la journée du 8 mars et sa signification et un appel à rassemblement, des poèmes, des statistiques sur les emplois des femmes, un texte sur le planning familial en arabe et en français. Document de Soumia Salhi.

Special issue bulletin for March 8, 1989, Israr women's cine-club of the university of Constantine, 1989, 30 pages. This issue contains a text on March 8 and its significance, a call for a rally, poems, statistics on women's employment and a text on family planning in Arabic and French. Courtesy of Soumia Salhi.

نشرة " عدد خاص ٨ مارس ١٩٨٩", إسرار، النادي السينمائي لجامعة قسنطينة، ١٩٨٩، ٣٠ صفحة. يوجد في هذه النشرة، نص حول يوم ٨ مارس ١٩٨٩ و مفهومه و نداء للتجمع و قصائد شعرية. يوجد كذلك إحصائيات حول النساء و الشغل و نص حول التنظيم الأسري، بالعربية و الفرنسية. وثيقة شخصية لسمية صالحي





Bulletin spécial 8 mars 1989, Israr ciné club féminin de l'université de Constantine, 1989, 30 pages. Poème de Malak.
Document de Soumia Salhi.

Special issue bulletin for March 8, 1989, Israr women's cine-club of the university of Constantine, 1989, 30 pages. Poem by Malak.
Courtesy of Soumia Salhi.

نشرة " عدد خاص ٨ مارس ١٩٨٩", إسرار، النادي السينمائي جامعة قسنطينة، ١٩٨٩، ٣٠ صفحة. قصيدة ملاك.
وثيقة شخصية لسمية صالحي



« Mustapha et Leila sont des camarades de la même classe », affiche de l'Association pour l'émancipation de la femme (AEF), Alger, 1989. Campagne de défense de la mixité à l'école, remise en question par des représentants du parti du Front islamique du salut (FIS).
Document de Soumia Salhi.

"Mustapha et Leila sont des camarades de la même classe" (Mustapha and Leila are classmates studying in the same class), poster of the Association for the Emancipation of Women, Algiers, 1989. Campaign to defend co-education, opposed by representatives of the Islamic Salvation Front (FIS) party.
Courtesy of Soumia Salhi.

"مصطفى وليلي رفيقان من نفس القسم"، ملصق جمعية تحرر المرأة (AEF)، الجزائر العاصمة، ١٩٨٩. حملة للدفاع عن التعليم المختلط في المدارس، تمت معارضتها من طرف ممثلي حزب الجبهة الإسلامية للإنقاذ. وثيقة شخصية لسمية صالحي.

1990

Appel de l'Association pour l'émancipation de la femme (AEF), Alger, 8 mars 1990. Les femmes appellent à un mouvement unitaire, pour une organisation autonome et démocratique des femmes, et à agir dans le cadre de la plateforme unitaire de la coordination nationale de 1989. Dans ce texte, l'AEF dit assumer son « identité féministe ».

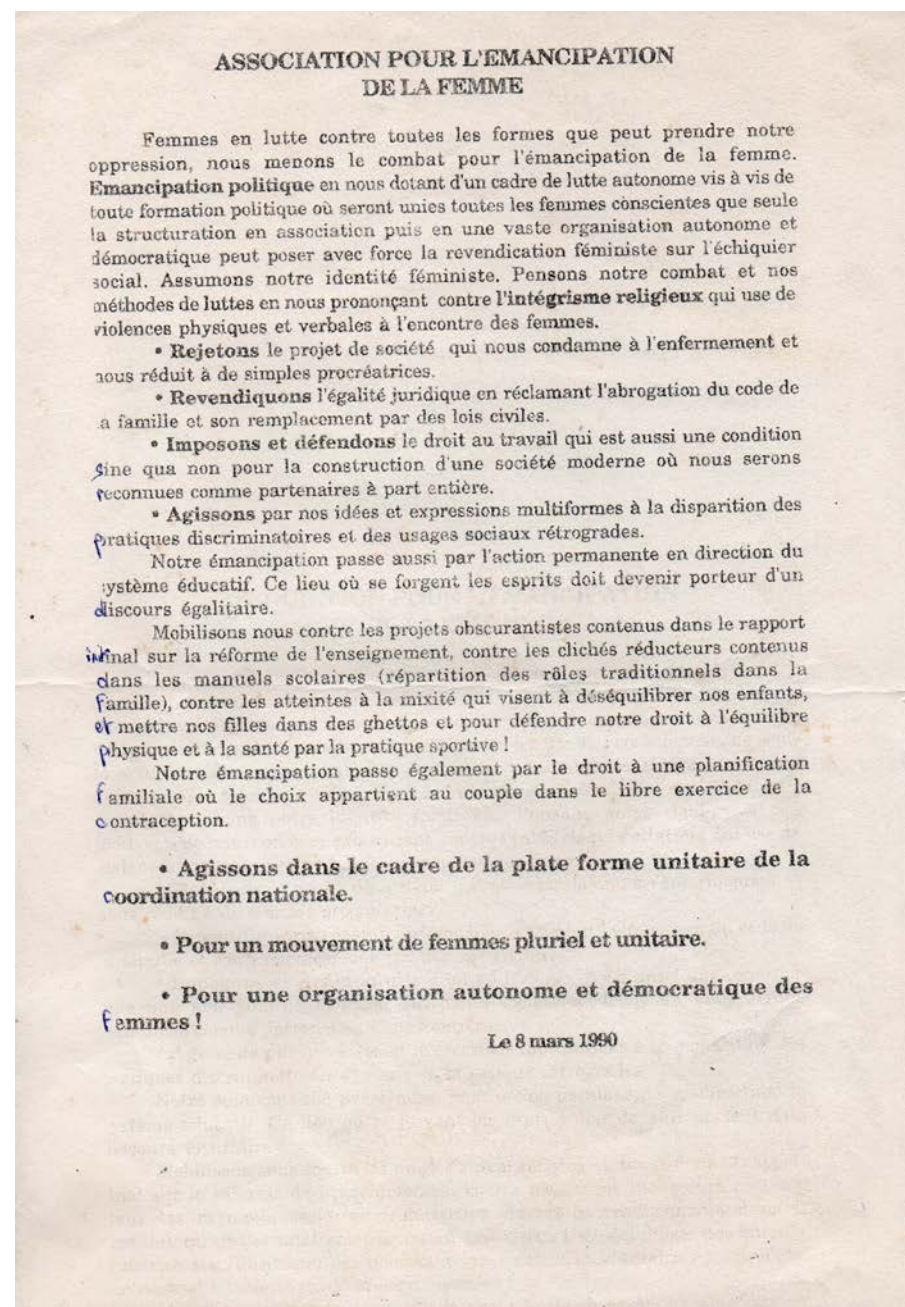
Document de Soumia Salhi.

Call of the Association for the Emancipation of Women, Algiers, March 8, 1990. Women call for a unitary movement, for an autonomous and democratic organization of women, and to act within the framework of the joint platform of the Women National Coordination of 1989. In this text, the association declares that it stands by its "feminist identity".

Courtesy of Soumia Salhi.

دعوة جمعية تحرير المرأة (AEF)، الجزائر العاصمة، ٨ مارس ١٩٩٠. تدعو النساء إلى حركة موحدة من أجل تنظيم مستقل وديمقراطي للمرأة، والعمل في إطار منهاج عمل الموحد للتنسيق الوطني لعام ١٩٨٩. في هذا النص، تقول جمعية تحرير المرأة (AEF) بأنها تضطلع بمسؤولية "هويتها النسوية".

وثيقة شخصية لسمية صالحي.



Sur les traces du 8 mars 1990

Awel Haouati

Le 8 mars 1990, Alger est le théâtre d'une imposante manifestation de femmes organisée à l'appel des associations féministes¹, créées pour la plupart en 1989. L'Algérie est alors en pleine effervescence politique, après l'adoption d'une nouvelle Constitution pluraliste en février 1989 qui met un terme à l'ère du parti unique du Front de libération nationale (FLN). Parmi les groupes qui ont formé ces associations, certains étaient actifs de manière clandestine depuis les années 1980 sous la forme de collectifs, de comités universitaires ou au sein de ciné-clubs. À partir de 1989, c'est au grand jour et légalement que les associations peuvent mener leurs actions. La marche du 8 mars 1990 à Alger fut l'une des plus importantes manifestations de cette époque. Elle rassembla des associations de tout le pays, venues marcher dans le centre-ville de la capitale et revendiquer notamment le droit à une citoyenneté à part entière et sans discrimination, que le Code de la famille² refuse aux femmes, alors même que ce droit est garanti par la Constitution.

Ce texte se propose de décrire, par bribes, le déroulement de cette journée particulièrement importante que fut le 8 mars 1990 dans la jeune histoire du féminisme algérien contemporain, en s'appuyant sur différents documents collectés dans le cadre du projet collectif *Archives des luttes des femmes en Algérie* : une cassette VHS numérisée du gala artistique et de la manifestation à Alger, un appel à la marche, le programme de la journée, une déclaration, des tracts, des bulletins associatifs, des photographies ainsi que des affiches confectionnées pour cette journée³... Le texte s'inspire par ailleurs du témoignage d'une ancienne militante qui a participé à l'organisation de cet événement. En interrogeant la documentation mise au jour, il cherche par ailleurs à ouvrir une piste de réflexion sur la place qu'a prise la journée du 8 mars 1990 et le rôle qu'elle a joué pendant cette période charnière que fut 1989-1991, avant l'interruption des premières élections législatives

pluralistes par le régime, suite à la victoire au premier tour du Front islamique du salut (FIS), parti islamiste, et le début d'une guerre intérieure qui durera une dizaine d'années.

Fragments d'une journée de lutte singulière

L'événement se prépare depuis plusieurs mois. Au cours des semaines précédant le 8 mars 1990, les militantes ont effectué un travail de communication : dans les cités universitaires, à la radio, sur leurs lieux de travail... Les activités autour de cette « journée internationale de la femme »⁴ – conférences, projection de films et expositions – ont ponctué toute la semaine précédant la date, un jeudi. Dans un texte rédigé pour l'occasion, quatre associations appellent « toutes les femmes et tous les démocrates à se mobiliser pour faire du 8 Mars une journée de lutte et d'expression féminine en participant massivement » au gala et à la marche prévue après ce dernier. Les revendications sont les suivantes : « Pour le droit des femmes à la citoyenneté à part entière », « Pour le droit au travail sans condition » et « Pour le droit des femmes à l'instruction sans discrimination ».

La journée du 8 mars commence dans la matinée par un gala artistique organisé par les associations de femmes, à la salle de cinéma Afrique, dans le centre-ville d'Alger. Les militantes sont sur place tôt, pour les derniers préparatifs. Accueillir les artistes et le public, mettre en place l'exposition dans le hall de la salle et le buffet. Les tickets d'entrée au gala sont vendus par la Coordination nationale des femmes à 50 dinars ou 100 dinars, pour celles qui ont la possibilité de donner plus. Sur le portail extérieur du cinéma, des militantes collent une affiche en papier confectionnée sur place : « Venez à la Marche. 14 h 30 devant la salle. 15 h départ vers l'APN [l'Assemblée populaire nationale] ». Le public, exclusivement féminin, se bouscule à l'entrée : la salle, pleine à craquer, ne peut accueillir tout le monde. Une militante monte sur scène et prend le micro au début du gala pour s'excuser de la situation auprès du public. « On savait que ça allait être le grand jour... Ça fait mal de voir toutes ces femmes dehors... On sait que vous êtes là, vous nous le prouvez de

jour en jour... » Elle dédie son message à Fatma n'Soumer, Kahina, Kateb Yacine, Hassiba Ben Bouali⁶... Invoque une « légitimité historique féminine » et rappelle que ce 8 mars est un pas de plus, après le 8 mars 1989⁷. Explosion de youyous et d'applaudissements. L'atmosphère à l'intérieur est électrique. Dehors, l'événement et l'absence de mixité suscitent la curiosité – et les remarques – d'hommes qui, postés devant l'entrée, tentent de se frayer un chemin vers l'intérieur. Ils sont empêchés par les quelques hommes présents dans l'organisation, des camarades de partis et des proches de militantes pour la plupart.

Au programme de ce 8 mars 1990, une exposition d'œuvres et d'artisanat dans le hall d'entrée du cinéma. L'artiste Daïffa est présente avec ses dessins et caricatures, ainsi que des femmes artisanes, dont certaines sont venues de villes du Sud. Des associations exposent et proposent à la vente leurs publications. Voix de femmes de Boumerdès présente ainsi le deuxième numéro de son bulletin, un « spécial 8 mars 1990 », vendu à 15 dinars. L'association Izefran n'Tmettut [« les droits de la femme »] a elle aussi fait coïncider la sortie du deuxième numéro de son bulletin avec le 8 mars. Sont également proposées à la vente les trois affiches de l'événement : « Femmes en lutte – 8 mars 1990 ». Pour réaliser ces affiches, les militantes ont sollicité les artistes peintres Baya, Mesli et Silem, qui leur ont permis de reproduire leurs œuvres gracieusement pour l'événement. Une collecte d'argent avait été menée pour financer leur réalisation et leur impression, à l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG) de Reghaïa. La vente des affiches a commencé avant le 8 mars, aussi bien en Algérie qu'en France, à Paris ; l'argent collecté a permis aux militantes d'une des associations d'acheter un mégaphone pour le jour J.

Sur la scène de l'Afrique se succèdent artistes et musicien-ne-s, venu-e-s appuyer la cause par leurs performances. La poétesse Myriam Ben déclame un de ses textes⁸. Sont aussi présents l'humoriste Fellag, les groupes de musique KG2 et Ramsès, le présentateur radio Allalou ainsi que d'autres intervenant-e-s, dont des militantes, qui déclament textes poétiques et politiques.

La marche démarre de là vers 14 h 30, se déploie sur la rue Didouche Mourad et descend jusqu'à la place de la Grande Poste et le parc Sofia. Pour ce grand jour, les femmes sont venues de diverses régions d'Algérie. Certaines manifestantes sont en famille, avec leurs enfants, leur compagnon ou époux, leur mère. Plusieurs des associations et collectifs présents sont implantés dans différentes villes du pays : Tizi-Ouzou, Béjaïa, Boumerdès, Constantine, Oran, Mostaganem ou encore Annaba.

Chaque groupe a apporté ses banderoles, portant le nom de l'association ou un message peint en grands caractères. On peut y lire : « Droit au travail sans condition », « Association pour l'émancipation de la femme », « Association pour le triomphe des droits des femmes », « Islam = Tolérance », « Association pour l'égalité devant la loi entre les femmes et les hommes », « Femmes immigrées, femmes algériennes, même combat ! », « Protection de l'enfance abandonnée » ou encore « Pas de démocratie sans la participation des femmes ». Si les messages sont pour la plupart écrits en langue française, on trouve aussi plusieurs banderoles en tamazight (langue berbère) et en arabe sont discernables. Certaines manifestantes arborent sur leur vêtement un autocollant fabriqué par l'Association pour l'émancipation de la femme (l'AEF), vendu à 5 dinars. Illustré d'un dessin montrant une femme dans un *haïk* cadenassé et portant un code-barre, il est orné du message suivant : « Pour soutenir le combat des femmes. Contre l'oppression et l'agression des femmes. Fêtons ensemble le 8 Mars. »

"رانا هنا، رانا هنا
و الدنيا مزالها طويلة"

« On est là, on est là.
Et on a la vie devant nous. »

"جزايريات أحرار
ما يقبلوش العار
ويواصلو المشوار حتى الانتصار
الديمقراطية، حقوق نسوية
آ فاطمة، آ فاطمة، نسومر...
الديمقراطية، حقوق نسوية
مزالنا مزالنا، مزالنا ثوار"

« Les Algériennes sont libres
Elles restent dignes
Elles continueront le chemin
Jusqu’à la victoire
Démocratie, Droits des femmes
Ah Fatma, ah Fatma, ah Fatma N’Soumer
Démocratie, Droits des femmes
Nous demeurons révolutionnaires »

Slogans et chants sont entonnés dès le départ du cortège. Les femmes chantent et clament leurs revendications en français, en arabe et en kabyle : « Abrogation du Code de la famille », « Droits civils égalitaires », « Droit au travail et à l’éducation sans discrimination », « Égalité devant la loi », « *Argaz tamettouyth, anebnou tamurth* », en langue kabyle (« Hommes et femmes, pour construire le pays »). Des youyous fusent tout au long de la marche. Des manifestantes, index et majeur dressés en forme du « V » de la victoire, adressent un grand sourire aux photographes et caméras qui couvrent la manifestation. L’espoir d’un changement est grand, palpable. Mais si la marche a des allures de célébration, l’atmosphère est tout de même tendue et se lit sur certains visages. Une marche de femmes de cette ampleur, pour leurs droits et contre le Code de la famille, est un événement sans précédent. Les détracteurs des associations de femmes sont de différents bords. Sur Didouche Mourad, nombreux sont les passants à regarder, perplexes ou amusés, le cortège passer. Des gamins crient « Abassi Madani ! », le nom d’un des leaders du Front islamique du salut, un nom qui sera chanté un peu plus loin en contrebas de la Grande Poste, par des sympathisants ou des militants du FIS venus se confronter aux femmes.

La marche longe le front de mer, sur le boulevard Che Guevara, jusqu’au bâtiment de l’Assemblée populaire nationale, lieu central dans lequel se sont déroulés les débats autour du Code de la famille et où celui-ci a été adopté en 1984. C’est devant l’APN que se sont tenus, dix ans plus tôt, les premiers rassemblements contre le Code de la famille⁹.

La marche prend alors la forme d’un rassemblement. Les policiers font barrage et semblent empêcher le cortège d’avancer davantage. C’est à ce moment que la caméra, qui nous avait guidés jusque-là, coupe.

Ce que disent les archives de la période 1989-1991

Le travail mené depuis 2019 dans le cadre du projet Archives des luttes des femmes en Algérie¹⁰ a permis de retrouver plusieurs centaines de documents issus des luttes féministes des années 1980 et 1990, aujourd’hui conservés dans les archives personnelles d’une quinzaine de femmes, en Algérie (Alger, Tizi-Ouzou pour le moment) mais aussi à l’étranger. La plupart des groupes et des associations ayant peu à peu disparu ou cessé d’être actifs, leurs archives ont été récupérées par les militantes, anciennement membres de ces associations. Ces documents, à l’origine produits dans le cadre d’actions collectives et pour certains diffusés publiquement, se trouvent aujourd’hui dans des espaces privés. Pendant des années, ces documents ont dormi dans des tiroirs, des cartons, des armoires. Notre démarche consiste quelque part à les « réveiller », à les exhumer pour les rendre visibles et accessibles. Ce travail au long cours se fait grâce à un réseau de contacts constitué au fur et à mesure, et à des relations de confiance établies avec les détentrices des documents. Les réseaux sociaux¹¹ sont une des interfaces à partir de laquelle nous pouvons faire connaître notre démarche et prendre attache avec les propriétaires de documents.

Le choix de mettre l’accent sur le 8 mars 1990 dans la présente publication et au sein de l’exposition que nous avons mise en place dans le cadre de la documenta n’est pas anodin : il s’explique par ce constat que nous faisons, à mesure que nous avançons dans la collecte, qu’une grande majorité des documents retrouvés sont issus de la période située entre 1989 et 1991. Notre fonds numérique en construction est ainsi en grande partie constitué de documents aussi divers que des appels à la mobilisation et à manifester, des déclarations, comptes rendus de réunions, bulletins, revues, tracts, brochures, autocollants portant des messages politiques, affiches, photographies des actions et des manifestations... produits en 1989, 1990 et 1991. Ce foisonnement de documents, nous l’avons interprété comme le signe d’une activité associative particulièrement intense et dynamique pendant la brève période d’ouverture qui a succédé à Octobre 1988¹² et l’adoption d’une Constitution pluraliste, qui semble s’être essoufflée, voire interrompue aux

alentours de 1991-1992. À partir de ces années, les traces se font en effet plus rares, plus sporadiques.

Cette hypothèse, formulée à partir de la documentation militante retrouvée, est corroborée par d’autres sources : articles de presse sur le mouvement féministe algérien, travaux de recherche et témoignages de militantes font référence à la période de 1989 à 1991 comme à une sorte d’âge d’or du mouvement social et politique, et du militantisme. L’interruption de l’expérience démocratique en 1992 et les attaques du mouvement féministe algérien par les islamistes et par le régime algérien, les divergences internes puis l’enlissement du pays dans la violence et le terrorisme auraient eu raison du mouvement féministe algérien au début des années 1990. La période 1989-1990 en aurait constitué un point culminant¹³.

Les traces retrouvées des mobilisations de 1989, notamment celles de la Coordination nationale des associations de femmes, et celles du 8 mars 1990 donnent accès à des événements, des éléments du

discours des militantes féministes à cette époque et à une partie de leurs modes d’action et moyens de lutte. Cette documentation nécessite cependant d’être enrichie et recoupée avec d’autres sources, notamment avec des témoignages oraux, des entretiens menés avec les actrices et les acteurs qui ont pris part à ces mobilisations, y ont assisté ou y ont été confrontés au cours de leur trajectoire. La documentation écrite et visuelle ne donne en effet accès qu’à certains aspects de cette histoire. En exhumant et en mettant à disposition des documents issus de mobilisations féministes, ainsi que diverses ressources sur le sujet (articles de presse, références de travaux), le projet Archives des luttes des femmes en Algérie entend offrir des outils de réflexion à celles et ceux qui s’intéressent à cette histoire. Nous espérons ainsi alimenter le débat et encourager les initiatives critiques, scientifiques ou encore artistiques, autour du mouvement des femmes, et de façon générale sur la période charnière de 1989 à 1991 et les pratiques politiques – militantes, partisans et associatives – qui s’y sont déployées.

1. L’expression « associations féminines » est notamment utilisée par Malika Remaoun dans son article « Les associations féminines pour les droits des femmes », *Insaniyat / إنسانيات* N°8, 1999, 129-143.

Si le mot « féministe » était utilisé par certaines associations et collectifs dans leurs déclarations, on parlait plus souvent à l’époque d’associations de femmes ou pour les droits, l’égalité et l’émancipation des femmes.

2. Le Code de la famille n’a pas beaucoup évolué depuis – une légère réforme du texte a eu lieu en 2005 – et continue de maintenir la femme sous la tutelle de l’homme.

3. Les images de la cassette ont été tournées par Catherine Tessier, qui avait confié la cassette à Caroline Brac de la Perrière, qui en a fait la numérisation. Les photographies de la journée sont issues des archives du photographe Rafik Zaidi, ainsi que des archives personnelles de Laouia Choualhi. Les documents et affiches du 8 mars 1990 sont issus des archives personnelles de Caroline Brac de la Perrière, Zoulikha Benzine, Lynda Djouaher, Ferial Lalami, Soumia Salhi. Nous les remercions d’avoir accepté de nous laisser utiliser ces documents pour notre exposition à la documenta (2022) et dans cette publication.

4. Cette désignation figure sur les tickets d’entrée au gala artistique du 8 mars 1990.

5. L’appel en question est signé par l’Association pour l’émancipation de la femme, l’Association pour l’égalité devant la loi, l’Association indépendante pour le triomphe des droits des femmes et Voix de femmes.

6. Kahina (ou Dihya) fut une reine guerrière qui combattit les Omeyyades au 7^{ème} siècle. Fatma n’Soumer (1830-1863), une figure de la résistance contre la conquête de l’Algérie par la France au 19^{ème} siècle. Hassiba Ben Bouali (1938-1957) fut une militante anticolonialiste et résistante, au sein du Front de Libération Nationale (FLN). Elle est décédée au cours de la Bataille d’Alger. Kateb Yacine (1929-1989) fut un écrivain, poète et dramaturge algérien.

7. Le 8 mars 1989 fut organisée la première manifestation d’associations et de collectifs de femmes, quelques jours après l’adoption de la nouvelle Constitution pluraliste, le 23 février 1989. Cette manifestation fut, selon certaines militantes, plus spontanée que celle du 8 mars 1990, qui fut quant à elle préparée à l’avance et plus importante.

8. Myriam Ben, née Myriam Ben Haim (1928-2001) est originaire d’une famille juive chaouïe. Elle fut notamment poétesse, peintre et militante communiste et anticolonialiste.

9. Ces premiers rassemblements ont lieu en 1981. Nous renvoyons au texte de Ferial Lalami dans la présente publication ainsi qu’à l’entretien que nous avons réalisé avec elle.

10. Le collectif est à ce jour constitué de Saadia Gacem, Lydia Saïdi et Awel Haouati, auteure de ce texte.

11. Notamment à travers la page du projet Archives des luttes des femmes en Algérie, sur Facebook.

12. « Octobre 1988 » est un épisode de l’histoire contemporaine de l’Algérie au cours duquel surviennent, dans plusieurs villes du pays, des manifestations, des grèves et des émeutes.

13. Dans un article intitulé « L’Odyssée du féminisme algérien », paru dans l’hebdomadaire *La Nation* à l’occasion du 8 mars 1995 et proposant un bilan du mouvement féministe de 1981 à 1991, l’auteur estime que les « festivités du 8 mars 1990 sont le point culminant du mouvement féministe en Algérie. [...] les femmes sont sorties avec un programme commun pour la célébration du 8 mars 1990, à travers toutes les villes où leurs associations sont présentes. Ce qui permettra de faire de cette journée un succès total, de prouver que le rassemblement est payant et que les divergences des appareils peuvent être transcendées par des actions de terrain. » Un autre événement important fut la Coordination nationale des associations de femmes, le 30 novembre et le 1^{er} décembre 1989 dans la salle du conseil populaire de la ville d’Alger (CPVA).

رانا هنا، رانا هنا
و الدنيا مزالها طويلة

جزائريات أحرار
ما يقبلوش العار
ويواصلو المشوار حتى الانتصار
الديمقراطية، حقوق نسوية
آ فاطمة، آ فاطمة، آ فاطمة نسومر...
الديمقراطية، حقوق نسوية
مزالنا مزالنا، مزالنا ثوار

Les Algériennes sont libres
Elles restent dignes
Elles continueront le chemin
Jusqu'à la victoire
Démocratie, Droits des femmes
Ah Fatma, ah Fatma, ah Fatma N'Soumer
Démocratie, Droits des femmes
Nous demeurons révolutionnaires

Algerian women are free
They are dignified
They will continue
on their way to victory
Democracy, women's rights
Ah Fatma, ah Fatma, ah Fatma N'Soumer
Democracy, women's rights
We remain revolutionaries

On est là, on est là.
Et on a la vie devant nous.

We are here, we are here.
And we have our whole life ahead of us.

On the Traces of March 8, 1990

Awel Haouati

On March 8, 1990, Algiers was the stage of an imposing march of women organized at the call of feminist associations¹, most of which were created in 1989. Algeria was beset by a political turmoil after the adoption of a new pluralist Constitution in February 1989, which put an end to the era of the single party National Liberation Front (*FLN*). Among the groups that formed these associations, some had been active clandestinely since the 1980s in the form of collectives, university committees or film clubs. Since 1989, associations have been able to carry out their actions publically and legally. The demonstration of March 8, 1990 in Algiers was one of the most important demonstrations of that time. It brought together women's organizations from all over the country to march in the city center of the capital and claim the right to full citizenship without discrimination. A citizenship that the Personal Status law² denied to women, even though the Constitution guarantees this right.

This text is an attempt to describe in fragments the proceedings of this particularly important day in the young history of contemporary Algerian feminism. It is based on various materials collected as part of the collective project *Archives des luttes des femmes en Algérie* (Archives of women's struggles in Algeria), including a digitized VHS tape of the artistic gala and the demonstration in Algiers, the call to march, the agenda of the day, a statement, leaflets, newsletters by women's organizations, photographs as well as posters made for this day³. In addition, the text relates the testimony of a former activist who helped organize the event. This work aims, through the examination of uncovered documents, to spur a reflection concerning the significance of the day of March 8, 1990. Moreover, we intend to shed light on the role of this important day during the pivotal period of 1989-1991; just before the regime interrupted the first pluralist legislative elections following the victory in the first round of the Islamic Salvation Front ("*FIS*", an Islamist party), and the beginning of a civil war that lasted for a decade.

Fragments of a unique day of struggle

The event has been in preparation for several months. During the weeks preceding March 8, 1990, activists carried out a communication campaign in university campuses, on the radio, in their workplaces, etc. Events about "International Women's Day", like conferences⁴, film screenings and exhibitions, were held the week before March 8th; which happened to be a Thursday. In a text written for the occasion, four women's organizations⁵ call "all women and all democrats to rally and make March 8 a day of struggle and female expression by attending massively" the artistic gala and the march planned after it. Their demands were as follows: "for the right of women to full citizenship", "for the right to work without conditions" and "for the right of women to education without discrimination".

The day of March 8, 1990, begins in the morning with an artistic gala organized by women's associations, at the *Afrique* Movie Theater, in downtown Algiers. Activists arrived early to make the final preparations. They welcomed the artists and the public, and also set-up the exhibition in the hall and the buffet of the movie theater. The National Coordination of Women sold the gala tickets for 50 dinars and 100 dinars to those who desired to contribute more. On the outside gate of the movie theater, activists stick a paper poster made on the spot: "Join the March. 2.30 p.m. nearby the movie theater. 3 p.m. departure to the APN [the National People's Assembly]". The all-female audience jostles at the entrance because the hall, which was already full to bursting, could not accommodate everyone. At the beginning of the gala, an activist goes on stage and uses the microphone to apologize to the audience for the situation, saying: "we knew it was going to be a great day... It really hurts to see all these women outside... We know that you are committed, you demonstrate it day after day...", then, she dedicates her message to Fatma n'Soumer, Kahina, Kateb Yacine, Hassiba Ben Bouali⁶, and others. Finally, she refers to a "female historical legitimacy" and reminds that March 8, 1990, is a step further after March 8, 1989⁷, sparking off applause and ululations. The atmosphere inside is electric.

Outside, the event and the lack of gender diversity in front of the entrance arouses the curiosity and remarks of men who try to make their way inside. The few men in the organization, mostly fellow party members and relatives of activists, prevented them from entering.

On this March 8, 1990, the program includes an exhibition of works and crafts in the lobby of the movie theater. Drawings and cartoons of the artist Daïffa and works of craftswomen, including some from southern cities, are exhibited. Associations exhibit and sell their publications. For example, *Voix de femmes* from Boumerdès presents the second issue of its newsletter, a "special issue on March 8, 1990", and sells it at a price of 15 dinars. The association *Izerfan n'Tmettut* (Rights of women) also made the release of the second issue of its newsletter coincide with March 8. The three posters of the event: "Women in Struggle - March 8, 1990" are also available for sale. To produce these posters, the activists asked for the contribution of the painters Baya, Mesli and Silem, who allowed them to reproduce their works free of charge for the event. A fundraising action secured the financing of their reproduction and their printing at the National Enterprise of Graphic Arts (*ENAG*) of Reghaïa. The sale of posters began before March 8, both in Algeria and in France (Paris). The money collected helped the activists of one of the associations to acquire a megaphone for the D-day.

Artists and musicians, who came to support the cause through their performances, followed each other on the stage of the *Afrique* Movie Theater. The poetess Myriam Ben declaims one of her poems⁸. The comedian Fellag, the music groups KG2 and Ramses, the radio presenter Allalou and other speakers, including women activists, who declaim poetic and political texts, are also attending the event.

The march starts from there around 2:30 pm, goes through Didouche Mourad Street and then down to the square of the Grande Poste and Sofia Park. Women came from different regions of Algeria for this great day. Some demonstrators are with their families, with their children, their partners or husbands, their mothers. Several of the attending associations and collectives are from different

cities, such as Tizi-Ouzou, Béjaïa, Boumerdès, Constantine, Oran, Mostaganem and Annaba.

Each group brought their banners, bearing the name of the association or a message written in large letters. One can read on them: "Right to work without condition", "Association for the emancipation of women", "Association for the triumph of women's rights", "Islam = Tolerance", "Association for equality before the law between women and men", "Immigrant women, Algerian women, same fight!", "Protection for abandoned children" or "No democracy without the participation of women". While the messages are mostly written in French, there are several banners in Tamazight (Berber language) and Arabic. Some demonstrators have on their clothes a sticker made by the Association for the Emancipation of Women (*AEF*), and sold at a price of 5 dinars. The sticker, that has a drawing showing a woman in a padlocked *haïk* (veil) bearing a barcode, carries the following message: "In support of the fight of women. Against the oppression and aggression of women. Let's celebrate the 8th of March together."

"رانا هنا، رانا هنا
و الدنيا مزالها طويلة"

"We are here, we are here.
And we have our whole life ahead of us."

"جزايريات أحرار
ما يقبلوش العار
ويواصلو المشوار حتى الانتصار
الديمقراطية، حقوق نسوية
آ فاطمة، آ فاطمة، آ فاطمة نسومر...
الديمقراطية، حقوق نسوية
مزالنا مزالنا، مزالنا ثوار"

"Algerian women are free
They are dignified
They will continue
on their way to victory
Democracy, women's rights
Ah Fatma, ah Fatma, ah Fatma N'Soumer
Democracy, women's rights
We remain revolutionaries"

As soon as the march begins, demonstrators sing slogans and chants. Women sing and shout their claims in French, Arabic and Kabyle: “Repeal of the Personal Status law”, “Equal civil rights”, “Right to work and education without discrimination”, “Equality before the law”, *Argaz tamettouyth, anebnou tamurth*, in Kabyle language (Men and women together to build the country). Ululations are heard throughout the march. Demonstrators, with their index and middle fingers raised in the shape of the "V" of victory, smile widely at the photographers and cameras covering the demonstration. The hope for change is immense and palpable. However, although the march looks like a celebration, the atmosphere is tense and it can be seen on some faces. A women's march of this scale, for their rights and against the Personal Status Law, is an unprecedented event. Critics of women's associations are from different backgrounds. On Didouche Mourad street, there are many perplexed, curious or amused passers-by who watch the demonstration passing. Some kids shout “Abassi Madani!” who is one of the leaders of the Islamic Salvation Front. A name that will be shouted by supporters or militants of the *FIS* who confronted the marching women a little further down Grande Poste Square.

The march goes along the seafront on Che Guevara Boulevard, to the National People's Assembly building, the central venue in which the debates on the Personal Status Law took place and where it was passed in 1984. Ten years earlier, the first demonstrations against this law were held in front of this same *APN* building⁹.

Later, the march becomes a rally. The police stand in the way and seem to prevent the march from advancing further. This is where the recording of the camera that has guides us to this point ends and cuts off.

What the archives of the period 1989-1991 reveal

The work carried out since 2019 within the framework of the project *Archives des luttes des femmes en Algérie*¹⁰ helped us find several hundred documents related to feminist struggles of the 1980s and 1990s. These documents are now kept in

the personal archives of about fifteen women, in Algeria (Algiers, Tizi-Ouzou for the moment) and also abroad. In most of the groups and associations that have progressively disappeared or frozen their activities, it is their former activists who have recovered their archives. These documents, originally produced within the framework of collective actions and for some publicly disseminated, are now kept in private spaces. For years, these documents “slept” in drawers, boxes and cabinets. Our approach consists somehow in “waking them up” and exhuming them in order to make them visible and accessible. This long-term work is carried out thanks to a network of connections built up over time, and to relationships of trust built up with the owners of the documents. Social networks¹¹ represent an interface through which we can communicate our approach and connect with document owners.

The choice to focus on March 8, 1990, in this publication and in the exhibition that we have set up as part of the documenta is not trivial: it stems from the fact that the majority of the documents found are from the period between 1989 and 1991. Our digital collection under construction is thus largely made up of documents as diverse as calls to mobilize and demonstrate, statements, minutes of meetings, newsletters, journals, leaflets, brochures, stickers with political slogans, posters, photographs of actions and demonstrations, etc., from the years 1989, 1990 and 1991. We thought that this abundance of documents is a sign of a particularly intense and dynamic association activism during the brief period of openness that followed October 1988¹² and the adoption of a pluralist constitution, which seems to have lost momentum, or even stopped around 1991-1992. From those years on, the traces become rarer and more sporadic.

This hypothesis, which is formulated on the basis of activists' documents, is corroborated by other sources, as press articles on the Algerian feminist movement, research works and testimonies of activists who refer to the period from 1989 to 1991 as a kind of golden age of the social and political movement and militancy. The interruption of the democratic experience in 1992 and the attacks on the Algerian feminist movement by Islamist

militants and by the Algerian political regime, internal divergences, then the country's stalemate in violence and terrorism, got the better of the Algerian feminist movement at the beginning of the 1990s. The 1989-1990 period was its peak¹³. The recovered traces of the 1989 mobilizations, in particular those of the National Coordination of Women's organizations, and those of March 8, 1990, provide access to events, components of the feminist discourse at that time, and to some of their modes and means of action and struggle. However, we need to expand this documentation and crosscheck it with other sources, especially with oral testimonies and interviews conducted with both women and men actors who took part in

those rallies, attending them or as witnesses. It should be made clear that the written and visual documentation gives access only to certain aspects of this history. Archives des luttes des femmes en Algérie seeks to provide tools for reflection to those interested specifically in this history, by collecting feminist movement's documents and making them available, including various resources on the subject (press articles, literature references). We hope to fuel the debate and encourage critical, scientific or artistic initiatives around women's movement, and more specifically on the pivotal period from 1989 to 1991 and the militant, associative, political actions that took place during this period.

1. The term “associations féminines” in French (women's organizations) is used in particular by Malika Remaoun in her article “Les associations féminines pour les droits des femmes”, إنسانيات / *Insaniyat*, N°8, 1999, 129-143. While the word “feminist” was used by some associations and collectives in their declarations. It was more often referred to as women's associations or associations for women's rights, equality and emancipation. In this text, we alternately used the words “association” and “organization” to refer to non-profit organizations.

2. Despite a slight reform of the text in 2005, the Personal Status law did not change much since then and still maintains women under the guardianship of men.

3. The video footage was shot by Catherine Tessier, who had entrusted the tape to Caroline Brac de la Perrière, who digitized it. The photographs of the day are from the archives of photographer Rafik Zaïdi, as well as from the personal archives of Laouia Choualhi. The documents and posters of March 8, 1990 are from the personal archives of Caroline Brac de la Perrière, Zoulikha Benzine, Lynda Djouaher, Ferial Lalami, and Soumia Salhi. We are grateful to them for allowing us to use these documents for our exhibition at documenta (2022) and in this publication.

4. This description was printed on the tickets for the March 8, 1990 artistic gala.

5. The call in question is signed by the Association for the Emancipation of Women, the Association for Equality before the Law, the Independent Association for the Triumph of Women's Rights and *Voix de femmes* (Women's Voices)

6. Kahina (or Dihya) was a warrior queen who fought the Umayyads in the seventh century. Fatma n'Soumer (1830–1863) is figure of the resistance against the French conquest of Algeria in the 19th century. Hassiba Ben Bouali (1938–1957) was an anti-colonialist and resistance militant, within the National Liberation Front (FLN). She died during the Battle of Algiers. Kateb Yacine (1929–1989) was an Algerian writer, poet and playwright.

7. On March 8, 1989, the first demonstration of women's associations and collectives was organized a few days after the adoption of the new pluralist Constitution on February 23, 1989. This demonstration was, according to some activists, more spontaneous than that of March 8, 1990, which was prepared in advance and more important.

8. Myriam Ben, born Myriam Ben Haïm (1928–2001) was from a Jewish Chaoui family. She was a poet, painter, communist and anti-colonialist activist.

9. These first gatherings took place in 1981. We refer to the text by Ferial Lalami in this publication as well as to the interview we conducted with her.

10. The collective is currently composed of Saadia Gacem, Lydia Saidi and Awel Haouati, author of this text.

11. Particularly through the Facebook page of the project *Archives des luttes des femmes en Algérie*.

12. October 1988 is an episode in the contemporary history of Algeria during which demonstrations, strikes and riots occurred in several cities of the country.

13. In an article entitled “L’Odyssée du féminisme algérien” (The Odyssey of Algerian feminism), published in the weekly newspaper *La Nation* on the occasion of March 8, 1995 and providing an overview of the feminist movement from 1981 to 1991, the author believes that the “festivities of March 8, 1990 are the culmination of the feminist movement in Algeria. [...] The women marched with a common program for the celebration of March 8, 1990, through all the cities where their associations are present. This will have made this day a great success, proving that rallying pays off and that the differences of the organizations could be overcome through collective actions. The National Coordination of Women's Associations, on November 30 and December 1, 1989 in the hall of the People's Municipal Assembly of Algiers (*CPVA*), was another important event.

Le public du gala artistique organisé par
plusieurs associations de femmes le 8 mars
1990 à salle de cinéma Afrique, Alger.
Photographe inconnu-e.
Tirage photographique appartenant à Laouia
Choualhi.

The audience of the artistic gala organized
by several women's associations on March 8,
1990 at the Afrique movie theater, Algiers.
Unknown photographer.
Courtesy of Laouia Choualhi.

جمهور الحفل الفني الذي نظمته عدة جمعيات نسائية
في يوم ٨ مارس ١٩٩٠ في قاعة سينما "أفريقيا"
الجزائر العاصمة.
مصور(ة) مجهول(ة) الهوية.
صور فوتوغرافية مطبوعة لشخصية للاوية شوالحي.





La poétesse Myriam Ben sur la scène de la salle Afrique, lors du gala des associations de femmes, Alger, 8 mars 1990.
Photographe inconnu-e.
Tirage photographique appartenant à Laouia Choualhi.

The poetess Myriam Ben on the stage of the Afrique hall, during the gala of women's organizations, Algiers, March 8, 1990.
Unknown photographer.
Courtesy of Laouia Choualhi.

الشاعرة مريم بن علي خشية قاعة سينما "افريقيا" أثناء الحفل الذي نظمته الجمعيات النسائية، الجزائر العاصمة، ٨ مارس ١٩٩٠.
مصور(ة) مجهول(ة) الهوية.
صور فوتوغرافية مطبوعة شخصية للاوية شوالحي.



Marche des femmes du 8 mars 1990 à Alger.
Photographe inconnu-e.
Tirage photographique appartenant à Laouia Choualhi.

Women's demonstration on March 8, 1990 in Algiers.
Unknown photographer.
Courtesy of Laouia Choualhi.

مسيرة ٨ مارس ١٩٩٠ النسائية في الجزائر العاصمة.
مصور(ة) مجهول(ة) الهوية.
صور فوتوغرافية مطبوعة شخصية للاوية شوالحي.



PROTECTION
DE
L'ENFANCE
ABANDONNÉE

MOUVEMENT INDÉPENDANT

الحقوق في المأوى

DRUIT AU TRAVAIL SANS CONDITIONS



« Femmes en lutte – 8 mars 1990 », affiches réalisées pour le 8 mars 1990 à Alger par plusieurs associations de femmes. Affiches avec les œuvres de Baya (à gauche) et Mesli (à droite). Les artistes Baya, Mesli et Silem ont offert la reproduction de leurs œuvres en soutien aux luttes des Algériennes. Documents de Feriel Lalami.



"Femmes en lutte – 8 mars 1990" (Women in struggle), Posters created for the 8th of March 1990 in Algiers by several women's organizations. Posters with the works of the artists Baya (left) and Mesli (right). The painters Baya, Mesli and Silem offered reprints of their works in support of the struggles of Algerian women. Courtesy of Feriel Lalami.

"Femmes en lutte – 8 mars 1990" (نضال نساء - ٨ مارس ١٩٩٠)، ملصقات صممتها العديد من الجمعيات النسائية بمناسبة يوم ٨ مارس ١٩٩٠ بالجزائر العاصمة. ملصقات تحمل أعمال الفنانين باية (على اليسار) ومسلي (على اليمين). اقترح كل من الفنانين باية ومسلي وسيلم استنساخ أعمالهم دعماً لنضالات المرأة الجزائرية. وثائق شخصية لفريل لعلامي.



Bulletin spécial « 8 mars 1990 », n°2, association Voix de femmes de Boumerdes. 1990, 24 pages. Dans ce livret figurent le programme du 8 mars 1990 à Boumerdes, un poème, un texte sur le corps des femmes, la contraception et le droit à la parole, un autre sur le divorce et enfin une enquête sur le travail des femmes à Boumerdes. Document de Soumia Salhi.

Special issue Bulletin "March 8, 1990", No. 2, Voix de femmes (Women's Voices), a women's organization in Boumerdes, 1990, 24 pages. This booklet contains the agenda of March 8, 1990 in Boumerdes, a poem, texts about women's bodies, contraception and the right to speak, another on divorce and finally a survey on women's work in Boumerdes. Courtesy of Soumia Salhi.

نشرة خاصة بيوم "8 مارس 1990"، العدد ٢، جمعية صوت المرأة في بومرداس. ١٩٩٠. ٢٤ صفحة. يتضمن هذا الكتيب برنامج الاحتفاء بيوم ٨ مارس ١٩٩٠ بيومرداس: وقصيدة، ونصا حول جسد المرأة، وتحديد النسل وحق إبداء الرأي، ونصا آخر حول الطلاق وفي الأخير استبياناً بشأن عمل المرأة في بومرداس. وثيقة شخصية لسمية صالحي.

L'ASSOCIATION « VOIX DE FEMMES » DE BOUMERDES

Organise à l'occasion du 08 MARS 1990 à la salle de l'I.N.H. :

1. - Une exposition d'affiches, documents sur la lutte des femmes.
- Exposition-vente de travaux manuels et artistiques.
- Vente du bulletin n° 2 de l'association « Voix de femmes ».

2. Dimanche 4 mars 1990 à 17h00 :	des ligues des droits de l'homme et des partis politiques.
- Séance FILM débat.	
3. Lundi 5 mars 1990 à 14h00 :	5. Mercredi 7 mars 1990 à 16h00:
- Table ronde sur le thème « Les femmes au quotidien », animée par :	- Gala artistique avec :
• Mme Myriam Ben (écrivain-peintre).	• FELLAG (Comédien)
• Mme Souad KHODJA (sociologue).	et le ballet de BOUMERDES.
4. Mardi 6 mars 1990 à 17h00:	6. Jeudi 08 MARS 1990 :
- Conférence sur la question des droits des femmes avec les représentants	- Matinée artistique à 11h00 à la salle HARCHA (ALGER).
	- Marche à partir de 15h00.

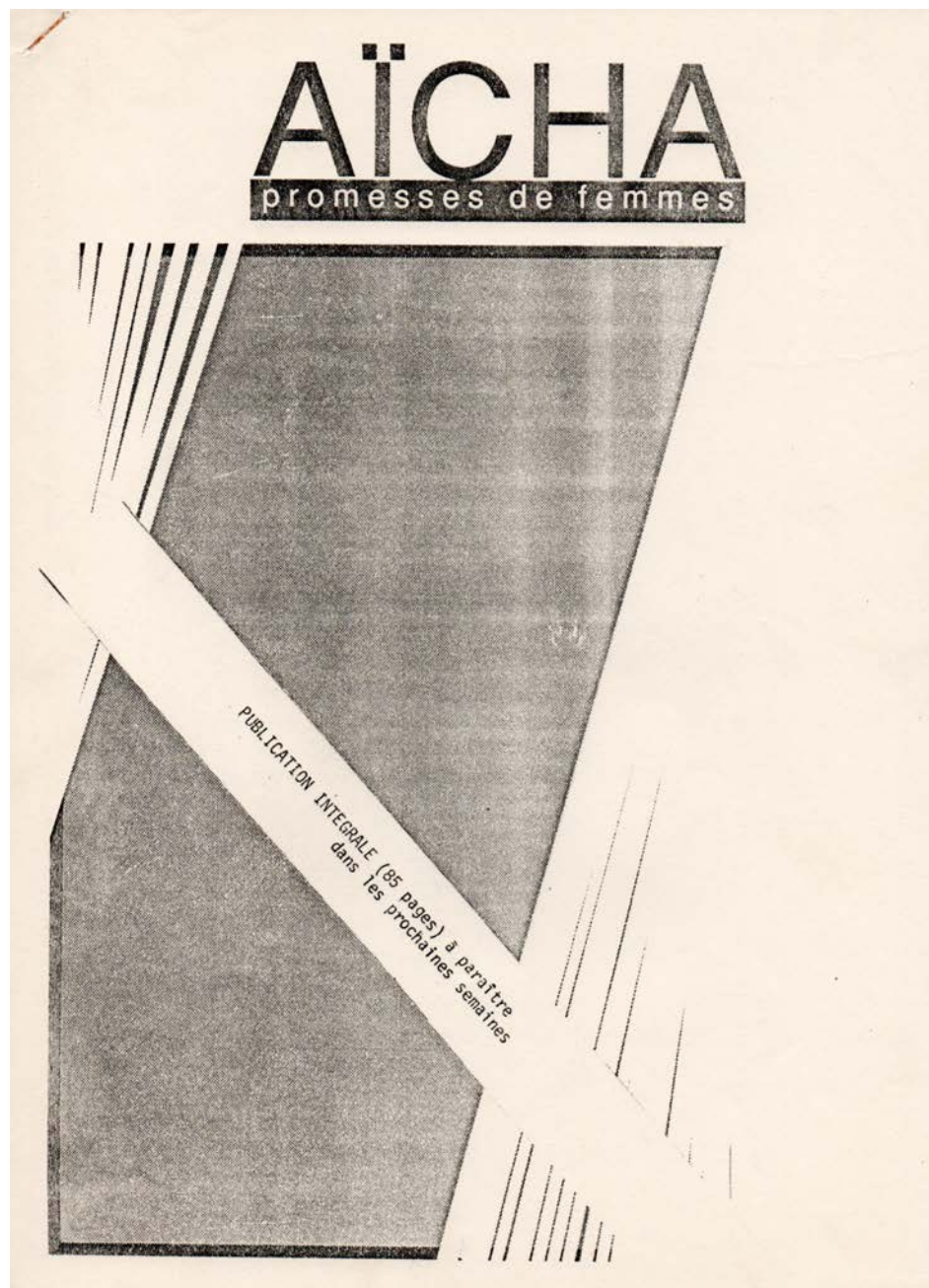
INFORMATIONS

Contacts avec les jeunes :

Un programme commun d'activités culturelles a été élaboré par l'association et le centre culturel Issiakhem de Boumerdes. Pour plus d'information et surtout pour une éventuelle participation et contribution, vous pouvez prendre contact avec les membres du bureau de l'association.

SOMMAIRE

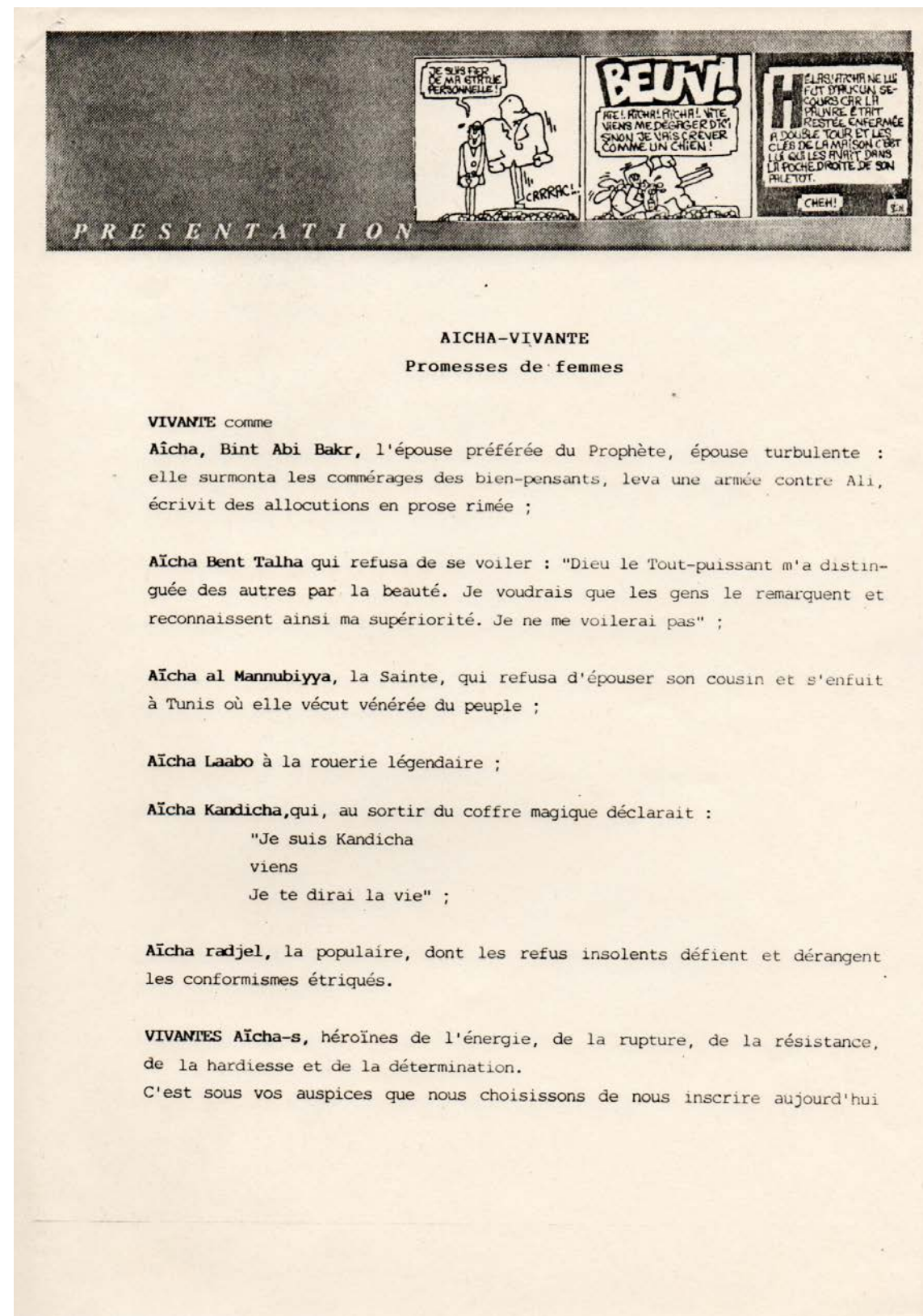
	Page
Programme du 8 mars	2
Poème de B. MYRIAM	
Message de Nouredine Aba	3
Les femmes, leur corps et la contraception ou le droit à la parole	4
Ledivorce	5
De Hûda Shaârawi et Clara Zetkin	7
Analyse de la situation des femmes	10
Délire Rachid MIMOUNI.	14
Enquête	16

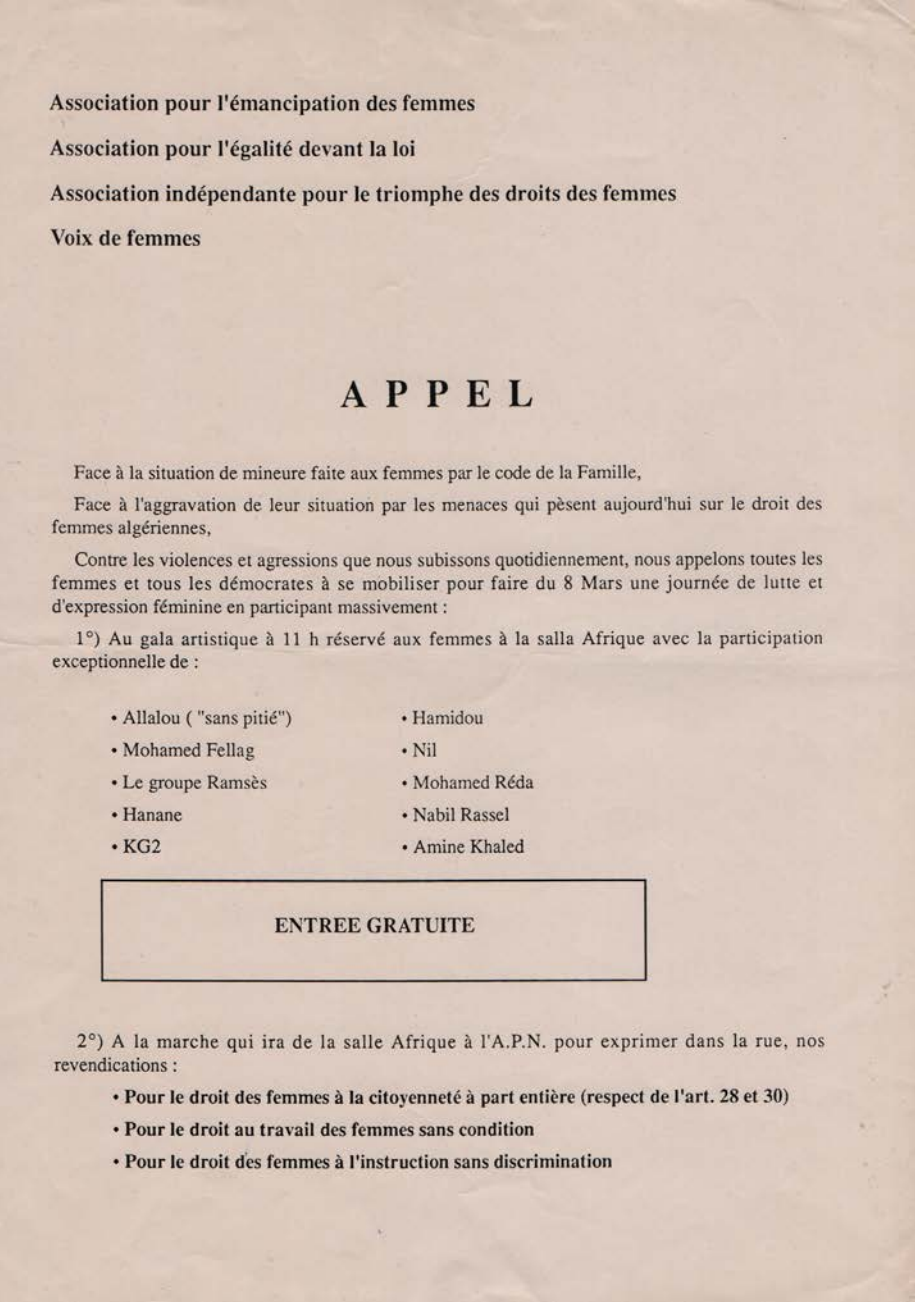


Livret « Aïcha. Promesses de femmes », groupe Aïcha, Alger, 8 mars 1990, 7 pages. Un texte évoque les raisons de la création de groupe Aïcha. Un autre revient sur les origines du 8 mars au niveau international. Document de Soumia Salhi.

“Aïcha. Promesses de femmes” (Aïcha. Women's promises) booklet, Groupe Aïcha (Aïcha Group), Algiers, March 8, 1990, 7 pages. A text explains the reasons for the creation of the Aïcha group. Another text looks back at the origins of the day of March 8 on an international level. Courtesy of Soumia Salhi.

كتيب “Aïcha. Promesses de femmes” (عائشة. وعود نساء)، مجموعة عائشة. الجزائر العاصمة، ٨ مارس ١٩٩٠، ٧ صفحات. يذكر النص الدوافع وراء تأسيس مجموعة عائشة. ويتطرق نص آخر إلى جذور يوم ٨ مارس على الصعيد الدولي. وثيقة شخصية لسمية صالحي.





Appel pour le 8 mars 1990 signé par quatre associations : Association pour l'émancipation de la femme, Association pour l'égalité devant la loi, Association indépendante pour le triomphe des droits des femmes et Voix de femmes, Alger, 1990. Elles appellent à se mobiliser pour le 8 mars en participant au gala organisé à la salle de cinéma Afrique – dont le programme est détaillé en dessous - et à la marche vers l'Assemblée Populaire Nationale. Document de Soumia Salhi.

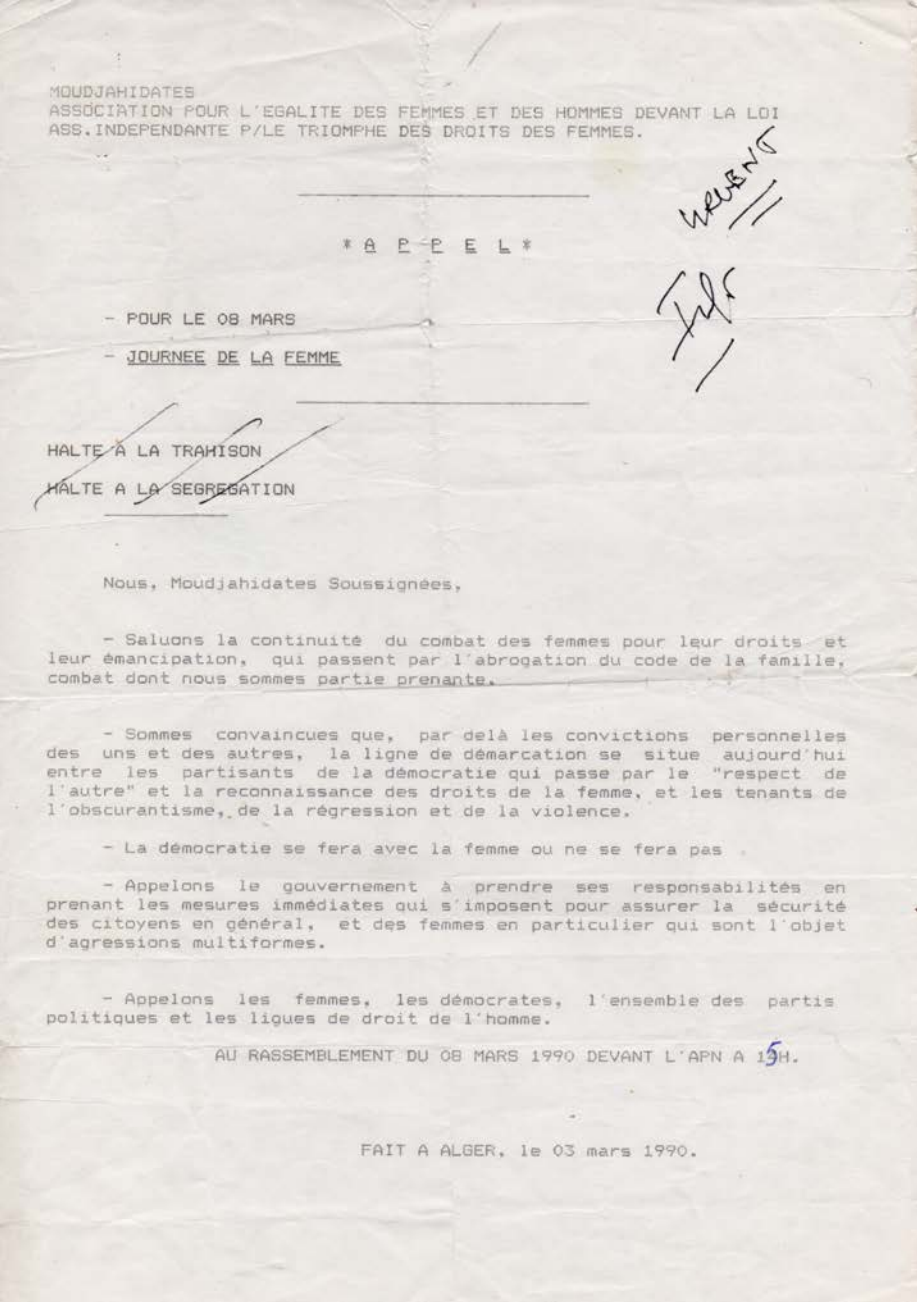
Call for March 8, 1990 signed by four associations: Association for the Emancipation of Women, Association for Equality before the Law, Independent Association for the Triumph of Women's Rights and Voix de femmes (Women's Voices), Algiers, 1990. They call to rally on March 8 by participating in the gala organized at the Afrique Movie Theater, of which the detailed agenda is below, and in the demonstration towards the National Popular Assembly. Courtesy of Soumia Salhi.

دعوة للمشاركة في يوم ٨ مارس ١٩٩٠ موقعة من طرف أربع جمعيات: جمعية تحرير المرأة (AEF)، وجمعية المساواة أمام القانون، والجمعية المستقلة من أجل نصر حقوق المرأة (AITDF) وجمعية صوت المرأة (Voix de femmes)، الجزائر العاصمة، ١٩٩٠. تدعو الجمعيات إلى التعبئة والتظاهر بمناسبة يوم ٨ مارس من خلال المشاركة في الحفل الذي ينظم على مستوى سينما "أفريقيًا" والذي تُعرض تفاصيل برنامجه أدناه، إضافة إلى المسيرة نحو المجلس الشعبي الوطني. وثيقة شخصية لسمية صالحي.

Appel pour le 8 mars 1990 signé par : les moudjahidate, l'Association pour l'égalité des femmes et des hommes devant la loi et l'Association indépendante pour le triomphe des droits des femmes, Alger, 3 mars 1990. Elles appellent au rassemblement devant l'APN le 8 mars 1990 à 15h. Document de Soumia Salhi.

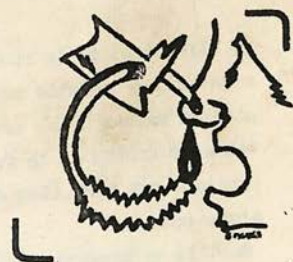
Call for March 8, 1990 signed by the *mujahidat*, the Association for the Equality of Women and Men before the Law and the Independent Association for the Triumph of Women's Rights, Algiers, 3 March 1990. A call for a rally in front of the National Popular Assembly (parliament) on March 8, 1990 at 3p.m. Courtesy of Soumia Salhi.

دعوة للتجمع بمناسبة ٨ مارس ١٩٩٠ موقعة من طرف: المجاهدات، جمعية المساواة بين المرأة والرجل أمام القانون (AEHLF)، والجمعية المستقلة من أجل نصر حقوق المرأة (AITDF)، الجزائر العاصمة، ٣ مارس ١٩٩٠. تدعو الجمعيات إلى التجمع أمام المجلس الشعبي الوطني يوم ٨ مارس على الساعة الثالثة زوالاً (١٥:٠٠). وثيقة شخصية لسمية صالحي.



IZERFAN N' TMETTUT! SPECIAL 8 MARS

bulletin n° 2

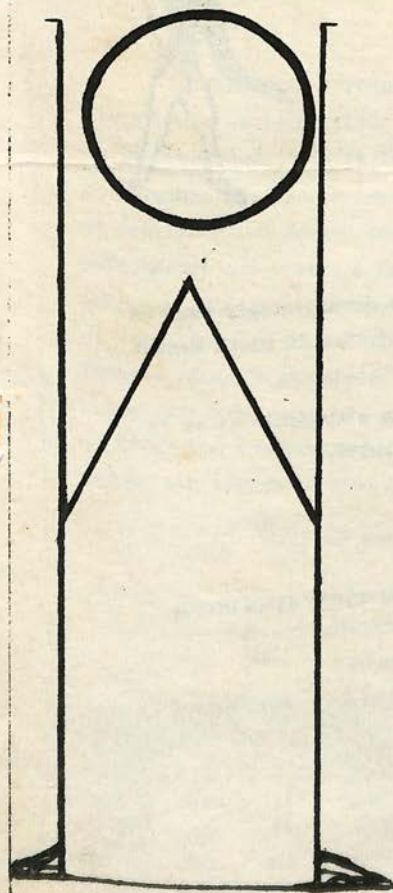


Le 08 Mars est pour nous femmes, une journée importante tant par ce qu'elle symbolise que par ce qu'elle nous laisse espérer.

Le 08 Mars symbolise la lutte que des femmes ont commencée quand elles ont pris conscience de leur condition et qu'elles ont élevées la voix.

Le 08 Mars laisse espérer la continuité de cette lutte, de ce combat pour imposer une société équilibrée dans laquelle la femme et l'homme auraient leurs pleins droits.

L'Algérienne fait partie de ce combat ancien et futur.



C'est pour cela qu'en fait notre ce long cheminement de contestation; et nous revendiquons pour commencer le droit de retourner sur les traces de toutes celles qui pendant la guerre de libération étaient à l'avant des batailles que ce soit au maquis ou dans leurs foyers, ces mêmes femmes à qui on a interdit de parler en 1962 quand elles ont dit qu'elles en avaient marre du veile et qu'elles voulaient d'autres horizons.

De retourner sur les traces de celles qui ont essayé au plus fort de la répression de s'élever individuellement ou collectivement contre cet ordre, ce système qui a voulu les maintenir dans un état d'être de seconde zone. Ce combat est le notre et nous le continuerons.

Octobre est venu porteur d'espoir pour toutes les militantes de la liberté il a permis l'expression plus nette de la conscience femme, qui commençait à devenir action mais aussi cet état a permis à des courants de s'exprimer plus franchement et à déclarer la guerre à la femme, cet être le plus facilement "ciblable", d'agression reconnue de plus belle :



Publication af.it

Prix: 3 da

Bulletin « Izerfan n'Tmettut, spécial 8 mars 1990 », n°2, association Izerfan n'Tmettut [« les droits de la femme » en kabyle], Tizi Ouzou, 1990, 12 pages. Dans le bulletin : textes sur le 8 mars et sa symbolique, les « objectifs de l'association », ses activités, la plateforme de la rencontre nationale des associations de femmes de 1989 et une lettre à « M. le député ». En quatrième de couverture, une illustration non signée.

Document de Zoulikha Benzine.

"Izerfan n'Tmettut", special issue of the newsletter for March 8, 1990, No. 2, Izerfan n'Tmettut (Women's rights in Kabyle) association, Tizi-Ouzou, 1990, 12 pages. In the bulletin: texts on the 8th of March and its symbolism, the objectives of the association, its activities, the platform of the 1989 national gathering of women's organizations and a letter addressed to "Mr. The Member of Parliament". An unsigned illustration on the back cover. Courtesy of Zoulikha Benzine.

نشرة من إصدار جمعية إزرفان نتمتوت، عدد خاص بيوم 8 مارس 1990، العدد 2، جمعية إزرفان نتمتوت [« حقوق المرأة » باللغة القبايلية]، تيزي وزو، 1990، 12 صفحة. تتضمن النشرة نصوص حول يوم 8 مارس ورمزيته، أهداف الجمعية ونشاطاتها، ومنهاج عمل اللقاء الوطني للجمعيات النسائية عام 1989 ورسالة إلى « السيد النائب ». يظهر على الغلاف الخلفي للنشرة رسم توضيحي بدون توقيع. وثيقة شخصية لزوليكهة بن زين.



Images issues d'une vidéo (VHS) du gala et de la manifestation organisés par les associations de femmes le 8 mars 1990 à Alger.
Images Catherine Tessier,
Document de Caroline Brac de la Perrière.

Screenshots from a video (VHS) of the gala and demonstration organized by women's associations on March 8, 1990 in Algiers.
Images by Catherine Tessier,
Courtesy Caroline Brac de la Perrière.

صور (لقطة شاشة) مستخرجة من فيديو لحفل و مظاهرة، نظمتهما الجمعيات النسوية، يوم ٨ مارس ١٩٩٠ بالجزائر.
صور لكاترين تيسيير،
وثيقة شخصية لكرولين براك دولابريير.



Carnets de bons pour les entrées au Gala du 8 mars 1990, Coordination nationale des femmes. Alger, 1990. Deux carnets : l'un à 50 dinars, l'autre à 100 dinars. Documents de Caroline Brac de la Perrière.

Books of entrance vouchers for the Gala of March 8, 1990, Women National Coordination. Algiers, 1990. Two types of vouchers: one at 50 dinars, the other at 100 dinars. Courtesy of Caroline Brac de la Perrière.

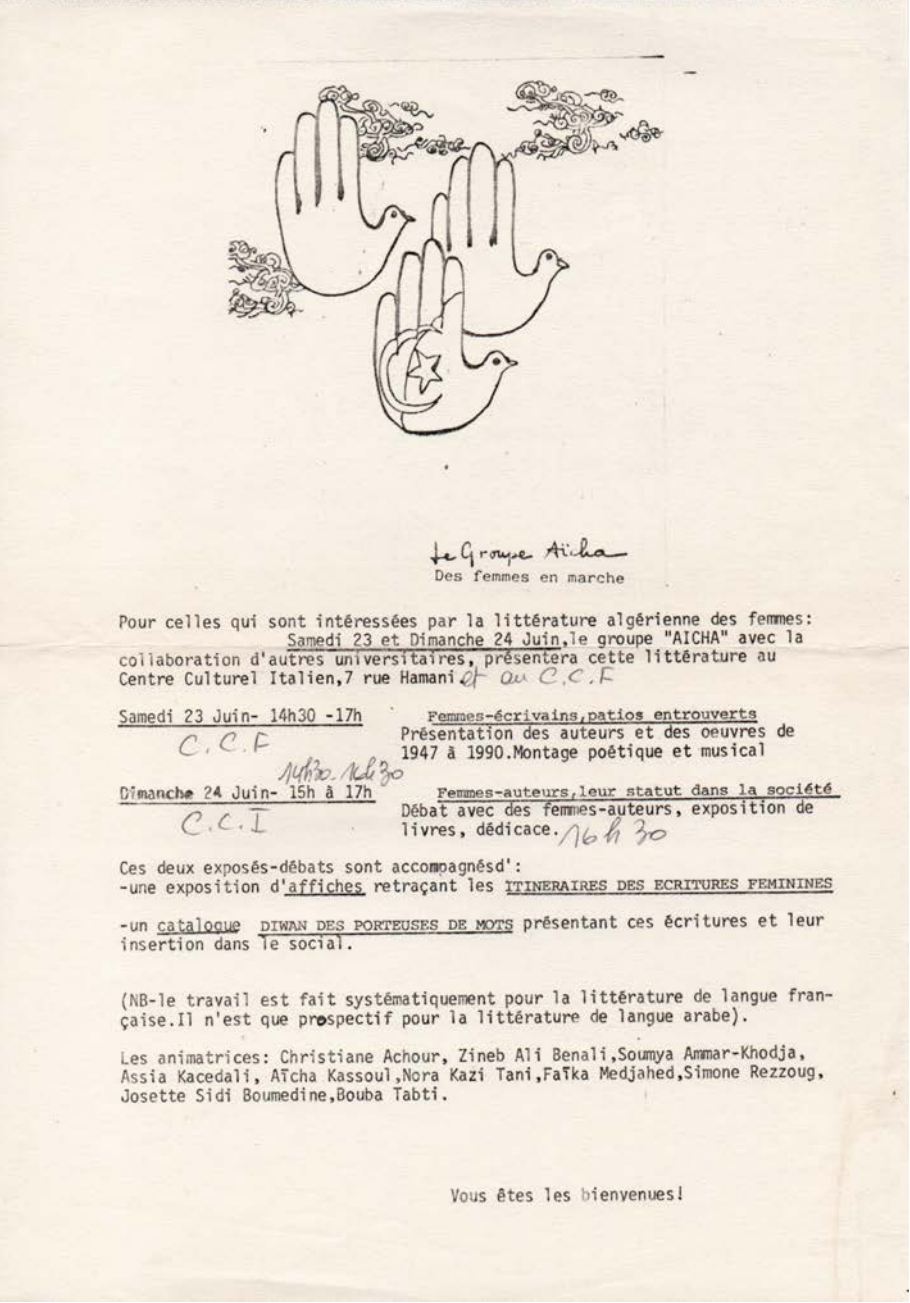
دفاتر تذاكر الدخول إلى حفل ٨ مارس ١٩٩٠، التنسيق الوطنية للمرأة، الجزائر العاصمة، ١٩٩٠. دفاترين: أحدهما بخمسين (٥٠) ديناراً والآخر بمائة (١٠٠) دينار. وثائق شخصية لكارولين براك دي لا بيرrière.

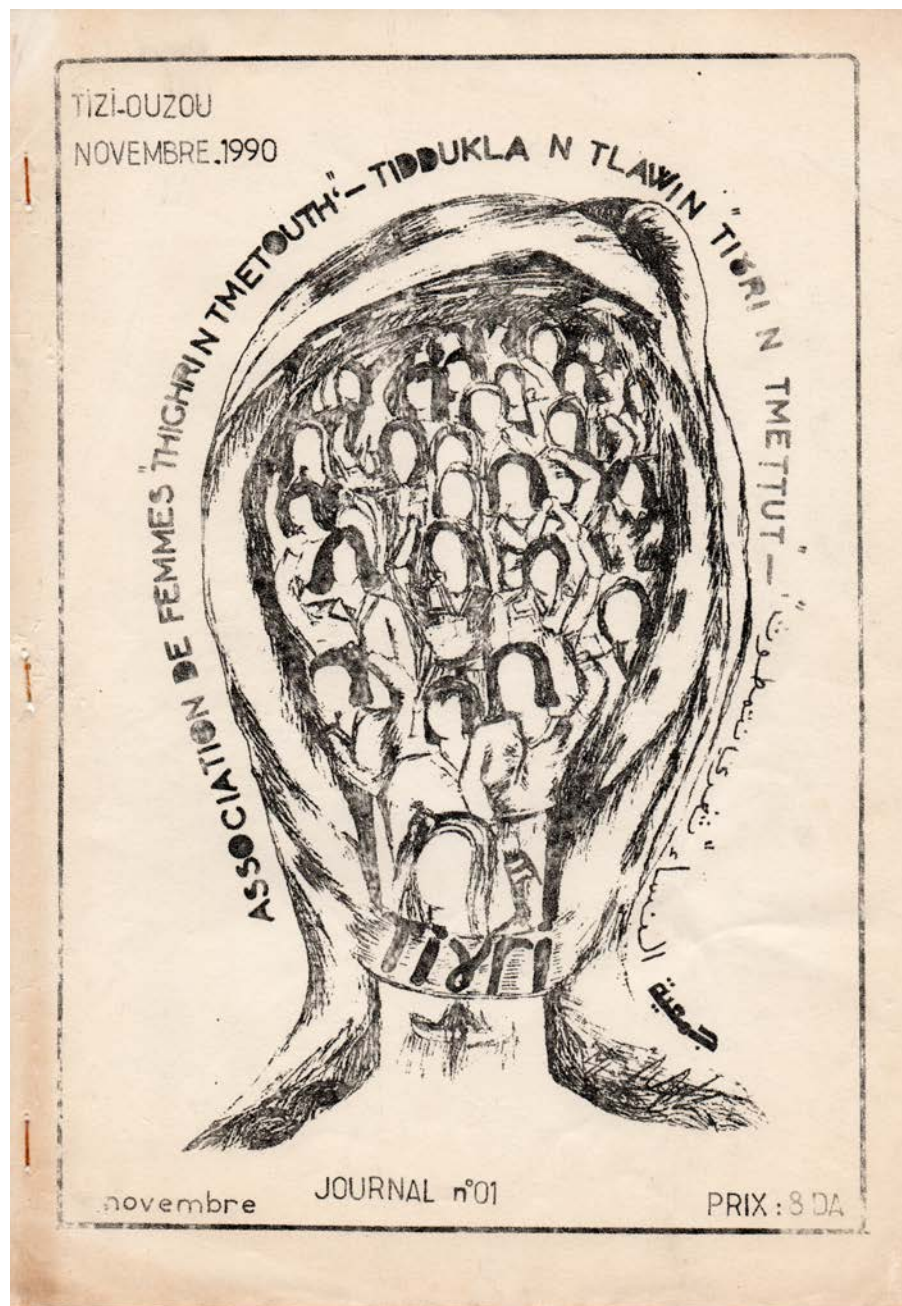


Autocollant spécial 8 mars 1990 de l'Association pour l'émancipation de la femme, Alger, 1990. Cet autocollant a été vendu et distribué lors de la journée du 8 mars 1990. Document de Soumia Salhi.

A sticker for March 8, 1990 of the Association for the Emancipation of Women, Algiers, 1990. This sticker was sold and distributed on March 8, 1990. Courtesy of Soumia Salhi.

ملصق جمعية تحرر المرأة (AEF) خاص بيوم ٨ مارس ١٩٩٠، الجزائر العاصمة، ١٩٩٠. تم بيع هذا الملصق وتوزيعه في ٨ مارس ١٩٩٠. وثيقة شخصية لسمية صالح.





Journal n°1 de l'association Tighri n'Tmettut, Tizi Ouzou, novembre 1990, 20 pages. Dans ce journal un préambule sur la signification de Tighri n'Tmettut, un texte sur le droit de vote, un autre sur les activités de l'association, un texte sur l'histoire « du mouvement associatif féminin à l'échelle nationale », un article sur le sport à Tizi Ouzou, un conte kabyle, quelques mythes sur la femme kabyle et enfin un texte en arabe sur le patriarcat.
Document de Soumia Salhi.

Issue No. 1 of Tighri n'Tmettut journal, Tizi-Ouzou, November 1990, 20 pages. In this journal: a preamble on the meaning of Tighri n'Tmettut, a text on the right to vote, another on the activities of the association, a text on the history "of the women's movement at the national level", an article on sports in Tizi-Ouzou, a Kabyle tale, some myths about Kabyle women and finally a text in Arabic on patriarchy.
Courtesy of Soumia Salhi.

المجلة النسوية رقم ١ من إصدار جمعية "تيفري
تتمتوت" (صرخة النساء) تيزي وزو، نوفمبر ١٩٩٠،
٢٠ صفحة. في هذه المجلة، ديباجة حول معنى "تيفري
تتمتوت" وعدة نصوص حول الحق في التصويت
ونشاطات الجمعية وتاريخ "الحركة الجمعوية النسوية
على الصعيد الوطني"، ومقال حول الرياضة في تيزي وزو،
وحكاية قبائلية، وبعض الأساطير حول المرأة القبائلية
وفي الأخير نص باللغة العربية حول نظام الأبوية.
وثيقة شخصية لسمية صالحي.

PREAMBULE

QUE SIGNIFIE "TIGHRI N'TMETTUT"?

TIGHRI porte des significations multiples qui reflètent toutes l'expression verbale.

Sachant combien le contexte social valorise peu l'expression verbale chez les femmes puisque discrétion et silence leur sont recommandés, TIGHRI s'affirme comme le message dont le sens s'inscrit dans l'espace imparti aux femmes.

TIGHRI exprime la révolution des femmes pour la participation à la vie active, et leur désir d'être entendues et comprises.

1) TIGHRI signifie d'abord L'APPEL.

APPEL à la communication, à la rencontre, à l'altérité, à la reconnaissance mutuelle pour sortir de l'anonymat et de la mise à l'écart.

APPEL qui semble dire "JE SUIS LA, NE ME VOYEZ-VOUS PAS?".

APPEL pour participer et ne plus exister "à côté" de la vie.

2) TIGHRI, c'est aussi le CRI qui exprime la détresse due au silence dans lequel les femmes sont reléguées. Il révèle l'incompréhension, la mystification et les mutilations qui entourent son existence et ses raisons d'être ainsi que sa place dans la société.

CRI dirigé vers l'autre comme l'appel mais angoissé et non plus serein.

CRI qui dénonce l'aliénation et les clichés stéréotypés et fantasmatiques où les confine l'imaginaire collectif.

3) TIGHRI traduit également le "YOU-YOU" (TIGHRATIN) au pluriel.

Le YOU-YOU exprime aussi bien la joie des réjouissances que l'encouragement aux guerriers. Il est une forme de participation active spécifiquement féminine, signifiant l'enthousiasme. Il exprime la lutte et la détermination pour la vie face à la mort.

Le YOU-YOU est aussi une forme de célébration du courage et de la valeur des martyrs en consolation de la douleur de leur perte. Il est un élan de solidarité qui signifie " NOUS SOMMES AVEC VOUS, NOUS VOUS SOUTENONS".

Le YOU-YOU est non seulement l'appel à la convivialité (être ensemble, partager, se soutenir) mais aussi l'appel à la participation dynamique contre les forces mortifères qui étouffent son enthousiasme. Il est surtout l'appel à la vie.

4) TIGHRI signifie l'ECHO dans certaines régions.

L'ECHO est le retentissement sonore redondant d'une expression verbale. Il n'est pas l'expression verbale directe, immédiate. C'est l'expression médiatisée à travers les chuchotements des multiples dédales que traverse le message pour parvenir à destination et être au maximum. C'est l'appel réitéré à l'infini, repris par chacun et retransmis. L'appel à la communication, à la reconnaissance de chacun, à la convivialité.

L'ECHO qui se répécute pour transmettre le message des femmes le plus loin possible, c'est ce soutien indirect, c'est aussi cette médiation, tâche à laquelle ce journal s'efforce de contribuer également.

B. ALLICHE.

1991



Marche contre la guerre du Golfe et en soutien à la Palestine, Alger, 24 janvier 1991.
Photographie de Rafik Zaidi.
Archives du photographe.

March against the Gulf War and in support of Palestine, Algiers, January 24, 1991.
Photograph by Rafik Zaidi.
Courtesy of the photographer.

مسيرة مناهضة لحرب الخليج وداعمة لفلسطين،
الجزائر العاصمة، ٢٤ جانفي ١٩٩١.
صورة رفيق زايدي.
أرشيف شخصي للمصور.

APPEL DES MOUDJAHIDATES A UNE MARCHE POUR LA PAIX

Une guerre meurtrière et dévastatrice frappe durement le peuple frère Irakien. En quelques jours le tonnage des bombes larguées sur l'Irak dépasse en puissance la bombe Atomique qui a rasé Hiroshima en 1945. Cette guerre d'agression est livrée par l'Armada U.S soutenue par les armes de l'OTAN et les régimes Arabes réactionnaires : l'Arabie Séoudite, l'Egypte, la Syrie, le Maroc.

Ainsi, ces armées coalisées sèment la destruction, la terreur, et la mort. Les enfants, les femmes et les hommes du peuple d'Irak sont écrasés par les bombes. Le potentiel économique et militaire accumulé par le peuple frère Irakien subit les pires destructions.

La guerre risque de s'étendre, d'étendre avec elle la ruine, remettre en cause les progrès réalisés par les peuples Arabes aux prix de quels sacrifices!

Nous, Moudjahidates de la guerre de Libération Nationale, qui avons souffert dans notre chair des horreurs de la guerre.

Nous femmes qui avons la vocation de donner la vie et de la préserver. Craignons notre colère, notre indignation et notre condamnation de cette guerre d'agression.

Halte à la guerre et à l'agression!
Assez de sang, de mort et de destruction!
Paix en Irak et au Golfe!
Soutien multiforme au peuple frères dans la région, notamment le peuple Palestien
Martyr

Alger le 20 Janvier 1991

Cette marche aura lieu Jeudi 24 Janvier 1991 à 15 heures
Départ : Place Audin
Direction: Siège des Nations Unies, rue Claude Debussy à Alger.

« Appel des moudjahidate à une marche pour la paix », Alger, 20 janvier 1991.
Dans cet appel les moudjahidate dénoncent « une guerre meurtrière et dévastatrice » et appellent à une marche contre la guerre et pour la paix le 24 janvier 1991, départ place Audin en direction du siège de l'ONU, rue Claude Debussy, Alger centre.
Document de Soumia Salhi.

"Call of the *mujahidat* to march for peace", Algiers, January 20, 1991.
In this call, the *mujahidat* denounced "a murderous and devastating war" and called for a march against the war and for peace on January 24, 1991. Departure from Audin Square toward UN headquarters, Claude Debussy Street, Algiers Centre.
Courtesy of Soumia Salhi.

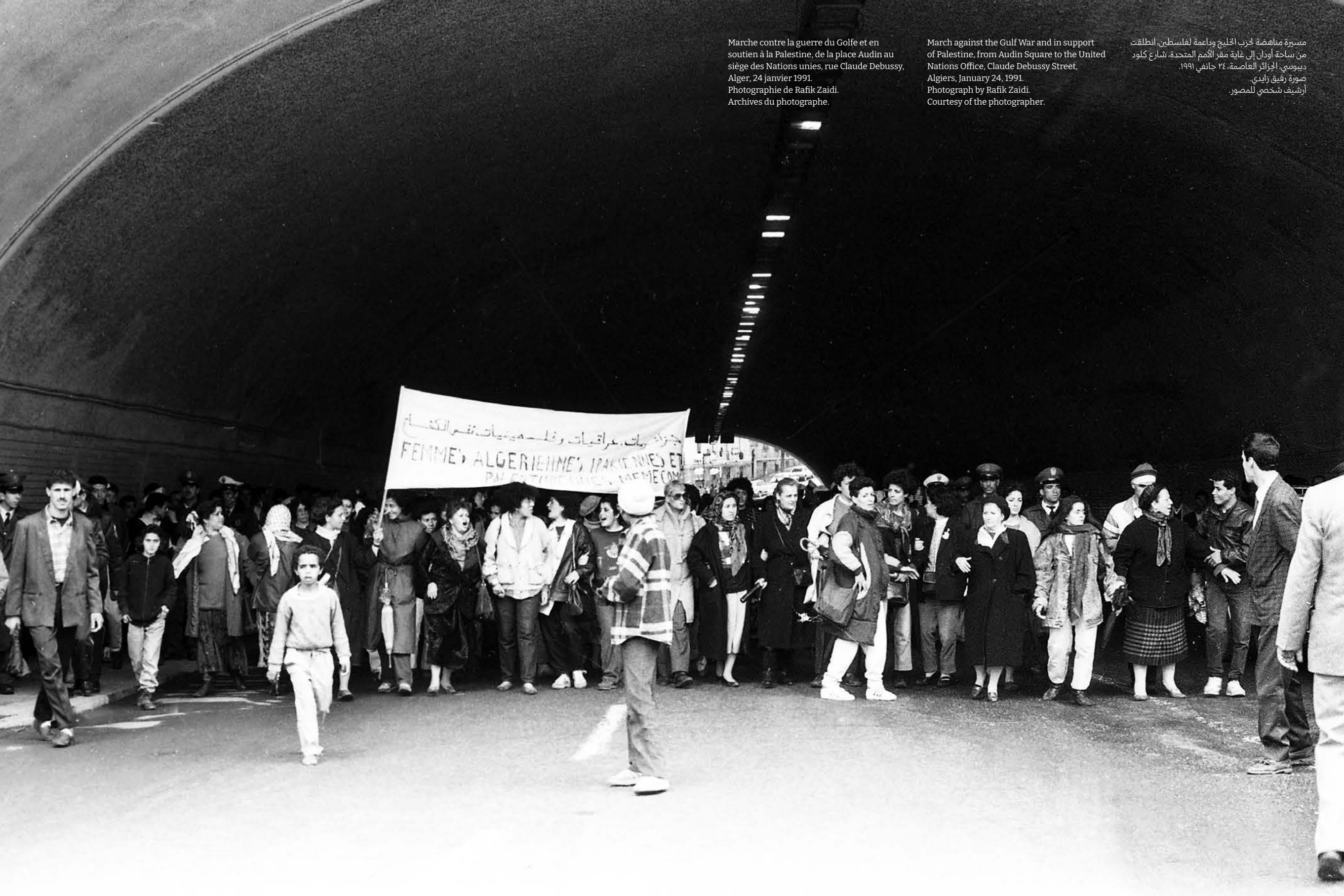
"دعوة المجاهدات إلى مسيرة من أجل السلام"، الجزائر العاصمة، ٢٠ جانفي ١٩٩١.
تندد المجاهدات في هذه الدعوة، "بحرب دامية ومدمرة" وتدعو إلى مسيرة ضد الحرب ومن أجل السلام يوم ٢٤ جانفي ١٩٩١، انطلاقا من ساحة أودان باتجاه مقر الأمم المتحدة، شارع كلود دييوسي، الجزائر الوسطى.
وثيقة شخصية لسمية صالحي.



Marche contre la guerre du Golfe et en soutien à la Palestine, Alger, 24 janvier 1991.
Photographie de Rafik Zaidi.
Archives du photographe.

March against the Gulf War and in support of Palestine, Algiers, January 24, 1991.
Photograph by Rafik Zaidi.
Courtesy of the photographer.

مسيرة مناهضة لحرب الخليج وداعمة لفلسطين، الجزائر العاصمة، ٢٤ جانفي ١٩٩١.
صورة رفيق زايدي.
أرشيف شخصي للمصور.



Marche contre la guerre du Golfe et en soutien à la Palestine, de la place Audin au siège des Nations unies, rue Claude Debussy, Alger, 24 janvier 1991.
Photographie de Rafik Zaidi.
Archives du photographe.

March against the Gulf War and in support of Palestine, from Audin Square to the United Nations Office, Claude Debussy Street, Algiers, January 24, 1991.
Photograph by Rafik Zaidi.
Courtesy of the photographer.

مسيرة مناهضة لحرب الخليج وداعمة لفلسطين، انطلقت من ساحة أودان إلى غاية مقر الأمم المتحدة، شارع كلود ديبوسي، الجزائر العاصمة، ٢٤ جانفي ١٩٩١.
صورة رفيق زايدي.
أرشيف شخصي للمصور.

Marche contre la guerre du Golfe et en soutien à la Palestine, Alger, 24 janvier 1991.
Photographie de Rafik Zaidi.
Archives du photographe.

March against the Gulf War and in support of Palestine, Algiers, January 24, 1991.
Photograph by Rafik Zaidi.
Courtesy of the photographer.

مسيرة مناهضة لحرب الخليج وداعمة لفلسطين،
الجزائر العاصمة، ٢٤ جانفي ١٩٩١.
صورة رفيق زايدى.
أرشيف شخصي للمصور.





Algier, 1991.
Photographie de Rafik Zaidi.
Archives du photographe.

Algiers, 1991.
Photograph by Rafik Zaidi.
Courtesy of the photographer.

الجزائر العاصمة، ١٩٩١.
صورة رفيق زايدى.
أرشيف شخصي للمصور.



Autocollant en forme de main « Je vote moi-même », Association pour l'émancipation de la femme (AEF), Alger, 1991. 5 autocollants. Une campagne de la coordination nationale de femmes a été lancée contre la nouvelle loi électorale qui autorise jusqu'à trois procurations par personne et permet à l'homme de voter à la place de sa ou ses conjointes sur simple présentation du livret de famille. Documents de Soumia Salhi.



Stickers in the shape of hand "Je vote moi-même" (I vote myself), Association for the Emancipation of Women, Algiers, 1991. The Women's National Coordination ran a campaign against the new electoral law that allows up to three proxies per person and permits a husband to vote instead of his wife or wives upon presentation of the family record book. Courtesy of Soumia Salhi.

ملصق على شكل يد "أصوت بنفسى"، جمعية تحرر المرأة (AEF)، الجزائر العاصمة، ١٩٩١. ٥ ملصقات. حملة أطلقتها التنسيق الوطنية للنساء ضد القانون الانتخابي الجديد الذي يسمح حتى ثلاث وكالات لكل شخص كما يسمح للرجل بالتصويت بدلاً من زوجته أو زوجاته بمجرد تقديمه للدفتى العائلى. وثائق شخصية لسمية صالحى.



Journal « Nyssa - نيسة », n°6, Alger, 24 juillet-6 août 1991. En couverture « Hassiba Boulmerka, je ne suis pas un gadget ».

Journal bimensuel lancé par la journaliste et militante Salima Ghezali. Dans ce numéro 6, un article intitulé « Le pétrole des idées sans les femmes », un conte « Qui l'emporte l'homme ou la femme », un entretien avec Samia Balistrout « Le plaisir de plonger », une rubrique esthétique, une autre santé et enfin cuisine et conseils pratiques.

Exemplaire de Caroline Brac de la Perrière.

"Nyssa - نيسة" paper, No. 6, Algiers, July 24 - August 6, 1991, 8 pages. On the cover "Hassiba Boulmerka: I am not a gadget".

A bi-monthly paper launched by the journalist and activist Salima Ghezali. In this issue 6, an article entitled "Le pétrole des idées sans les femmes", a tale "Qui l'emporte l'homme ou la femme", an interview with Samia Balistrout "Le plaisir de plonger", a beauty section, "another health" and finally "cooking and practical advice".

Courtesy of Caroline Brac de la Perrière.

مجلة نيسة، العدد رقم ٦، الجزائر العاصمة، ٢٤ جويلية - أوت ١٩٩١، ٨ صفحات. يظهر على الغلاف "حسبية بولمرقة، أنا لست أداة". مجلة تصدر كل شهرين أطلقتها الصحفية والناشطة سليمة غزالي. في هذا العدد ٦، يوجد مقال بعنوان "Le pétrole des idées sans les femmes"، قصة بعنوان "Qui l'emporte l'homme ou la femme" (من الذي سيفوز الرجل أم المرأة)، ومقابلة مع سامية باليسترو "متعة الغوص"، وقسم يعني بالجمال وآخر بالصحة وفي الأخير، الطبخ ونصائح عملية.

نسخة لكارولين براك دو لا بيرrière.



Journal « Nyssa - نيسة », spécial ramadan, Alger, avril 1991, 8 pages. En couverture « Violence. Cités universitaires sous haute surveillance ». Dans ce numéro un article sur la loi électorale, un autre sur les violences dans les cités universitaires des étudiantes et un texte dans la rubrique femmes et culture « C'est elles qu'on assassine ».

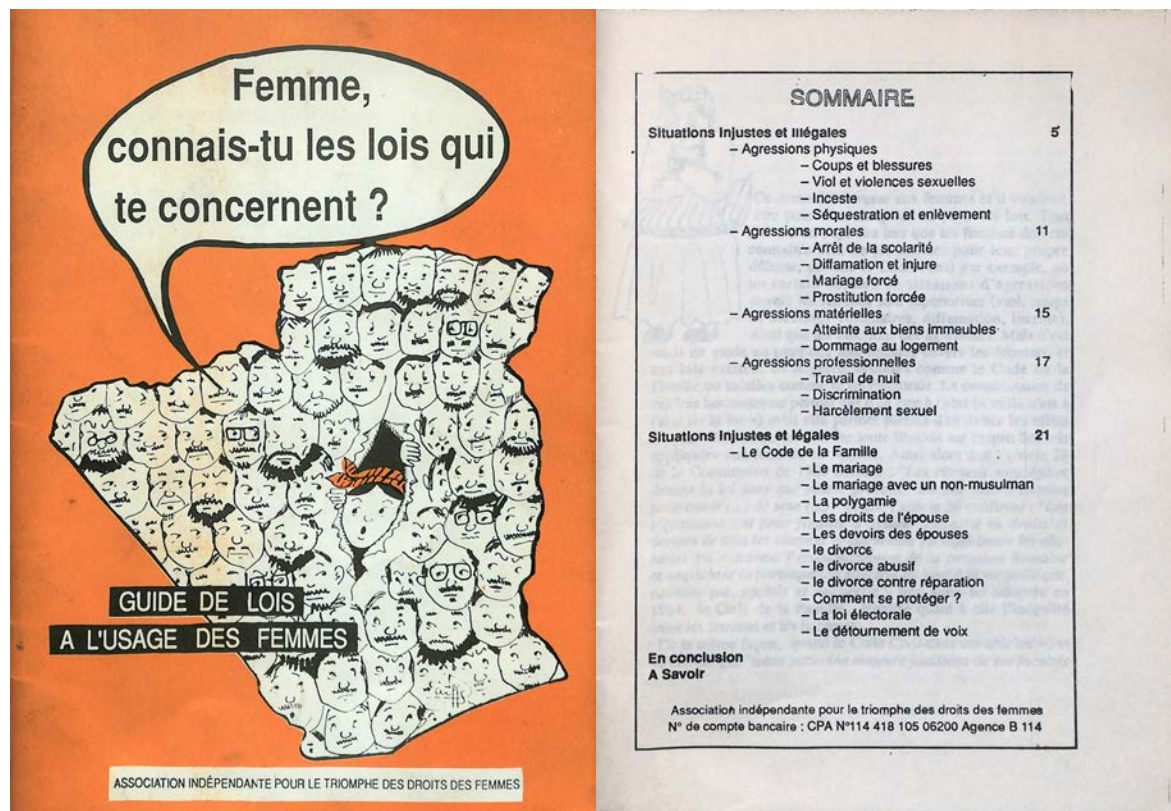
Exemplaire de Caroline Brac de la Perrière.

"Nyssa - نيسة" paper, special Ramadan issue, Algiers, April 1991, 8 pages. On the cover "Violence. University campuses under high surveillance". In this issue, an article on the electoral law, another on the violence on the university campuses of female students and a text in the women and culture section "C'est elles qu'on assassine" (Women are being murdered).

Courtesy of Caroline Brac de la Perrière.

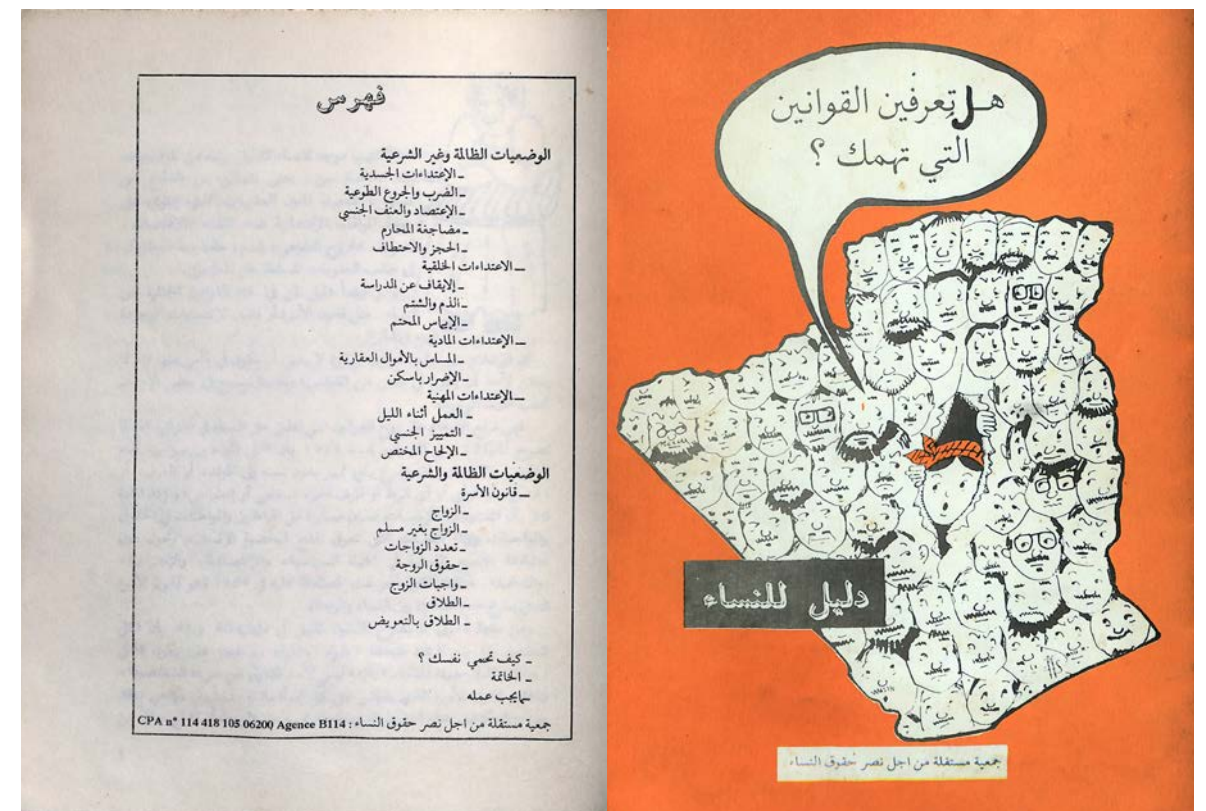
مجلة نيسة، عدد خاص برمضان، الجزائر العاصمة، أبريل ١٩٩١، ٨ صفحات. يظهر على الغلاف "العنف. إقامات جامعية تحت رقابة مشددة". يتضمن هذا العدد، مقالا حول قانون الانتخابات وآخر حول العنف في الإقامات الجامعية للطالبات ونص في قسم النساء والثقافة معنون "هنّ اللواتي نقتل".

نسخة لكارولين براك دو لا بيرrière.



« Femme, connais-tu les lois qui te concernent ? », de l'Association indépendante pour le triomphe des droits des femmes, Alger, 1991. Illustration en couverture de Daïffa. Guide juridique pratique destiné aux femmes sur différentes questions de droit liées au mariage, au divorce, à la garde des enfants, aux violences physiques, morales, matérielles ou encore au harcèlement au travail.
Document de Dalila Ziani.

"Femme, connais-tu les lois qui te concernent?" (Woman, do you know the laws that apply to you?) of the Independent Association for the Triumph of Women's Rights. Algiers, 1991, 45 pages. Cover illustration by Daïffa. A practical legal guide for women on various legal issues related to marriage, divorce, child custody, physical, moral and material violence, or harassment at work.
Courtesy of Dalila Ziani.



"هل تعرفين القوانين التي تهلكك؟", للجمعية المستقلة من أجل نصر حقوق المرأة (AITDF), الجزائر العاصمة, ١٩٩١, ٤٥ صفحة, رسومات توضيحية في الغلاف للفنانة ضيفة. دليل قانوني تطبيقي موجه للنساء يتطرق إلى مختلف القضايا القانونية المرتبطة بالزواج والطلاق وحضانة الأطفال والعنف الجسدي والمعنوي والمادي وحتى المضايقات في مكان العمل.
وثيقة شخصية لدليلة زياتي.

1992

A B C E D A I R E
DES LUTTES
DES FEMMES

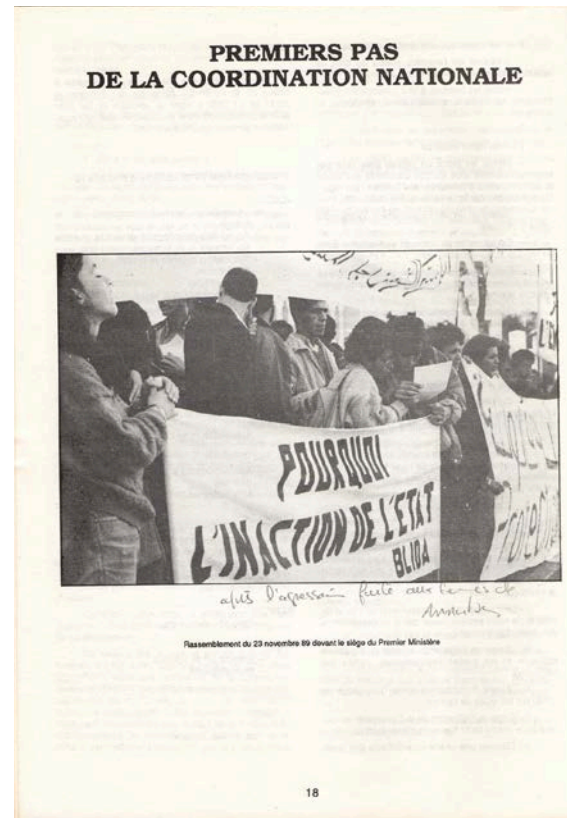
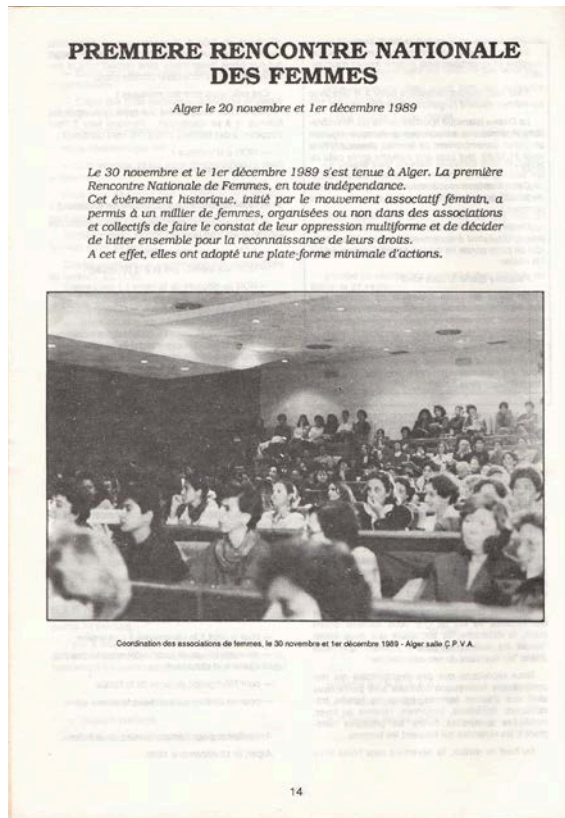


"Marche de femmes 08 Mars 1965 Alger"

Recueil des textes de la coordination nationale des associations de femmes
Janvier 89 / Janvier 92

Réalisé par :

- L'association de femmes de Tizi-Ouzou "Tighri N'tmettouth"
- La fondation "Fatima Benosmane"



Photographie de Rafik Zaidi.
Archives du photographe.

Photograph by Rafik Zaidi.
Courtesy of the photographer.

صورة رفيق زايدى.
أرشيف شخصي للمصور.

« Abécédaire des luttes des femmes », livret réalisé par l'association Tighri n'Tmettut de Tizi Ouzou et la fondation Fatima Benosmane, 1992. Recueil de textes de la Coordination nationale des associations de femmes entre janvier 1989 et janvier 1992. On y retrouve, entre autres, les déclarations des trois rencontres nationales de femmes, la campagne contre les procurations (loi électorale), la lutte des femmes contre la guerre du Golfe.
Document de Laouia Choualhi.

"Abécédaire des luttes des femmes" (Primer on women's struggles), booklet edited by Tighri n'Tmettut association of Tizi-Ouzou and Fatima Benosmane Foundation, 1992, 49 pages. Collection of texts of the National Coordination of Women's organizations between January 1989 and January 1992. Among other texts, it includes the declarations of the three national women's gatherings, the campaign against proxies (electoral law), the women's struggle against the Gulf War.
Courtesy of Laouia Choualhi.

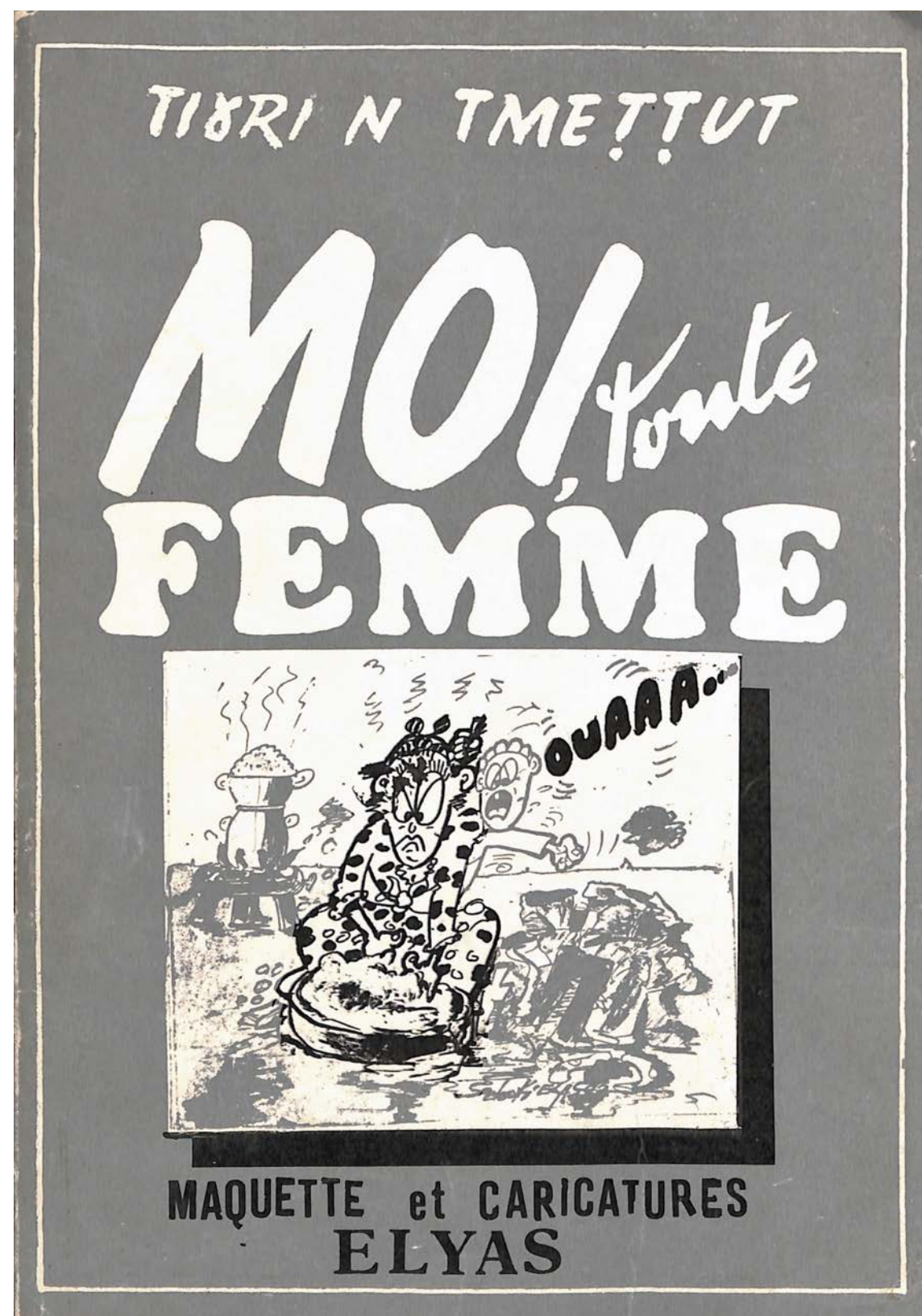
"Abécédaire des luttes des femmes" (أبجديات نضالات النساء)، كتيب من إعداد جمعية تيغري نتمتوت، تيزي وزو، ومنظمة فطيمة بن عصمان، ١٩٩٢، ٤٩ صفحة. مجموعة نصوص التنسيق الوطنية للجمعيات النسائية من شهر جانفي ١٩٨٩ إلى شهر جانفي ١٩٩٢. تحتوي، من جملة أشياء أخرى، على بيانات الملتقيات الوطنية الثلاثة للنساء، والحملة ضد الوكالات (قانون الانتخابات)، ونضال النساء ضد حرب الخليج. وثيقة شخصية للاوية شوالحي.



١٩٩٣

أرشيف
نضالات
النساء
في الجزائر

1993

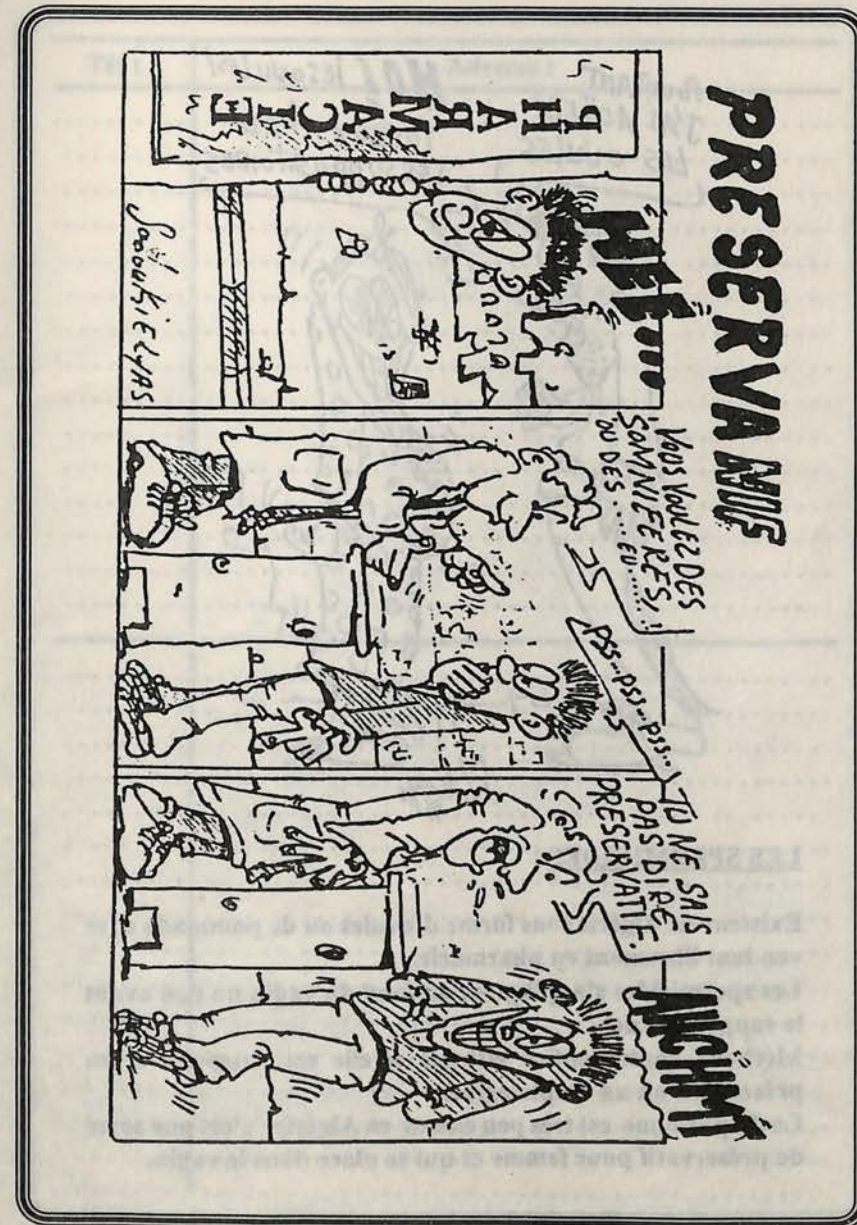




Le Préservatif

- contraceptif masculin
- capuchon en latex, sorte de caoutchouc très fin, qui se place sur le pénis avant le rapport sexuel.
- vente libre en pharmacie
- le préservatif est le seul moyen contraceptif qui permet d'éviter les maladies sexuellement transmissibles (M.S.T) et du virus du SIDA.

38



39



« Identité, culture, femme »
de Tighri n'Tmettut, Tizi Ouzou, non daté.
Ce livret aborde la question de la langue et de
la culture amazigh absentes des institutions,
des médias et de l'école.
Document de Soumia Salhi.

"Identité, culture, femme"
(Identity, culture, women), by Tighri n'Tmettut,
Tizi-Ouzou, undated, 8 pages.
This booklet addresses the issue of the Amazigh
language and culture, which are absent from
institutions, the media and schools.
Courtesy of Soumia Salhi.

"هوية وثقافة وامرأة"،
جمعية تيفري نتمتوت، تيزي وزو، غير مؤرخة، ٨ صفحات.
يتطرق هذا الكتيب إلى مسألة اللغة والثقافة الأمازيغية
الغائبة عن المؤسسات والوسائط الإعلامية والمدرسة.
وثيقة شخصية لسمية صالح.

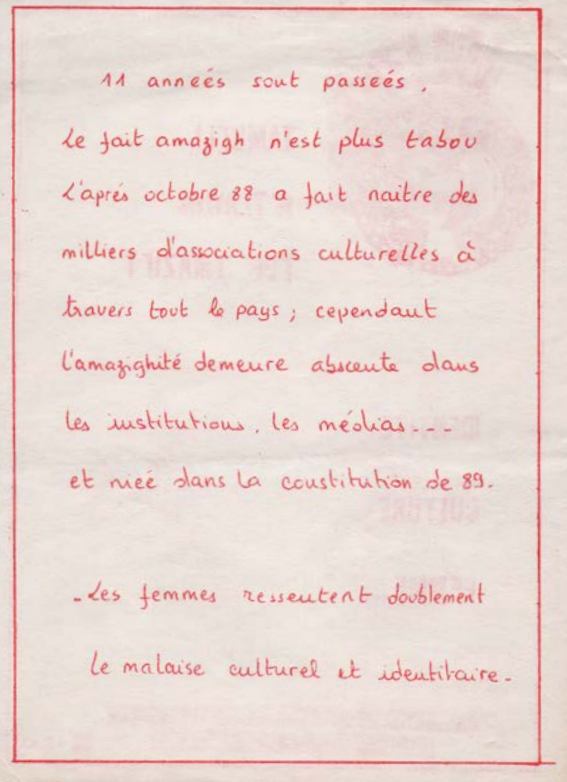




Image issue de la vidéo "Gestes d'archives"
réalisée par Sofiane Zouggar et Saadia Gacem.
© Archives des luttes des femmes en Algérie,
2022.

Screenshot of the video "Gestes d'archives"
directed by Sofiane Zouggar and Saadia Gacem.
© Archives des luttes des femmes en Algérie,
2022.

صورة مستخرجة (لقطة شاشة) من فيديو "حركات"
أرشيفاً من إخراج صفيان زوقار و سعدية قاسم.
© أرشيف نضالات النساء في الجزائر،
٢٠٢٢.

والاسم الذي سيردد بعد ذلك بقليل أسفل البريد المركزي من قبل المتعاطفين أو مناصلي الجبهة الإسلامية للإنقاذ الذين جاؤوا لمواجهة النساء.

امتدت المسيرة على طول الواجهة البحرية، في شارع تشي جيفارا وصولا إلى مبنى المجلس الشعبي الوطني، وهو المكان المركزي الذي دارت على مستواه المناقشات حول قانون الأسرة^٩ وأين تم اعتماده في العام ١٩٨٤. نظمت المسيرات الأولى قبل عشر سنوات ضد قانون الأسرة أمام مقر المجلس الشعبي الوطني. أخذت المسيرة بعد ذلك شكل تجمع أمام المبنى. ثم قامت الشرطة بوضع حاجز وكأنها تريد منع الموكب من التقدم أكثر. في هذه اللحظة انقطعت الكاميرا التي كانت توجهنا حتى الآن.

ماذا تقول أرشيفات فترة ١٩٨٩-١٩٩١

سمح العمل الذي أنجز منذ عام ٢٠١٩ في إطار مشروع أرشيف نضالات المرأة^١ في الجزائر^٢، بالعثور على المئات من وثائق النضالات النسوية في الثمانينيات والتسعينيات والمحفوظة اليوم في الأرشيفات الشخصية لخمس عشرة امرأة في الجزائر (الجزائر العاصمة وتيزي وزو إلى حد الآن) وحتى في الخارج. اختفت معظم التجمعات والجمعيات تدريجياً أو أوقفت نشاطها، واستعيد أرشيفها من طرف الناشطات اللاتي كن أعضاء سابقات في هذه الجمعيات. تتواجد حاليا تلك الوثائق التي تم استنساخها في سياق الإجراءات الجماعية والتي نُشر بعضها علانية، في أماكن خاصة. ظلت هذه الوثائق لسنوات نائمة في الأدراج والصناديق والخزائن. يتمثل النهج الذي تتبعه في "إيقاظها" وفي إخراجها من سباتها للإضاءة عليها وإتاحة الوصول إليها. يتم إنجاز هذا العمل طويل الأمد بفضل شبكة من جهات الاتصال التي تم إنشاؤها بمرور الوقت، والعلاقات المبنية على الثقة التي تجمعنا مع حاملات الوثائق. تعد شبكات التواصل الاجتماعي^٣ إحدى الواجهات التي يمكننا من خلالها نشر النهج الذي نتبعه والتواصل مع صاحبات الوثائق.

إن خيار التركيز على يوم ٨ مارس ١٩٩٠ في هذا المنشور وفي المعرض الذي نظمناه في إطار معرض دوكومنتا (documenta) ليس بالصدفة، فعلى ضوء الملاحظة التي توصلنا إليها أثناء تقدمنا في عملية جمع الوثائق، كون الغالبية العظمى من الوثائق التي تم العثور تبنثق عن الفترة الممتدة من ١٩٨٩ إلى ١٩٩١. وبالتالي، فإن مجموعة أرشيفنا الرقمية التي لا تزال طور الإنشاء تتكون إلى حد كبير من وثائق متنوعة على غرار دعوات التعبئة والمظاهرات والبيانات ومحاضر الاجتماعات والنشرات والمجلات والمنشورات والمطويات

والملصقات التي تحمل رسائل سياسية وإعلانات وصور فوتوغرافية للأشغال والمظاهرات... كانت هذه الوفرة في الوثائق بالنسبة لنا دليلا على نشاط الجمعيات المكثف والديناميكي لا سيما خلال فترة الانفتاح القصيرة التي أعقبت أحداث أكتوبر ١٩٨٨^٤ واعتماد دستور تعددي يبدو أنه فقد زخمه إلى غاية السنوات ١٩٩١-١٩٩٢ تقريبا. أصبحت الآثار ابتداء من هذه السنوات نادرة فعلا وتأتي بشكل متقطع.

تدعم مصادر أخر هذه الفرضية التي تمت صياغتها استنادا إلى وثائق النضال التي عُثر عليها، حيث تشير المقالات الصحفية التي تدور حول الحركة النسوية الجزائرية، والأعمال البحثية وشهادات الناشطات إلى كون الفترة الممتدة من ١٩٨٩ إلى ١٩٩١ بمثابة عصر ذهبي للحركة الاجتماعية والسياسية والنضال. نجح توقيف التجربة الديمقراطية عام ١٩٩٢ والهجمات على الحركة النسوية الجزائرية من قبل الإسلاميين والسلطة الجزائرية، وكذا الاختلافات الداخلية، ثم تختبئ البلاد في العنف والإرهاب، في إحباط الحركة النسوية الجزائرية في بداية التسعينيات. كانت الفترة ١٩٨٩-١٩٩٠ لتكون بمثابة نقطة الذروة^٥.

تتيح الآثار التي تم العثور عليها من عمليات الحشد التي أجريت في العام ١٩٨٩، لا سيما تلك الخاصة بالتنسيقية الوطنية للجمعيات النسائية، وكذا يوم ٨ مارس ١٩٩٠، الوصول إلى الأحداث وعناصر خطاب الناشطات النسوية في ذلك الوقت وإلى بعض أساليبهن المنتهجة في العمل ووسائل النضال المستعملة. مع ذلك، يتعين إثراء هذه الوثائق ومقارنتها مع مصادر أخرى، لا سيما الشهادات الشفوية والمقابلات التي أجريت مع الأطراف الفاعلة التي شاركت في هذه التعبئة والنضال أو التي كانت حاضرة فيها أو التي صادفتها أثناء مسارها. يتيح التوثيق الكتابي والمرئي الوصول إلى جوانب معينة فقط من هذا التاريخ. يسعى مشروع أرشيف نضال المرأة في الجزائر من خلال الكشف عن وثائق من الحشود النسوي وإتاحة الوصول إليها، إضافة إلى مصادر مختلفة حول هذا الموضوع (مقالات صحفية ومراجع أعمال علمية)، إلى تقديم أدوات التفكير للمهتمين بهذا التاريخ. نتطلع بذلك إلى تأجيج النقاش وتشجيع المبادرات الناقدة والعلمية وحتى الفنية حول الحركة النسائية، وبشكل عام حول الفترة المحورية من ١٩٨٩ إلى ١٩٩١ والممارسات السياسية النضالية والحزبية والنقابية التي انتشرت آنذاك.

١. يستخدم تعبير "الجمعيات النسائية" بشكل خاص من طرف مليكة ريمون في مقالها "الجمعيات النسائية من أجل حقوق المرأة"، مجلة إنسانيات، ١٩٩٩|٨، ١٢٩-١٤٣. إذا كانت بعض الجمعيات والتجمعات قد استخدمت كلمة "نسوية" في تصريحاتها، فإنها تشير كثيرا إلى حقبة الجمعيات النسائية أو الحقوق والمساواة وتحرر المرأة.

٢. لم يتطور قانون الأسرة كثيرا منذ ذلك الحين، حيث أجري تعديل طفيف على نصه في عام ٢٠٠٥، وهو يستمر في إبقاء النساء تحت وصاية الرجال.

٣. تم التقاط الصور الموجودة في الشريط من طرف كاترين تيسييه، التي منحتها للسيدة كارولين براك دي لا بيرير، والتي قامت برقمتها. أخذت صور ذلك اليوم من أرشيفات المصور رفيق زايدي، إضافة إلى الأرشيفات الشخصية ملك السيدة لآوية شواحي. أخذت وثائق وملصقات ٨ مارس ١٩٩٠ من الأرشيفات الشخصية لكل من السيدة كارولين براك دي لا بيرير والسيدة زليخة بزين والسيدة ليندا جواهر والسيدة فريال لعلامي والسيدة سمية صاخي. نشكرهم على إبداء موافقتهم والسماح لنا باستخدام هذه الوثائق في معرضنا الذي أقمناه في إطار معرض دوكومنتا (٢٠٢٢) وكذا في هذا المنشور.

٤. تظهر هذه التسمية على تذاكر دخول الحفل الفني الذي أقيم بتاريخ ٨ مارس ١٩٩٠.

رانا هنا، رانا هنا و الدنيا مزالها طويلة

٥. تم التوقيع على تلك الدعوة من قبل جمعية تحرر المرأة (AEF)، وجمعية المساواة أمام القانون، والجمعية المستقلة من أجل نصر حقوق المرأة (AITDF) وجمعية صوت المرأة.

٦. الكاهنة (أو ديهيا) هي ملكة محاربة قاتلت الأمويين في القرن السابع. فاطمة نسومر (١٨٣٠-١٨٦٣) ، شخصية ناشطة ضد الاستعمار الفرنسي في الجزائر في القرن التاسع عشر. كانت حسينية بن بوعلي (١٩٣٨-١٩٥٧) ناشطة مناهضة للاستعمار ومقاومة داخل جبهة التحرير الوطني. توفيت خلال معركة الجزائر. كاتب ياسين (١٩٢٩-١٩٨٩) كاتب وشاعر وكاتب مسرحي جزائري.

٧. في ٨ مارس ١٩٨٩، تم تنظيم أول مظاهرة للجمعيات والتجمعات النسائية، بعد أيام قليلة من اعتماد الدستور التعدي الجديد. في ٢٣ فيفري ١٩٨٩. وكانت هذه التظاهرة، وفقا لأقوال بعض النشطاء، تتسم بعفوية أكبر مقارنة بمظاهرة ٨ مارس ١٩٩٠، التي تم الأعداد لها مسبقا والتي كانت تحتل مكانة أهم.

٨. مريم بن، مولودة مريم بن حايـم (١٩٢٨-٢٠١٠) تنحدر من عائلة يهودية شاوية. كانت بالأخص شاعرة ورسامة وناشطة شيوعية ومناهضة للاستعمار.

٩. تم عقد هذه التجمعات الأولى في العام ١٩٨١. نُشر إلى نص فريال لعلامي في هذا المنشور وكذا المقابلة التي أجريناها معها.

١٠. يتكون التجمع حاليا من السيدة سعدية قاسم والسيدة ليديا سعدي والسيدة أوال حواطي، مؤلفة هذا النص.

١١. لا سيما من خلال صفحة مشروع أرشيف نضالات المرأة في الجزائر على الفيسبوك.

١٢. "أكتوبر ١٩٨٨" هو محطة في تاريخ الجزائر المعاصر حدثت خلالها مظاهرات وإضرابات وأعمال شغب في عدة مدن بالبلاد.

١٣. في مقال بعنوان "ملحمة النسوية الجزائرية"، الذي ظهر في المجلة الأسبوعية La Nation بمناسبة ٨ مارس ١٩٩٥ والذي يقدم تقييماً للحركة النسوية من ١٩٨١ إلى ١٩٩١، اعتبر الكاتب أن "احتفالات ٨ مارس ١٩٩٠ كانت ذروة الحركة النسوية في الجزائر. [...] اتفقت النساء على برنامج مشترك للاحتفال بيوم ٨ مارس ١٩٩٠ في جميع المدن التي تتواجد فيها جمعياتهن. الأمر الذي سيجعل هذا اليوم مكللا بالنجاح، وسيسمح بإثبات أن التجمع سيؤتي ثماره وأنه يمكن التغلب على الاختلافات بين الأجهزة من خلال تجسيد إجراءات على أرض الواقع". الحدث المهم الآخر هو ذلك الذي نظّمته التنسيقية الوطنية للجمعيات النسائية بتاريخ ٣٠ نوفمبر وا ديسمبر ١٩٨٩ على مستوى قاعة المجلس الشعبي لمدينة الجزائر العاصمة (CPVA).

حول آثار يوم ٨ مارس ١٩٩٠

أوال حواطى

كانت الجزائر يوم ٨ مارس ١٩٩٠، بمثابة مسرح لمظاهرة نسائية مهيبة تم تنظيمها بدعوة من الجمعيات النسوية، التي تأسس معظمها في عام ١٩٨٩. كانت الجزائر آنذاك في أوج غليان سياسي بعد اعتماد دستور التعددية الجديد في فيفري ١٩٨٩، الذي أنهى حقبة الحزب الواحد لجهة التحرير الوطني (FLN). من بين المجموعات التي قامت بتشكيل هذه الجمعيات، كان البعض ينشط بطريقة سرية منذ ١٩٨٠ في شكل تجمعات أو لجان جامعية أو ضمن نوادي السينما. ابتداء من العام ١٩٨٩، استطاعت الجمعيات ممارسة نشاطاتها علنا وبصفة قانونية. كانت مسيرة ٨ مارس ١٩٩٠ في الجزائر العاصمة من أهم المظاهرات في تلك الفترة، بحيث جمعت عدة جمعيات من جميع أنحاء البلاد، أتت للتظاهر وسط مدينة العاصمة، لا سيما للمطالبة بالحق في المواطنة الكاملة دون تمييز، وهو ما تُحرم منه المرأة بموجب قانون الأسرة، رغم أن ذلك حق يكفله الدستور.

يرمي هذا النص إلى سرد أحداث ٨ مارس ١٩٩٠ من خلال بعض المقتطفات لُحِن هذا اليوم يحتل مكانة هامة في تاريخ فتيّ النشأة، للحركة النسوية الجزائرية المعاصرة وذلك بالاستناد إلى وثائق مختلفة تم جمعها في إطار المشروع الجماعي: أرشيف نضالات النساء في الجزائر، منها شريط فيديو (VHS) رقمي يضم كلا من الحفل الفني والمظاهرة التي نظمت بالجزائر العاصمة، والدعوة إلى المسيرة، وبرنامج اليوم، والبيان، والمنشورات، والنشرات الجموعية، والصور الفوتوغرافية والملصقات التي أنشأت لذلك اليوم...إن النص مستوحى كذلك من شهادة ناشطة سابقة شاركت في تنظيم هذا الحدث، كما أنه يسعى، من خلال التحقيق في الوثائق المُحِبَّنة إلى فتح آفاق التفكير حول المكانة التي يحتلها يوم ٨ مارس ١٩٩٠ والدور الذي لعبه خلال هذه المرحلة المحورية الممتدة من ١٩٨٩ إلى ١٩٩١، قبل توقيف السلطة لأول انتخابات تشريعية تعددية، عقب فوز الجبهة الإسلامية للإنقاذ (FIS) بالجولة الأولى، وبداية حرب داخلية ستدوم عشر سنوات.

مقتطفات من يوم كفاح، فريد من نوعه

تم تحضير هذا الحدث منذ عدة أشهر. خلال الأسابيع التي سبقت

٨ مارس ١٩٩٠، قامت الناشطات بحملات إعلامية على مستوى الإقامات الجامعية، والإذاعة وفي أماكن عملهن... كانت أجواء الأسبوع الذي يسبق تاريخ ٨ مارس والذي كان يوم خميس، مفعمة بالأنشطة التي أقيمت بمناسبة "اليوم العالمي للمرأة" من مؤتمرات وعرض للأفلام ومعارض. دعت أربع جمعياتٍ في نص خُرر بهذه المناسبة "جميع النساء وجميع الديمقراطيين إلى التعبئة ليكون يوم ٨ مارس يوم نضال وتعبير نسوي، من خلال المشاركة بكتافة" في الحفل وكذا المسيرة المزمع تنظيمها بعد الحفل. كانت المطالب كالتالي: "من أجل حق المرأة في المواطنة الكاملة"، و"من أجل الحق في العمل دون شروط"، و"من أجل حق المرأة في التعليم دون تمييز".

انطلقت فعاليات يوم ٨ مارس، صباحا بحفل فني نظمته الجمعيات النسائية في قاعة سينما "أفريقيا" في الجزائر الوسطى. التحقت الناشطات بالمكان في وقت مبكر لاجراء اللمسات الأخيرة، وللترحيب بالفنانين والجمهور وإقامة معرض في مدخل القاعة والبوفيه. كانت ثُباع تذاكر الدخول إلى الحفل من طرف التنسيقية الوطنية للمرأة بسعر ٥٠ دينار جزائري أو ١٠٠ دينار جزائري لمن تستطيع دفع المزيد. قامت الناشطات بلصق ملصق ورقي على البوابة الخارجية للسينما، ضُنع في عين المكان: "التحقوا بالمسيرة. ٢:٣٠ مساء أمام القاعة. الانطلاق على الساعة ١٥:٠٠ نحو مقر المجلس الشعبي الوطني (APN)". تراحم الجمهور الذي كان يتكون حصريًا من الإناث، عند المدخل، ولم يكن بوسع القاعة التي كانت ممتلئة، استيعاب الجميع. اعتلت ناشطة الخشبة وأخذت الميكروفون في بداية الحفل لتعتذر من الجمهور. "كنا نعلم أن هذا اليوم سيكون مهما... يؤلمنا أن نرى ذلك الجمع الغفير من النساء في الخارج... نحن نعلم أنكُن حاضرات وتثبتن لنا ذلك يومًا بعد يوم..." وأهدت رسالتها إلى فاطمة نسومر، والكاهنة، وكاتب ياسين، وحسيبة بن بوعلي... واستحضرت "الشرعية الأثتوية التاريخية" وذكرت أن يوم ٨ مارس هذا هو خطوة أخرى تُخطى بعد تاريخ ٨ مارس ١٩٨٩. تعالت الزغاريد وعم التصفيق. كان الجو في الداخل مشحونا. في الخارج، أثار الحدث وانعدام الاختلاط بين النساء والرجال، فضول وملاحظات الرجال الذين حاولوا من أمام المدخل، شق طريقهم إلى الداخل. قام بمنهم عدد من الرجال الموجودين في التنظيم، والذي كان معظمهم رفاقا وأقارب للناشطات.

في برنامج ٨ مارس ١٩٩٠، نُظّم معرض للأعمال الفنية والحرفية على مستوى ردهة قاعة السينما. كانت الفنانة ضيفة (Daiffa) حاضرة برسوماتها ورسومها الكاريكاتورية إلى جانب نساء حرفيات أتت بعضها من مدن الجنوب. عرضت بعض الجمعيات منشوراتها للبيع. في هذا الصدد، قدمت جمعية "صوت نساء"

من بومرداس العدد الثاني من نشرتها، "عدد خاص ليوم ٨ مارس ١٩٩٠"، وبيعت بسعر ١٥ دينار. كما قامت جمعية ازفران نثمتوث ["حقوق المرأة"] بإصدار العدد الثاني من نشرتها بمناسبة ٨ مارس. وتم عرض ثلاث ملصقات خاصة بالحدث للبيع: "نضال نساء - ٨ مارس ١٩٩٠". لإنشاء هذه الملصقات، التمسّت الناشطات مساعدة الفنانين باية ومسلي وسيلم الذين سمحوا لهن باستنساخ أعمالهم مجانًا بهذه المناسبة. تم جمع الأموال لتمويل استنساخها وطباعتها لدى المؤسسة الوطنية للفنون المطبعية (ENAG) في الرغبة. بدأت عملية بيع الملصقات قبل يوم ٨ مارس في كل من الجزائر وفرنسا (باريس)، على حد سواء. سمحت الأموال التي تم جمعها للناشطات من إحدى الجمعيات، بشراء مكبر صوت لليوم الموعود.

توالّت على خشبة سينما "أفريقيا"، عروض الفنانين والموسيقيين والموسيقيات، الذين قدّموا لدعم القضية بأدائهم. ألّقت الشاعرة مريم بن نصّا من نصوصها!. حضر الحفل كذلك كل من الممثل الكوميدي فلاق والمجموعات الموسيقية KG٢ ورمسيس والمذيع علالو ومتدخلون آخرون من بينهم ناشطات ألّقت نصوصًا شعرية وسياسية. انطلقت المسيرة من سينما "أفريقيا" في حوالي الساعة ٢:٣٠ مساءً، وانتشرت في أرجاء شارع ديدوش مراد إلى غاية ساحة البريد المركزي وحديقة صوفيا. قدمت النساء من مناطق مختلفة من الجزائر، من أجل هذا اليوم الكبير. أتت بعض المظاهرات رفقة عائلاتهن وأبنائهن ورفقائهن أو أزواجهن وكذا أمهاتهن. تتمركز العديد من الجمعيات والتجمعات الحاضرة، في مدن مختلفة من الوطن كتيّزي وزو وبجاية وبومرداس وقسنطينة ووهران ومستغانم وحتى عنابة.

أحضرت كل مجموعة لافتاتها التي تحمل اسم الجمعية أو رسالة مرسومة بأحرف كبيرة مثل: « Droit au travail sans condition» (الحق غير المشروط في العمل)، « Association pour l’émancipation de la femme» (جمعية تحرر المرأةAssociation pour le triomphe des droits des femmes» (جمعية نصر حقوق المرأة)، « Islam = Tolérance» (الإسلام = التسامح)، « Association pour l’égalité devant la loi entre les femmes et les hommes» (جمعية المساواة أمام القانون بين المرأة والرجل)، « AELHF Femmes immigrées, femmes algériennes, même combat !» (نساء مغتربات، نساء جزائريات، نضال واحد!)، « Protection de l’enfance abandonnée» (حماية الأطفال المهجورة) أو « Pas de démocratie sans la participation des femmes» (لا ديمقراطية دون مشاركة

المرأة). حتى لو كانت أغلب الرسائل مكتوبة باللغة الفرنسية، إلا أننا نجد أيضًا العديد من اللافتات باللغة الأمازيغية (اللغة البربرية) واللغة العربية. كانت بعض المتظاهرات ترتدين ملصق جمعية تحرر المرأة (AEF) على ملابسهن، يبلغ سعره ٥ دنانير، يظهر على الملصق رسم امرأة ترتدي حايك مغلق بقفل ويظهر عليه رمز شريطي، كما تم تزيينه بالرسالة التالية: "من أجل دعم نضال النساء. ضد ظلم النساء والاعتداء عليهن. دعونا نحتفل سوية بيوم ٨ مارس.»

	رانا هنا
	رانا هنا
	والدنيا مزالها طويلة
	جزايريات أحرار
	ما يقبلوش العار
	وبواصلو المشوار حتى الانتصار
	الديمقراطية، حقوق نسوية
	آ فاطمة، آ فاطمة، أ فاطمة نسومر...
	الديمقراطية، حقوق نسوية
	مزالنا مزالنا، مزالنا ثوار

هُتفت الشعارات ورددت الأغاني منذ انطلاق الموكب. غنت النساء وأعلنت مطالبها باللغات الفرنسية والعربية والقبائلية: « Abrogation du Code de la famille» (إلغاء قانون الأسرة)، « Droits civils égaitaires» (المساواة في الحقوق المدنية)، « Droit au travail et à l’éducation sans discrimination» (الحق في العمل والتعليم دون تمييز)، « Égalité devant la loi» (المساواة أمام القانون)، « Hommes et femmes, pour construire le pays» (رجال ونساء من أجل بناء الوطن) (« Argaz tamettouyth, anebnou tamurth» باللغة القبائلية. تعالت الزغاريد طيلة المسيرة. رفعت المتظاهرات كلا من إصبع السبابة والوسطى لتشكل حرف "V" كإشارة إلى النصر، ورسمن ابتسامة عريضة للمصورين والكاميرات التي تغطي المظاهرة. كان الأمل في التغيير ساطعا وملموسا. لكن حتى لو بدت المسيرة وكأنها احتفال، فإن الأجواء كانت لا تزال متوترة، وهو ما نلاحظه من تعابير بعض الوجوه. إن تنظيم مسيرة نسائية بهذا الحجم من أجل المطالبة بحقوقهن والوقوف ضد قانون الأسرة حدث غير مسبوق. لوحظ أن منتقدي الجمعيات النسائية ذوو توجهات مختلفة. في ديدوش مراد، كان العديد من المارة الذين كانت تتملكهم الحيرة أو يبدو عليهم الاستمتاع، يشاهدون الموكب وهو يسير. كان بعض الأطفال يصرخون "عباسي مدني !"، وهو اسم أحد قادة الجبهة الإسلامية للإنقاذ،

خلال تلك الفترة الحافلة بالأحداث والنشاط، عرفت الحركة النسائية كيف تعزز حيز النقاش والنضال الخاص بها، لتصبح حركة معارضة اكتسبت مع الوقت رصيدًا وخبرة في الكفاح. في سياق التفاعلات الدائمة بين الحركات والمحيط السياسي، كانت تلك الفترة فرصة للحركة النسائية لتأكيد وجودها وتحديد معالمها ومكوناتها، وإثبات شرعيتها التاريخية بفضل قبول المجاهدين أهدافها وشرعيتها السياسية. كانت مناشدة الحركة للمؤسسات بمثابة مطالبة باحترام مبادئ دولة القانون.

مع نهاية عام ١٩٩١، كانت الحركة النسائية قد حققت وجودًا معترفًا به وبرنامجًا يتمحور بوضوح حول المساواة في الحقوق، حيث عرضت الكفاح من أجل حقوق المرأة بوصفه ضرورة لإرساء الديمقراطية. رسخت الحركة مكانتها بوصفها جهة سياسية فاعلة في ديناميكية المطالبة بالحقوق؛ بنت نفسها بنفسها وكونت كياناتها وحققت استقلاليتها التنظيمية والفكرية. لكن في العقد التالي، تعرضت الحركة لضغوط جمة بسبب العنف المفرط والإرهاب اللذان غطّيا على خطابها المدافع عن حقوق المرأة، وقلصا إلى حد كبير مجال عملها.

جزائريات أحرار ما يقبلوش العار ويواصلو المشوار حتى الانتصار الديمقراطية، حقوق نسوية آ فاطمة، آ فاطمة، آ فاطمة نسومر... الديمقراطية، حقوق نسوية مزالنا مزالنا، مزالنا ثوار

١. عرفت الفترة التي تلت الصدمة الارتدادية التي انهارت بسبها أسعار البترول في ١٩٨٩ اللجوء إلى الاستدانة الخارجية على نحو كبير والانتحاض الحاد لاحتياطي العملة الصعبة.

٢. من بينها: جمعية المساواة بين الرجل والمرأة أمام القانون في الجزائر العاصمة (قدمت الجمعية طلب الاعتماد في ١٩٨٥)، جمعية حماية وترقية حقوق المرأة في الجزائر العاصمة، جمعية النهوض بالمرأة في الجزائر العاصمة، الجمعية النسوية من أجل ازدهار الشخصية وممارسة المواطنة في وهران، جمعية إسراء في قسنطينة، جمعية الدفاع عن حقوق المرأة في عنابة، جمعية ثيغري نثمتوت (صرخة النساء) في تيزي وزو، جمعية صوت النساء في بومرداس، جمعية حقوق المرأة في مستغانم.

٣. المادة ٣٩ من القانون رقم ٨٤-١١: «يجب على الزوجة طاعة الزوج ومراعاته باعتباره رئيس العائلة، إرضاع الأولاد عند الاستطاعة وتربيته، احترام والدي الزوج وأقاربه».

٤. في الوقت الحاضر، يمكن الدفع بعدم الدستورية لدى المجلس الدستوري بموجب المادة ١٨٨ من الدستور المعدل في مارس/آذار ٢٠١٦، والتي تنص على أنه «يمكن إخطار المجلس الدستوري بالدفع بعدم الدستورية بناء على إحالة من المحكمة العليا أو مجلس الدولة، عندما يدعي أحد الأطراف في المحاكمة أمام جهة قضائية أن الحكم التشريعي الذي يتوقف عليه مآل النزاع ينتهك الحقوق والحريات التي يضمنها الدستور». باللجوء إلى هذه المادة الجديدة، يمكن لكل مواطن، ولكل شخص طبيعي أو اعتباري، يخضع للقانون العام أو الخاص، بمن فيهم أي شخص أجنبي يعترف به القانون الجزائري، يمكنه الدفع بعدم الدستورية أمام أية جهة قضائية تابعة للمحكمة العليا أو مجلس الدولة.

٥. استجابة لنداء كل من جمعية المساواة بين الرجل والمرأة أمام القانون، وجمعية النهوض بالمرأة، وجمعية حماية وترقية حقوق المرأة.

٦. جمعية المساواة بين الرجل والمرأة أمام القانون، جمعية النهوض بالمرأة، جمعية حماية وترقية حقوق المرأة، جمعية تضامن المرأة العربية، جمعية الدعم والتضامن من أجل كفاح المرأة، جمعية صوت النساء، جمعية ثيغري نثمتوت، جمعية إيزرفان، وجمعية إسراء.

٧. بيان ١٩ جانفي/كانون الثاني ١٩٩١، جمعية النهوض بالمرأة، جمعية المساواة بين الرجل والمرأة أمام القانون، جمعية تضامن المرأة العربية، جمعية الدعم والتضامن من أجل كفاح المرأة، جمعية صوت النساء من بومرداس، جمعية ثيغري نثمتوت من تيزي وزو، جمعية إيزرفان من بجاية، وجمعية إسراء من قسنطينة.

٨. المقاومة: مفهوم فضفاض ينطبق على الرفض الصامت للأفراد وعلى الاحتجاج الجماعي المنظم ذي البعد الاجتماعي والسياسي، على حد سواء.

الولاية). ومن السهل التكهّن بعواقب هذا التدبير؛ إذ ستضطر النساء اللاتي تعشن نزاعات زوجية إلى تحمل كل أعمال العنف الموجه ضدهن مخافة أن تُطردن من بيوتهن، وإن كان ذلك لا يقيهنّ من الطلاق، الذي يعد امتيازًا يختصّ به الرجل وحده.

وعليه، فإن الدولة نفسها عملت على تعزيز سلطات «رَبّ الأسرة» في الحياة الخاصة، ممّا أسهم في طمس الحد الفاصل بين المجالين العام والخاص. وهذا ما جعل معظم جهود الحركة النسائية تنصبّ في مناهضة قانون الأسرة، القانون الذي يضفي الصفة المؤسسية على العلاقات الاجتماعية بين الجنسين. خضع هذا الأخير منذ سنّه إلى التعديل، فبعد أزيد من عشرين سنة من النضال المتواصل ألغيت بعض أحكامه التي كانت الأكثر عرضة للتنديد والانتقاد. بالرغم من ذلك، فإن اللامساواة بين الزوجين والتباين في الحقوق الممنوحة إلى الأب والأم تظلّ هي القاعدة.

ما تزال عبارة «قانون الأسرة، قانون العار» راجئة إلى يومنا هذا. يوجد من يعتقد أن شعار «إلغاء قانون الأسرة» ينمّ عن سوء نية، ففي نظرهم سيسبّب ذلك فراغًا قانونيًا من شأنه تهيةئة أرض خصبة لنظام المحاكم الدينية. لكنهم بهذا يتناسون الجانب الآخر من المطلب، ألا وهو سنّ قوانين تنصّ على المساواة. فمن الواضح أن ما تصبو إليه الحركة النسائية هو إرساء علاقات أسرية تحكمها قوانين غير تمييزية.

لذلك يبدو أن القانون أفضل وسيلة بين يدي المضطهدات من أجل التعبير عن مطلبهن في المساواة. فما هو السبيل؟ الحجة التي ما انفكت الجمعيات عن إبرازها هي أن قانون الأسرة يتناقض مع مبدأ المساواة الذي ينص عليه الدستور. لكن كيف يمكنهن إحالة المسألة إلى المجلس الدستوري، في الوقت التي يقتصر فيه الحق في رفع القضايا على رئيس الجمهورية والمجلس الشعبي الوطني ومجلس الدولة؟

تدافع الجمعيات أيضًا على حق التصويت بحرية، وهو الحق الذي طالما فوضه حكم من أحكام قانون الانتخاب، والذي يسمح للزوج بالتصويت وكالة عن زوجته بمجرد تقديم الدفتر العائلي، وكذلك الحصول على عدة وكالات أخرى. كان المطلب واضحًا: يجب إلغاء التصويت بالدفتر العائلي وتحديد الوكالات بوحدة لا غير، مع وجود ما يسوغها. ولإسماع أصواتهن، نشرت الجمعيات العرائض، ونظمت اعتصامًا أمام قصر الحكومة في ١٧ أكتوبر/تشرين الأول ١٩٩١، وناشدت الطبقة السياسية. كانت الشعارات تهدف إلى التوعية بضرورة احترام مواطنة المرأة؛ فشعار من قبيل «امرأة واحدة = صوت واحد = ورقة تصويت واحدة» يذكّرنا بشعار مناهضة الفصل العنصري «رجل واحد، صوت واحد» («One man, one vote»).

كان إحراز حسبية بولمرقة للمركز الأول في سباق ١٥٠٠ متر في بطولة العالم للألعاب القوى في ١٩٩١ فرصة سانحة للتنسيقية النسوية للإعلان: «في طوكيو، لم تكن بحاجة إلى وكالة!»، كما اغتنمت فرصة لقاء الحكومة بالأحزاب المنعقد في ٢٢ و٢٣ أوت/آب ١٩٩١ لتحصل على توقعيات ثمانية وعشرين حزبًا على طلبها بحذف الأحكام التمييزية من قانون الانتخابات. بتاريخ ٢٨ أكتوبر/تشرين الأول ١٩٩١، قضى المجلس الدستوري بعدم دستورية التصويت بالدفتر العائلي. كان الأمر انتصارًا للحركة النسوية، التي عملت بطريقة منسقة للدفاع عن المواطنة الكاملة للمرأة، والتي تعد ممارسة التصويت أحد مكوناتها.

تمثل مناهضة العنف الممارس ضد المرأة أحد محاور الكفاح التي ميّزت الفترة المستعرضة، العنف الذي سيزداد حدّة خلال العشرية اللاحقة للأسف. إذ عرفت تلك الفترة على الصعيد السياسي الانتشار السريع للحركة الإسلامية، وبالأخص الجبهة الإسلامية للإنقاذ، «الغيس». فما فتى نشطاء الحزب يصعدون في خطاباتهم وممارساتهم التهجم على النساء، والاختلاط، والناشطات في الجمعيات النسائية التي تطالب بالمساواة. وفي كل مرة، كانت الحركة النسائية تندد تنديدًا شديدًا بالضغط الممارسة على النساء، ومحاولات منع الاختلاط في المدارس، وجعل ممارسة الرياضة النسوية اختياريًا.

حدّرت الجمعيات النسائية منذ ١٩٨٩ من تصاعد أعمال العنف. في شهر جوان/حزيران ١٩٨٩ ارتكبت جريمة شنعاء في مدينة ورقلة، حيث أضرمت النار في بيت امرأة مطلقة، مما أدى إلى مقتل ابنها البالغ من العمر أربع سنوات. أدانت الجمعيات النسائية تلك الجريمة ونظمت مظاهرة أولى في ٢ جويلية/تموز ١٩٨٩^٥ أمام المجلس الشعبي الوطني، ثمّ يوم ٢٣ نوفمبر/تشرين الثاني من نفس السنة لمطالبة الدولة الاضطلاع بدورها في حماية المواطنات. وهو المطلب الذي كررته في مناسبات عديدة؛ فعلى سبيل المثال في مقترح بتاريخ ٧ مارس/آذار ١٩٩١ الذي تمخض عن اجتماع الجمعيات، صرحت: «[ينبغي على] الدولة ضمان أمن المواطنات والمواطنين»، وذلك في ظل الترايد المستمر للاعتداءات على النساء.

في ٢١ ديسمبر/كانون الأول ١٩٨٩، نظمت رابطة الدعوة الإسلامية (والتي ضمت العديد من المنظمات والأحزاب) مسيرة حشدت آلافًا من النساء، وسارت للتجمع أمام المجلس الشعبي الوطني للتنديد بـ «تزايد حدة الهجمة على الإسلام»؛ كان ذلك التجمع بمثابة رد على نشاط الجمعيات النسائية. مثلت الشعارات التي رددنها، من قبيل «نحن بنات لالا فاطمة نسومر لا بنات جان دارك»، امتدادًا للتصريحات التي أدلى بها رئيس الغيس، عباسي مدني، في وقت سابق إلى

وكالة الأنباء الفرنسية، حين وصف النساء اللاتي تظاهرن ضد العنف والتعصب بأنهنّ «صقور الاستعمار وطلائع الغزو الثقافي».

في ١٠ ماي ١٩٩٠، نظم كل من التجمع من أجل الثقافة والديمقراطية، وحزب الطليعة الاشتراكية، والحركة الديمقراطية من أجل التجديد الجزائري، والحزب الاشتراكي الديمقراطي، نظم مسيرة «من أجل الديمقراطية والتسامح». شارك جمع غفير من النساء في تلك المسيرة لشعورهن بأنهن مهددات بوجه خاص في ظل الظروف السائدة وقتها. كما اجتمعت التنسيقية الوطنية للجمعيات النسائية في تيزي وزو يومي ٢٨ و٢٩ جوان/حزيران من عام ١٩٩٠، حيث أشارت إلى أنّ «وضع النساء في تردّ وسيزداد سوءًا لا محالة».

على الرغم من أن الوضع كان يزداد صعوبة، إلا أن الجمعيات ظلت مهتمة بالأحداث الدولية؛ فنددت بشدة مثلًا بالحرب في العراق. أكدت العديد من الجمعيات^٦ في بيان نُشر بتاريخ ١٩ جانفي/كانون الثاني ١٩٩١: «نحن نعارض العدوان الامبريالي الأمريكي الذي يسعى إلى السيطرة على العالم. إن هؤلاء "المدافعين" عن المبادئ الإنسانية الذين أعلنوا الحرب حلفاءً لأنظمة رجعية ومعادية لحقوق المرأة.» واستجابة لنداء عشرات الجمعيات، نُظمت، في ٢٤ جانفي/كانون الثاني ١٩٩١، مسيرة انطلاقًا من ساحة أودان باتجاه مكتب الأمم المتحدة. كما أعلنت في ١٩ جانفي/كانون الثاني^٧: «لا يمكن الفصل بين كرامتنا بوصفنا نساءً جزائريات وكرامة الشعب الجزائري و كرامة الشعوب كافة عمومًا.»

تندرج ترسانة العمل التي اعتمدتها الحركة النسوية ضمن مسعى الحضور في الفضاء العام من خلال تنظيم مظاهرات حاشدة، لا سيما بمناسبة اليوم العالمي لحقوق المرأة، ومناسبات أخرى، للتعبير عن مطالبها. كما نظمت الجمعيات النسائية معارض فنية وحلقات نقاش واحتفاليات مختلفة كتكملة لمناهج عملها المعروفة. إلّا أنها اشتكت باستمرار من غلق أبواب وسائل الإعلام العمومية أمامهن. ولولا المقالات التي نشرتها الصحافيات لما حظيت نشاطات الجمعيات بالتغطية اللازمة للتعريف بها.

كان استرجاع الجمعيات النسائية لرمزية اليوم العالمي لحقوق المرأة بخروجهن يوم ٨ مارس ١٩٨٩ فرصة لفرض وجودهن، والتعريف بكفاحهن ومطالبهن في الفضاء العام، من خلال اللافئات والرايات التي رفعنها. ساد المظاهرة فرح غامر وشعور بالفخر لدى جميع النساء المشاركات؛ فلقد كان حضورهن في حد ذاته مناسبة للاجتماع والتعارف وتقوية

بعضهن بعضًا. يومها، نزلت النساء إلى الشوارع لتصدحن بمطالبهن في فضاء ذكوري بامتياز. خلال المظاهرات، علا صوتهن بالنشيد النسوي:

جزايريات أحرار
ما يقبلوش العار
ويواصلو المشوار حتى الانتصار
الديمقراطية حقوق نسوية
آ فاطمة، آ فاطمة، أ فاطمة نسومر...
الديمقراطية حقوق نسوية

في مظاهرة ٨ مارس/آذار ١٩٩٠، منح فنانون تشكيليون جزائريون كبار، من أمثال باية ومسلي وسيلم، لوحاتهم لاستخدامها في اللافتات تحت عنوان «نضال النساء».

أما مظاهرة ٨ مارس/آذار ١٩٩١، فتعرضت للقمع لمنع المتظاهرات من الوصول إلى قصر الحكومة. لكنهن تمكن من اختراق حواجز الشرطة وتقديم العريضة التي أعددنها.

من المهم أيضا التطرق قليلاً إلى الجوانب الملموسة لهذا الكفاح. فالיום، في عصر الهواتف الذكية وشبكات التواصل الاجتماعي، يصعب علينا تخيل مدى الجهود المبذولة وقتها للتواصل وصعوبة التنقل في ظل نقص السيارات. وكان إعداد النصوص وطباعتها بتقنية الاستنسل أمرًا شاقًا، إضافة إلى قلة قنوات التوزيع، حيث كانت المناضلات توزعنها في أماكن نشاطهن من جامعات وأماكن العمل؛ فلم تكن الجمعيات تملك الموارد المالية لدفع ثمن الإعلانات في الصحف. ولكنهن، بالرغم من كل العوائق، نجحن في تسليط الضوء على كفاحهن بفضل تفاني المناضلات.

منذ تلك الفترة، حُلّت جمعيات وأُسست أخرى، وقد يبدو الآن أن الزمن عفا على بعض الإشكاليات والنقاشات والمفاهيم. لكن مما لا شك فيه أن تلك الحقبة اتسمت باكتساب جمعيات الكفاح من أجل حقوق المرأة والمساواة بين الجنسين مكانة فاعلة على الساحة السياسية. علاوة على ذلك، يمكننا اعتبار تلك الفترة طبقة جديدة عززت طبقات الوعي المتأصلة قبلًا لدى الفئة المجتمعية للنساء. إذ ما كانت لتظهر لولا مقاومة^٨ النساء أولًا للظلم الذي عشنه في الحياة الخاصة؛ ثمّ بفضل تنظيم الاحتجاجات والأنشطة المشتركة على الصعيد العام. فكان التفاعل بين الصعيدين الخاص والعام بفضل مناضلات كنّ نتاجًا للتغيرات الاجتماعية الكبيرة.

تطور الحركة النسوية بين ١٩٨٩ و١٩٩١

فريال لعلامي

خلال السنوات ١٩٨٩ و١٩٩٠ و١٩٩١ الثلاثة، نطّمت الجمعيّات والتجمّعات النسائيّة في الجزائر أنشطة جماعية ومنسّقة، في ظل سياق أتاح ممارسة الحرّيّات الجماعية. سنستعرض تلك الحقبة المحورية، ونحاول معرفة كيفية فرض تلك الجمعيات، من خلال مطالبهن الخاصة، وجودهن في ساحة النقاش السياسي وقتها، لتصبحن علاوة على ذلك فاعلات سياسيّات. من أجل هذا الغرض، سنعتمد على النصوص الصادرة عن التجمعات والجمعيات النسائية التي مقصدها الدفاع عن حقوق المرأة، ومناهضة التمييز بين الجنسين، والمطالبة بالمساواة. إن هذه النصوص، والتي تشمل القوانين الأساسية لتلك الجمعيات، وبياناتها، والعرائض، والدعوات إلى النقاش أو التظاهر، كلها مصادر ذات أهمية تزوّدنا بمعلومات عن تطور الحركة. وبطبيعة الحال، ينبغي استكمالها باستطلاع شهادات المناضلات، واستحضار ذكرى من غادرتنا منهنّ، واسترجاع النسيج الثقافي لتلك الفترة الحافلة بالإبداعات في كل المجالات، من صحافة وأدب وفن.

١٩٨٩-١٩٩١، انفتاح خاضع للرقابة

تمثّل مظاهرات أكتوبر/تشرين الأول ١٩٨٨ تحوّلًا في الحياة السياسيّة حيث كانت ذروة لمجموعة من الإضرابات والمطالبات بإرساء الديمقراطية في العمل السياسي. تعرّضت انتفاضة ٥ أكتوبر/تشرين الأول إلى قمع الجيش، ممّا خلف مئات القتلى – ١٥٩ وفقًا للأرقام الرسمية، و٥٠٠ وفقًا لإحصاءات أخرى – معظمهم من الشباب. كما شهدت موجة من الاعتقالات وممارسة التعذيب خلال الاستجوابات، وهذا ما ستيدينه اللجنة الوطنية لمناهضة التعذيب، والجمعيات أو التنظيمات النسائية، مثل جمعية المساواة بين الرجل والمرأة أمام القانون التي نشرت، في ٢٧ أكتوبر/تشرين الأول ١٩٨٨، بيانًا يدين «استعمال القوة المسلحة، والاعتقال التعسفي، والخطف، والاختفاء القسري، والاعتداء البدني، واستخدام التعذيب المنهجي». ونظمت المناضلات، اللاتي ستنشأن لاحقًا جمعية حماية وترقية حقوق المرأة، نقاشًا مفتوحًا في شهر نوفمبر/تشرين الثاني، أدلت فيه أمهات وشباب بشهاداتهم على التعذيب.

بعد انتفاضة أكتوبر ١٩٨٨، أنهت سلسلة من التدابير السياسية التي نصّ عليها دستور فيفري/شباط ١٩٨٩ نظام حكم الحزب الواحد الممثل في جبهة التحرير الوطني؛ فأرست تلك التدابير حرية الصحافة والحق في تكوين الجمعيات. والواقع أن ذلك كان بداية لعملية إصلاح ضرورية بالنظر إلى الظروف السائدة وقتها، والتي فرضت الانتقال من الاقتصاد الموجه إلى «الانفتاح»، والعمل على تزامن الإصلاحات الاقتصادية والسياسية.

خلق هذا الانفتاح الخاضع لرقابة الدولة جوًّا سياسيًا مواتيًا للتنظيمات التي تكوّنت سابقًا بصيغ بالكاد حظيت بالقبول، فهي لم تكن تنضوي في الإطار الذي قرّرتّه الهيئات الرسمية؛ لا سيما التنظيمات النسائية، مثل الاتحاد الوطني للنساء الجزائريات (UNFA).

صار اليوم بإمكان التنظيمات النسائية الانتشار وتوسيع أفق فرصهن، ونطاق فكرهن وخطابهن وعملهن. ولن نتتظر التنظيمات والتجمعات النسائية القائمة قانون ١٩٩٠ لتعلن عن وجودها، فالدستور الجديد نفسه يتيح فرصًا متعدّدة لتكوين الجمعيات. وهو ما سيتمخض عن طفرة جمعيّة شاركت فيها النساء. انتظمت الجمعيات للتوعية بشأن مسألة وضع النساء في الجزائر وتسليط الضوء عليها، وهي مسألة طالما تجاهلها الفاعلون السياسيون الآخرون أو قرّموها. وبغية تحقيق ذلك، نفذت الجمعيات مجموعة من المبادرات المحددة، والتي استشفّتها من محاور النضال الخاصة بها.

انتظام المناضلات

صار الشكل الجمعوي، الآن وقد أصبح ممكنًا، الإطار الذي اختارته التنظيمات القائمة وكذلك أولئك الذين أرادوا تكوين تنظيمات جديدة. شهدت تلك الفترة تنظيم العديد من الجمعيات النسائية جمعيات عامة تأسيسية وإشهار قوانينها الأساسية في عدة مدن جزائرية، واختارت أسماءً تعبّر عن هويّتها. فمنها من ركّزت على فكرة التعبير، مثل صوت النساء في بومرداس، وثيغري ثنمتوث (صرخة النساء) في تيزي وزو، وصرخة النساء في سطوالي؛ ومنها من أبرزت الهدف من الجمعية، مثل جمعية مساواة، تمكين، وترقية في الجزائر العاصمة؛ وشدّدت أخرى على مفهوم المواطنة، مثل الجمعية النسوية من أجل ازدهار الشخصية وممارسة المواطنة في وهران أو على استمرارية النضال، مثل جمعية إصرار في قسنطينة.

وإن تلاقت هذه الجمعيات في مسعى تحقيق المساواة في الحقوق بين الرجل والمرأة، إلّا أن استراتيجياتها لتحقيقه اختلفت. ترجع هذه الاختلافات إلى تاريخ كل جمعية منها السابق لتأسيسها قانونيًا. فبعضها انبثق من مجموعات العمل للطالبات، التي كانت

تنظم نادي السينما أحلام؛ في حين تكونت أخرى من مجموعات النساء التي أنشأت داخل الفروع النقابية لفيدراليات التعليم أو الصحة أو في أعقاب مظاهرات ١٩٨١ المناهضة لمشروع قانون الأسرة. لكن، وبالرغم من اختلاف وجهات النظر، فلن تتأخر الجمعيات في الإعلان عن رغبتها في «تكوين حركة نسائية قوية بتظافر جهود الجميع»، كما ورد في النداء إلى الملتقى الوطني الأول للنساء، والذي عُقد في ٣٠ نوفمبر/تشرين الثاني والأول من ديسمبر/كانون الأول ١٩٨٩. حيث اجتمعت في الجزائر العاصمة لمدة يومين أربع عشرة جمعية^٢ أسّست في عدد من الولايات – الجزائر العاصمة، وهران، قسنطينة، عنابة، تيزي وزو، بجاية. وتبع هذا الملتقى اجتماعات مهمة أخرى، اقتضتها إمّا الظروف السائدة وقتها، أو ضرورة تقييم عملها. «منهاج العمل التي اعتمدتها الجمعيات الحاضرة» تهدف إلى تقييم الوضع الراهن وتحديد أهداف مشتركة.

أعربت ممثلات الجمعيات بوضوح عن إدانتهمّ لقانون الأسرة ومعارضتهمّ له، إلّا أنهن اختلفن بشأن الاستراتيجية التي ينبغي اعتمادها، بين من كانت تميل إلى مطلب تعديله، ومن طالبت منذ البداية بإلغائه لكونه نصّا غير قابل للإصلاح. كانت النقاشات محتدمة وبدا أن الحركة تعرضت إلى صدعٍ، ظلت ذكراه طويلًا في أذهان النسويات القدامى.

تحظى المجاهدات بمكانة خاصة في هيكل الحركة النسوية؛ إذ يكتّٰن لهن المجتمع والمناضلات النسويات بالغ الاحترام. ابتداء من ١٩٨١، شاركت المجاهدات في المظاهرات المناهضة لاعتماد مشروع قانون الأسرة، فرفعن خلال تجمّع ديسمبر/كانون الأول ١٩٨١ في ساحة البريد المركزي راية تحمل شعار «لا خيانة مبادئ الفاتح من نوفمبر»؛ وهو ما كررته في بيان نشرته في ٣٠ أكتوبر/تشرين الأول ١٩٨٩. علاوة على كونهن الجيل الأول لنضال لا يزال مستمرًا، فإن مشاركتهن التّشطة أصيغت على الحركة النسوية شرعية تاريخية أساسية في الجزائر، حيث تعد الثورة التحريرية أحد أهم مقوماتها.

أمّا داخل الحركة، فإن المناضلات أنفسهن تبينن هذه الاستمرارية، وسيكتبن لاحقًا في بيان اعتمده تجمع ٨ مارس ١٩٨٩ الذي أقيم في الجامعة المركزية: «أمن أجل منح النساء الجزائريات صفة مواطنات من الدرجة الثانية استشهدت حسيبة بن بوعلي ومليكة قايد والأختين بوعتورة وغيرهن كثيرات؟»، و«نحن بنات حسيبة».

اعتمدت جميع الجمعيات مبدأ الاستقلالية عن الأحزاب السياسية. لكن بعد الانقسام الذي عرفته جمعية المساواة بين المرأة والرجل أمام القانون، وإنشاء الجمعية المستقلة

من أجل الانتصار لحقوق المرأة بتاريخ ١٥ فيفري/شباط ١٩٩٠، تبينّ أن هذا المفهوم بحاجة إلى مزيد من التوضيح والتفصيل؛ إذ صوّت الجمعيات بين أعضائها مناضلات ينتمين إلى أحزاب سياسية. رأى عدد من مناضلات جمعية المساواة أن ذلك سيعرضها لتأثير حزب أو آخر، وسيشوش على قضيتها. فطرح حينها سؤال ما إذا كان ينبغي منع المناضلات في الأحزاب السياسية من العمل في الجمعيات النسوية. خلال الملتقى الثاني للجمعيات النسائية في ١٧ ماي/أيار ١٩٩٠، حسبما نقلت جريدة المجاهد، تمّ التوصل إلى «قرار توافقي [...] بشأن ما يُعتبر موضوعًا أساسيًا: استقلالية الجمعيات عن الأحزاب السياسية والسلطات العمومية». وبعد التأكيد على مبدأ استقلالية الحركة النسائية، أقرت هذه الأخيرة بإمكانية انتماء المناضلات النسويات إلى تنظيمات سياسية.

أتاح تعدد انتماءات عدد من المناضلات الفرصة لفرض القضية النسائية في الأحزاب والنقابات؛ فبفضل المواضيع التي اخترن طرحها والاستراتيجيات التي اعتمدنها، وجدت المسألة النسوية طريقها إلى مجال النقاش السياسي. واستطاعت النساء، في بعض الأحزاب السياسية، إدراج المسائل المتعلقة بالمساواة بين الجنسين والعمل عليها.

هكذا، بدأت ترتسم ملامح حركة نسويّة تعدّدية، ترفض فكرة المنظمة الواحدة ولكنها في الوقت ذاته تعمل على أنشطة مشتركة بانتظام. إذ تتماز تنسيقية الجمعيات النسائية بالمرونة وتظم، وفقا للأنشطة المسطرة، جمعيات مختلفة أعلنت انتماءها إلى الحركة وتساهم في تحديد معالمها وتكوينها.

المطالب ومحاور العمل

يمثل قانون الأسرة موضوعًا توافقت ضده الآراء داخل الحركة النسويّة. اعتمد القانون في عام ١٩٨٤، بعد أزيد من عشرين سنة من الاستقلال، وبعد محاولات الحكّام العديدة لإرسائه (١٩٦٦، ١٩٧٣، ١٩٨١) والتي لاقت معارضة من نساء ورجال كانوا يطمحون إلى نموذج أسري قائم على المساواة. لذلك، فإنه يجسّد في نظر الحركة النسائية الدور الذي تريد الدولة فرضه على المرأة؛ فالمشرّع باعتماده قانون الأسرة فإنه يعرّز النظام الاجتماعي الأبوي بمفاهيم إضافية. وبالفعل، تخضع المرأة في العلاقات الأسرية إلى قواعد تجعل منها تابعة للأب أو الزوج، وإلى كل ما يتماشى معها من زواج، بما في ذلك التعدد، وتنشئة الأطفال، وطلاق، وميراث؛ فالزوجة مجبرة على التزام «واجب الطاعة»^٣. كما تُرغم الأمهات، بموجب مادة من مواد القانون، على مغادرة البيت الزوجي في حال الطلاق والعودة إلى بيت أهلها برفقة أطفالها القصر (في حين أنها لا تتمتع حتى بحق

أرشيف نضالات النساء في الجزائر

أوال حواطي

أرشيف نضالات النساء في الجزائر عبارة عن مشروع مشترك قائم بذاته، يهدف إلى تسليط الضوء على تاريخ الحركة النسوية الجزائرية، من خلال تشكيل أرشيف رقمي مفتوح لكل الأعمال التي جمعتها المنظمات والتجمعات والجمعيات الأثنوية والنسوية منذ ١٩٦٢، في الجزائر وفي المهجر.

إن الهدف من رقمنة وإتاحة مجموعة من المواد المكتوبة والمطبوعة والمرئية التي تم إنتاجها في إطار عمل تلك التجمعات، ليس فقط إبراز ماضٍ تم تهميشه وإساءة فهمه منذ فترة طويلة، وإنما تزويد أكبر عدد ممكن من الأشخاص بأدوات التفكير والنضال.

أُطلق المشروع في شهر مارس ٢٠١٩ لما كانت مظاهرات الحراك^١ في أوجها وتعود بذور نشأته أننا لاحظنا اليوم قلة الموارد المتعلقة بتاريخ النضالات في الجزائر المستقلة، ناهيك عن تاريخ النضالات التي تقودها النساء من أجل التحرر والمساواة في الحقوق. لا تزال الآثار المادية لنشاطاتهن حشدهن، غير معروفة من طرف الأجيال الجديدة إلا بقدر قليل، كما أن الوصول إليها غير ممكن.

أيقظ فينا انبثاق الحراك في شوارعنا وفي حياتنا، رغبة اشتعل فتيلها منذ عدة سنوات في البحث عن آثار وروايات النساء اللاتي كانت تنتمي إلى هذه التجمعات خلال السبعينيات والثمانينيات والتسعينيات.

إن المشاركة كل أسبوع في تلك المسيرات إلى جانب الآلاف من الأشخاص، الذي لم يقم بعضهم بالتظاهر منذ أكثر من عشرين عامًا، أو حتى منذ العام ١٩٦٢، مكنتنا في الواقع أن ندرك وجود تاريخ طويل الأمد من النضالات، لم نكن نعرف عنه سوى القليل. كانت تنجلي كل أسبوع، مجموعة كاملة من الشعارات الاحتجاجية والثورية والأغاني والشخصيات ورموز الثقافة الشعبية التي تعود جذورها إلى فترة حرب الاستقلال أو النضالات المعاصرة.

في هذا السياق، استعادت النسويات كذلك مشعل شعارات وكتابات الثمانينيات والتسعينيات، كما قامت بتعبئة شخصيات نسوية ناشطة وثورية. في هذا الصدد، يعتبر إعادة بعث الأرشيف في الحاضر و"إلى الحياة"، في نظرنا، لفترة سياسية ومشاركة في استعادة الماضي الذي غالبًا ما يتم طمسه ومصادرته.

قمنا في سبيل تشكيل أرشيفنا، بمناشدة جميع من يملك وثائق تتعلق بتعبئة النساء الجزائريات ونضالهن من أجل حقوقهن. على إثر اختفاء معظم التجمعات والجمعيات الناشطة في الثمانينيات والتسعينيات، وغياب هيئة تتكفل بأرشيقاتهن، تحصلنا على هذه الوثائق لدى النساء اللواتي شاركن في تلك التعبئة، واللواتي كن غالبًا ناشطات أو ناشطات سابقات.

على هذا النحو، قمنا بتمويل الأرشيف التساهمي الذي كنا نشكله بفضل مجموعة أجزاء من الأرشيف الشخصي الذي كانت تحتفظ به تلك النساء.

نقوم برسم الخرائط وجرد ورقمنة تلك الوثائق، التي تبقى بحوزة مالكاتھا، لتشكيل معطياتنا الرقمية. إلى جانب ذلك، نجري لقاءات مع النساء اللواتي كن عضوات في هذه التجمعات واللواتي احتفظن بالوثائق اللاتي تھمن، من أجل وضع الأحداث في سياقھا ومتابعة مسارھا. هدفنا هو السماح بالاطلاع على هذه المستندات الرقمية والمقابلات عبر منصة إنترنت مجانية.

في إطار الطبعة الخامسة عشرة من معرض دوكونمتا (documenta) الذي أقيم بمدينة كاسل^٢، قررنا سرد مرحلة من تاريخ الحركة النسائية الجزائرية المعاصرة ابتداءً من سنة ١٩٨٩ إلى غاية بداية سنة ١٩٩٠^٣ وهي فترة توسطت اعتماد دستور تعددي في فيفري ١٩٨٩ وتوقيف التجربة الديمقراطية في جانفي ١٩٩٢. تلي هذه الفترة، حرب داخلية دامت أكثر من عشر سنوات. اخترنا تلك الفترة بالتحديد، لأن معظم الوثائق التي عثرنا عليها صدرت خلال تلك السنوات الثلاث التي اتسمت بنشاط سياسي ونضالي ونقابي مكثف في الجزائر. سمح هذا الانفتاح الوجيه، للتجمعات والجمعيات بالالتقاء والقيام بنشاطاتها علنا وبحرية أكبر مقارنة بما كانت عليه قبل سنة ١٩٨٩.

جمعنا مواد مختلفة من تلك الفترة على غرار استنساخ الوثائق التي تحوزھا التجمعات والجمعيات، إضافة إلى الملصقات، والصور، والأفلام، وركزنا على حدثين رئيسيين في

تاريخ الحركة النسوية الجزائرية: الملتقى الوطني الأول للمرأة ٣٠ نوفمبر و١ ديسمبر ١٩٨٩ بالجزائر العاصمة ويوم ٨ مارس ١٩٩٠ في العاصمة كذلك، حيث تم تنظيم إحدى أهم مظاهرات النساء للمطالبة بحقوقهن.

أردنا كذلك تقديم لمحة عامة عن أعمالنا الشخصية من خلال فيديو الطقوس التي نكررها في كل مرة نكتشف فيها أرشيقات جديدة، كفتح العلب أو الصناديق التي توجد فيها المستندات، ثم بسطھا على الأرض في بعض الأحيان، فنعاينھا وتنصفھھا وندوّن ملاحظاتنا... تلك هي اللحظة التي يتم فيها الإلمام بالأرشيف قبل عملية الجرد والرقمنة.

في الأخير، قمنا بالعرض في المنصة، مقتطفين من مقابلات^٤ أجريت سنة ٢٠٢٢ مع ناشطتين من أجيال مختلفة، تتحدث كل واحدة منهما عن تجربتها في النضال خلال حقبتين: الثمانينيات والتسعينيات من ناحية، وسنّي ٢٠١٠ و٢٠١٩ أثناء الحراك، من ناحية أخرى. قامت الناشطتان بسرد الأحداث المهمة المتعلقة بذلك التاريخ أو بمسيرتهما الشخصية، وعلاقتھما بأرشيقات النضال ووجهة نظرھما حول تمرير مشعل النضالات ما بين الأجيال.

تتعلق تشكيلة الوثائق والصور التي تم جمعھا في هذا الكتيب، بنفس الموضوع أي تعبئة النساء خلال "الفجوة" الديمقراطية التي حدثت في الفترة الممتدة من سنة ١٩٨٩ إلى سنة ١٩٩١، ثم في بداية سنوات التسعينيات ببيانات ومجلات ونشرات ومذكرات وملصقات، ومنشورات وصور توثق بعض أعمالهن ومظاهراتهن... كانت النسخ الأصلية

لهذه الوثائق بحوزة ناشطات أو ناشطات سابقا سمحت لنا باستنساخھا. تتبع الوثائق في هذا الكتيب، ترتيبًا زمنيًا وتضم جزءًا موسعا يخص يوم ٨ مارس ١٩٩٠. لمرافقة هذه الوثائق ووضعهها في سياقھا التاريخي والسياسي، أضفنا نص حررته المختصة في علم الاجتماع، السيدة فريال لعلامي، يسرد المراحل الرئيسية لانجلاء الحركة النسوية الجزائرية من ١٩٨٩ إلى ١٩٩١. تقوم أوال حواطي في نصھا، بسرد أحداث يوم ٨ مارس ١٩٩٠، بناءً على قراءة للمواد المختلفة التي وجدناها للحفل الفني والمظاهرة التي نُظمتا في الجزائر العاصمة في ذلك اليوم، والتي استنسخ بعضها في هذا الكتيب.

١. انتفاضة شعبية اندلعت في الجزائر في فبراير ٢٠١٩ واستمرت مظاهراتها الأسبوعية لأكثر من عام.

٢. الطبعة الخامسة عشرة من معرض دوكونمتا (documenta) من ١٨ جوان إلى ٢٥ سبتمبر ٢٠٢٢ في كاسل ،ألمانيا.

٣. أضفنا الوثائق التي صدرت في ١٩٨١ في إطار التظاهرات النسوية الأولى ضد قانون الأسرة، إلى القائمة النهائية للمعرض. لم نستطع نسخها في هذا المنشور بسبب نقص الوقت و الفضاء.

٤. تُعرض مقتطفا تفقط من هذه المقابلات في فضاء العرض بينما سيتم نشر النسخ الطويلة عبر الإنترنت.

Équipe du projet	Project team	فريق المشروع
<p>Saadia Gacem est doctorante en anthropologie du droit, ses recherches portent sur le Code de la famille. Elle réalise son premier film documentaire, Felfel lahmar (« Piment rouge »), en 2019. Saadia est militante féministe et s'intéresse à l'histoire du féminisme en Algérie et aux trajectoires des militantes. Elle crée avec Maya Ouabadi la revue féministe La place dont le numéro 0 est paru en mars 2022 aux éditions Motifs.</p>	<p>Saadia Gacem is a doctoral student in anthropology of law. Her research focuses on the Personal Status Law (Code de la famille). Besides, she directed her first documentary film titled "Felfel lahmar" (Red Pepper), in 2019. Saadia is a feminist activist who is interested in the history of feminism in Algeria and paths of feminist activists. She cocreated with Maya Ouabadi the feminist journal "La place" of which the issue 0 was published in March 2022 by Motifs.</p>	<p>سعدية قاسم طالبة دكتوراه في اختصاص الأنثروبولوجيا القانونية. تتمحور أبحاثها حول قانون الأسرة. ومن ناحية أخرى،أخرجت فيلمها الوثائقي الأول بعنوان "فلفل لحمر" عام ٢٠١٩. سعدية مناضلة نسوية مهتقة بتاريخ الحركة النسوية في الجزائر وبمسارات المناضلات النسويات. أنشأت مجلة " لبلاص" مع مايا اوعيدي وقد نشر العدد في مارس ٢٠٢٢ عند دار النشر "Motifs".</p> <p>أوال حواطي طالبة دكتوراه في الأنثروبولوجيا الاجتماعية ومصورة.تتناول أبحاثها مسارات وممارسات المصورين الصحفيين في سياق الحرب الأهلية الجزائرية. كما نشرت مقالاً بعنوان "الأرشيف الفوتوغرافيخلال حرب التسعينيات. مقاربة قائمة على الإثنوغرافيا" (Continents manuscrits, n°١4, 202٥).</p> <p>ليديا سعيدي مصورة وثائقية وأمينة أرشيف ولدت في الجزائر العاصمة. تتعلق أعمالها خاصة بحقوق المرأة وأرشيف العبودية في الجزائر. تشارك أيضًا في مشاريع رقمية تهدف لترقية التراث وتجميع المعرفة.</p>
<p>Awel Haouati est doctorante en anthropologie sociale et photographe. Ses recherches portent sur les trajectoires et les pratiques de photographes de presse dans le contexte de la guerre civile algérienne. Elle a publié un article intitulé « Les archives photographiques de la guerre des années 1990. Une approche par l'ethnographie » (Continents manuscrits, n°14, 2020).</p>	<p>Awel Haouati is a doctoral student in social anthropology and a photographer. Her research focuses on trajectories and practices of press photographers in the context of the Algerian civil war. She published an article entitled "The photographic archives of the 1990s civil war. An approach through ethnography" ("Les archives photographiques de la guerre des années 1990. Une approche par l'ethnographie") (Continents Manuscripts, No. 14, 2020).</p>	
<p>Lydia Saidi, née à Alger, est photographe et archiviste des images. Ses travaux portent sur des thématiques telles que la condition des femmes et les archives de l'esclavage en Algérie. Elle travaille également sur des projets numériques de valorisation du patrimoine et de mise en commun de savoirs.</p>	<p>Born in Algiers, Lydia Saidi is a photographer and image archivist. Her work focuses on themes such as the condition of women and the archives of slavery in Algeria. She also works on digital projects to promote heritage and knowledge pooling.</p>	
Remerciements	Thanks	شكراً
<p>Nous tenons à remercier l'ensemble des personnes qui ont contribué et aidé à la mise en place de notre projet pour la quinzième édition de la documenta.</p>	<p>We would like to thank all the people who have contributed and helped to set up our project for the documenta fifteen.</p>	<p>نود أن نشكر جميع الأشخاص الذين ساهموا في المشروع الذي تم إنشاؤه في إطار "documenta ١٥".</p>
<p>Nous remercions Zoulikha Benzine, Souad Inal, Caroline Sakina Brac de la Perrière, Laouia Choualhi, Habiba Djahnine, Feriel Lalami, Soumia Salhi et Dalila Ziani de nous avoir permis de reproduire, dans cette publication et dans l'exposition, les documents qu'elles conservent.</p>	<p>Thanks to Zoulikha Benzine, Souad Inal, Caroline Sakina Brac de la Perrière, Laouia Choualhi, Habiba Djahnine, Feriel Lalami, Soumia Salhi, Dalila Ziani for allowing us to reproduce the documents they hold in this publication and in the exhibition.</p>	<p>شكراً لكل من: زليخة بنزين، سعاد إينال، كارولين سكيّنة براك دو لابريير، لاوية شوالحي، حبيبة جحنين، فريال لعلامي، سمية صالح، دليلة زياتي، صارة أحنو، لويّزة أيت حمو، حمدي بعالّة، أمين بن جودي، وليد بوشوشي، ريمي كونستوتان، نسرين دحمون، ندى ديان فريدي، أمال حجاج، أمين كوتي، خديجة مركمال، صونية مرابط، هشام مروّش، العربي نكاّب، كلوي روندولو، رفيق زايدي، صيفان زوقار شكراً لفريق "documenta ١٥" بأكمله.</p>
<p>Merci également à Sarah Ahnou, Louisa Aït Hamou, Hamdi Baala, Amine Bendjoudi, Walid Bouchouchi, Rémy Constantin, Nesrine Dahmoun, Nada Diane Fridi, Amel Hadjadj, Amine Kouti, Khadidja Markemal, Sonia Merabet, Hichem Merouche, Larbi Nekkab, Chloé Nejma Rondeleux, Rafik Zaïdi, Sofiane Zouggar et à l'ensemble de l'équipe artistique et de production de la documenta fifteen.</p>	<p>Thanks also to Sarah Ahnou, Louisa Aït Hamou, Hamdi Baala, Amine Bendjoudi, Walid Bouchouchi, Rémy Constantin, Nesrine Dahmoun, Nada Diane Fridi, Amel Hadjadj, Amine Kouti, Khadidja Markemal, Sonia Merabet, Hichem Merouche, Larbi Nekkab, Chloé Nejma Rondeleux, Rafik Zaïdi, Sofiane Zouggar and the whole artistic and production team of documenta fifteen.</p>	

Équipe du projet Archives des luttes des femmes en Algérie	Archives des luttes des femmes en Algérie team	Saadia Gacem Awel Haouati Lydia Saidi	سعدية قاسم أوال حواطي ليديا السعدي	فريق مشروع أرشيف نضالات النساء في الجزائر
Coordination de publication	Publication coordination	Awel Haouati	أوال حواطي	تنسيق النشر
Les archives reproduites dans cette publication appartiennent à	The archives reproduced in this publication belong to	Caroline Brac de la Perrière Laouia Choualhi Habiba Djahnine Souad Inal / Zoulikha Benzine Feriel Lalami Soumia Salhi Dalila Ziani	كارولين براك دو لابرير لاوية شوالحي حبيبة جحنين سعاد إينال / زليخة بنزين فريال لعلامي سمية صالحي دليلة زياتي	الأرشيف مستنسخة في هذا المنشور تنتمي إلى
Photographies	Photographs	Sonia Merabet Hichem Merouche Rafik Zaïdi Anonymous photographer	صونية مرابط هشام مروّش رفيق زايدي مصور مجهول	الصور
Photographie sur la couverture	Photograph on the cover	Rafik Zaïdi	رفيق زايدي	صورة الغلاف
Textes	Texts	Awel Haouati Feriel Lalami	أوال حواطي فريال لعلامي	نصوص
Graphisme et maquette	Graphic design and layout	Walid Bouchouchi Studio Akakir	وليد بوشوشي ستوديو عقاقير	تصميم غرافيك
Police de caractère	Fonts	NaN Success Amiri	Bitter 29LT Zarid Serif	الخطوط
Impression	Printing	CCI Marseille	CCI مرسيليا	طباعة
Traductions vers l'anglais et l'arabe	Translations into English and Arabic	Larbi Nekkab and his team	العربي نكاّب وفريقه	ترجمات إلى الإنجليزية والعربية
Révisions	Revisions	Sarah Ahnou Louiza Aït Hamou Nesrine Dahmoun Nada Diane Fridi	صارة أحنو لويّزة أيت حمو نسرين دحمون ندي ديان فريدي	مراجعات
Archives des luttes des femmes en Algérie, 2022.		archivesnumeriquesfemmesdz@gmail.com archivefemdz.hypotheses.org/ Instagram @archivesfemmesdz facebook @Archives des luttes des femmes en Algérie		أرشيف نضالات النساء في الجزائر, ٢٠٢٢

This publication has been realized in the framework of documenta fifteen, June 18 - September 25, 2022



Archives des luttes des femmes en Algérie est un projet collectif et indépendant dont l'objectif est de mettre en lumière l'histoire, longtemps marginalisée et méconnue, du mouvement des femmes algériennes depuis 1962. Le projet cherche à rendre accessible, notamment à travers la construction d'une archive numérique en libre accès, un ensemble de matériaux écrits, imprimés et visuels, produits dans le cadre des collectifs et des associations féminines et féministes algérien-ne-s et aujourd'hui conservés par les femmes qui ont pris part à ces mobilisations.

Lancé en mars 2019 dans le contexte du hirak (soulèvement populaire en Algérie), le projet a émergé du constat qu'il n'existe aujourd'hui que peu de ressources concernant l'histoire des luttes dans l'Algérie indépendante, en particulier celles menées par les femmes pour l'émancipation et l'égalité des droits. Les traces matérielles de leurs actions et de leurs mobilisations demeurent peu connues des nouvelles générations et inaccessibles.

Dans cette publication, nous choisissons de relater un pan particulièrement dense et prolifique de l'histoire du mouvement féministe algérien, situé entre 1988 et 1993. En 1989, une brève ouverture démocratique permet à de nombreux collectifs et associations de femmes d'exister légalement et plus librement qu'au temps du parti unique. La publication rassemble des photographies et des documents – dont certains furent fondamentaux dans l'évolution du mouvement – issus de cette période d'intense activité politique et militante.

Par cette contribution, nous espérons apporter des éléments de compréhension et de réflexion autour de la constitution du mouvement des femmes algériennes, de même que des outils de lutte.

Archives des luttes des femmes en Algérie (Archives of women's struggles in Algeria) is a collective and independent project whose objective is to shed light on the history of the Algerian women's movement since 1962, which has long been marginalized and unknown. Through the construction of an open access digital archive, the project aims to make accessible a set of written, printed and visual materials produced within the framework of Algerian women's organizations and collectives, which are today preserved by women who have participated in such mobilizations.

Launched in March 2019 in the context of the *hirak* (popular uprising in Algeria), the project emerged from the observation that only few resources about the history of struggles in independent Algeria exist today, and even less when it comes to those led by women for emancipation and equal rights. The material "traces" of their actions and mobilizations remain inaccessible and little known to the new generations.

In this publication, we choose to relate a particularly dense and prolific part of the history of the Algerian feminist movement, from 1988 to 1993. In 1989, a brief democratic opening enabled many women's collectives and organizations to exist legally and more freely than at the time of the single party. The publication gathers photographs and documents - some of which were fundamental in the evolution of the movement - from this period of intense political and militant activity.

Through this contribution, we hope to provide some elements of comprehension and reflection on the constitution of the Algerian women's movement, as well as some tools of political struggle.

أرشيف نضالات النساء في الجزائر هو مشروع جماعي مستقل يُسلط الضوء على الحركة النسوية في الجزائر منذ ١٩٦٢، بعد فترة طويلة من التهميش والتجاهل لهذا الإرث. يهدف المشروع، من خلال جمع الأرشيف ورقمنتيه مجاًناً، إلى إتاحة مجموعة من المواد المكتوبة والمطبوعة والمرئية، التي أنتجت في إطار التجمعات والجمعيات النسائية والنسوية، والتي احتفظت بها النساء اللاتي شاركن في هذه الفاعليات والتظاهرات.

انطلق المشروع في مارس ٢٠١٩، أثناء الحراك (الانتفاضة الشعبية في الجزائر)، حيث كنا قد لاحظنا ندرة في الموارد المتعلقة بتاريخ النضالات في الجزائر المستقلة، خاصة تلك التي خاضتها النساء لأجل التحرّر والمساواة في الحقوق. تبقى الآثار المادية لأعمالهن وتعبئتهن غير معروفة من طرف الأجيال الجديدة، كما لا يمكن الإطلاع عليها لمن يهتم، حيث أنها غير متوفرة في مكان معين.

اخترنا في هذه المطبوعة أن نسرد فترة اتّسمت بالثراء والكثافة، من حيث الأحداث، في تاريخ الحركة النسوية الجزائرية، والتي تمتد ما بين ١٩٨٨ و١٩٩٣. سمحت الفجوة الديمقراطية القصيرة، بدءاً من عام ١٩٨٩، للعديد من التجمعات وجمعيات النساء أن تتأشس قانونيًا وتحظى بحرية أكبر مقارنةً مع فترة الحزب الواحد. وتجمع هذه المطبوعة عدّة صور ووثائق تعود لهذه الفترة الثرية بالأنشطة السياسية والنضالية، وبعضها يُعتبر حجر أساس في تاريخ تطوّر الحركة.

تمتّى، من خلال هذه المطبوعة، تقديم أُسس للفهم والتفكير حول تأسيس الحركة النسوية في الجزائر وكذا أدوات النضال.